



SCOT LITTORAL SUD



Évaluation Environnementale



Projet arrêté
en Comité Syndical
du 27/05/2019

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Préambule : Cadre réglementaire et méthodologique..... | 7 |
| A. Cadre réglementaire de l'évaluation environnementale..... | 9 |
| B. Cadre méthodologique..... | 11 |
| 1. Une démarche itérative et progressive. | 11 |
| 2. Une concertation étroite. | 11 |
| 3. Une analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement par thématique environnementale et grande orientation du DOO..... | 11 |
| Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement..... | 13 |
| A. Rappel des enjeux environnementaux et scénario au fil de l'eau..... | 15 |
| B. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement des objectifs du SCOT | 18 |
| 1. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs en vue de préserver et valoriser les atouts du territoire, ses ressources et ses paysages..... | 19 |
| 2. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs en vue d'offrir un cadre de développement harmonieux..... | 31 |
| 3. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs en vue de respecter les spécificités du territoire en déclinant les dispositions des lois Littoral et Montagne | 47 |
| 4. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du Chapitre Individualisé valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer | 53 |
| C. Consommation foncière observée et objectifs d'économie d'espace .. | 65 |
| 1. Evolution de l'occupation des sols au cours des dernières décennies | 65 |
| 2. La consommation des sols par la construction, l'approche « Majic » | 67 |
| 3. Les objectifs de réduction de la consommation foncière..... | 70 |
| 4. Les économies foncières espérées | 71 |

| | | |
|-----------|--|-----------|
| D. | Incidences notables prévisibles du SCOT sur les sites Natura 2000 | 73 |
| 1. | Les sites Natura 2000 sur le territoire du SCOT Littoral Sud | 73 |
| 2. | Incidences prévisibles de la mise en œuvre du SCOT sur les sites Natura 2000 | 76 |

| | | |
|--|--|----|
| | Dispositif de suivi environnemental du SCOT et de l'état du territoire | 90 |
|--|--|----|

| | | |
|-----------|--|-----------|
| A. | Indicateurs de performance du SCOT | 92 |
| 1. | Les indicateurs de suivi de l'occupation des sols | 92 |
| 2. | Préservation des espaces naturels et agricoles..... | 93 |
| 3. | Qualité paysagère..... | 93 |
| 4. | Mobilité /énergie/air/climat | 93 |
| 5. | Prévention et gestion des risques naturels..... | 94 |
| B. | Indicateurs spécifiques au CI-SMVM | 94 |
| C. | Indicateurs de l'état environnemental du territoire | 95 |
| 1. | L'agriculture..... | 95 |
| 2. | L'eau | 95 |
| 3. | La qualité de l'air | 96 |
| 4. | Le sol et le sous-sol | 96 |
| 5. | Le bruit | 96 |
| 6. | Les risques naturels | 96 |
| 7. | Les risques technologiques | 97 |
| 8. | L'énergie | 97 |
| 9. | Les déchets..... | 97 |

| | |
|---|-----|
| Résumé non technique de l'évaluation environnementale..... | 98 |
| A. Nature de l'exercice | 100 |
| B. Scénario tendanciel et analyse des incidences | 102 |
| 1. Incidences notables prévisibles sur l'environnement..... | 103 |
| 2. Analyse de la consommation des sols et objectifs de réduction..... | 108 |
| 3. Incidences prévisibles sur les sites Natura 2000..... | 109 |
| C. Résumé du dispositif de suivi des incidences | 111 |
| Table des illustrations..... | 112 |

A. Cadre réglementaire

B. Cadre méthodologique

I. Cadre réglementaire et méthodologique

A. Cadre réglementaire de l'évaluation environnementale

Depuis 2001, les SCOT sont soumis à évaluation environnementale, aujourd'hui en vertu de l'article L104-1 du Code de l'Urbanisme.

Cette démarche d'évaluation découle de l'application de la Directive européenne n°2001/42 du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences des plans et programmes susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

Celle-ci, transposée dans le droit français par l'ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004 et le décret complémentaire, n°2005-608 du 27 mai 2005, précisé par la circulaire 2006-16 UHC/PA2 du 6 mars 2006, pose le principe que ces plans et programmes doivent faire l'objet d'une évaluation préalable à leur adoption.

Le Code de l'Urbanisme, dans son article L141-3 définit précisément le contenu du rapport de présentation du SCOT. L'article R141-2 précise le contenu de l'évaluation environnementale.

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

1° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;

2° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

3° Explique les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du schéma au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national ;

4° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement ;

5° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du schéma prévue à l'article L. 143-28. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du schéma sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

6° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

L'analyse des incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement consiste à caractériser les impacts prévisibles qui résulteront de la mise en œuvre des objectifs et des orientations du SCOT sur l'environnement. La particularité de l'évaluation environnementale du SCOT est qu'elle intervient

préalablement à la mise en œuvre de ces orientations ; il s'agit d'une évaluation « ex-ante » qui relève d'une démarche d'analyse à un stade où la localisation ou la nature des projets d'aménagement ne sont pas connues avec précision.

La notion d'« incidence notable » est définie par la Directive n°2001/42/CE du 27/06/01, notamment en fonction des caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du SCOT. Cela dépend en particulier de :

- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences,
- le caractère cumulatif des incidences,
- les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement,
- l'étendue de la zone géographique et la taille de la population susceptible d'être touchées,
- la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
 - de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers,
 - d'un dépassement des normes de qualité environnementale ou des valeurs limite,
 - de l'exploitation intensive des sols,
- les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.

Le champ qui intéresse l'évaluation est également indiqué. Il s'agit de l'ensemble des domaines environnementaux et du cadre de vie : diversité biologique, santé humaine, faune-flore, sols, eau, air, climat, biens matériels, patrimoine culturel, y compris patrimoine architectural et archéologique, paysages et interactions entre ces facteurs.

L'évaluation environnementale a pour objectif d'apprécier la cohérence entre les objectifs et les orientations du SCOT et les enjeux environnementaux du territoire identifiés dans l'état initial de l'environnement.

Elle doit identifier les incidences prévisibles de la mise en œuvre du SCOT, en apprécier l'importance et proposer, le cas échéant, des mesures pour les supprimer, les réduire ou les compenser. Elle doit aussi contribuer à informer les citoyens sur les enjeux et les résultats des politiques mises en œuvre.

B. Cadre méthodologique

1. Une démarche itérative et progressive.

Le Schéma de Cohérence Territoriale Littoral Sud s'est construit selon un long procédé de maturation des réflexions des élus, nourris des apports techniques et intellectuels des différents partenaires, depuis le lancement de la procédure de révision en 2015 jusqu'à son arrêt.

Des travaux menés par atelier ont permis l'intégration des enjeux environnementaux dans l'ensemble des décisions. En effet, une série de 5 ateliers ont été menés en 2016 et ont permis de rassembler les élus ainsi que les partenaires techniques et institutionnels autour des éléments de projet à ajuster.

La transversalité des questionnements a été assurée par la délégation de l'élaboration du dossier à une équipe polyvalente, après les apports particulièrement instructifs de l'atelier littoral de l'ex Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, qui avait précédé la première procédure d'élaboration du SCOT.

2. Une concertation étroite.

Le SCOT a fait l'objet de nombreuses réunions avec les partenaires techniques et institutionnels ainsi qu'avec le public. Ces différentes rencontres sont les garantes de la bonne prise en compte de l'ensemble des enjeux, notamment environnementaux, dans le projet, ainsi que de la bonne adéquation entre les réponses apportées par le schéma et les problématiques auxquelles se confronte le territoire.

3. Une analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement par thématique environnementale et grande orientation du DOO.

Les enjeux environnementaux sont nombreux sur le territoire riche et varié que couvre le périmètre du SCOT Littoral Sud.

Chacune des entrées environnementales a fait l'objet d'une caractérisation approfondie dans l'analyse de l'Etat Initial de l'Environnement. Celle-ci a débouché sur une mise en exergue des principaux enjeux qui ont constitué les supports de la réflexion des élus territoriaux.



Figure 1. Vue sur l'anse de Banyuls-sur-Mer.

A. Rappel des enjeux
environnementaux et
scénario au fil de l'eau

B. Analyse des incidences
des objectifs du SCOT

C. Consommation foncière
observée et objectifs
d'économie d'espace

D. Analyse des incidences
sur les sites Natura 2000

III. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement

A. Rappel des enjeux environnementaux et scénario au fil de l'eau

L'état initial de l'environnement identifie les menaces qui pèsent sur l'environnement et révèle les principaux enjeux environnementaux du territoire qui doivent nécessairement être pris en compte dans le projet d'aménagement.

Le territoire du SCOT Littoral Sud se caractérise par une riche diversité biologique, une attractivité paysagère exceptionnelle, une prédominance du couvert boisé sur les versants et une mosaïque de milieux agricoles dans les parties les plus basses, des régimes hydrologiques très marqués, avec des étiages très sévères et des crues parfois violentes, et l'omniprésence des risques naturels.

Ce territoire, d'une grande diversité, mais aussi d'une grande sensibilité, subit des transformations qui sont autant de menaces d'un équilibre écologique fragile.

Les tendances observées à ce jour montrent notamment une progression de la consommation foncière liée au développement urbain, tant pour l'habitat que pour les zones d'activité économique ou commerciale, avec toutefois un rythme de consommation foncière qui ralentit au fil du temps. En effet, l'urbanisation résidentielle se densifie sous l'effet des politiques territoriales mises en œuvre (SCOT et PLU notamment) et sous l'effet de la raréfaction du foncier et de ses conséquences en termes de prix et d'accès ; en revanche, l'urbanisation à vocation économique ne représente qu'un peu plus d'un tiers de la consommation à vocation résidentielle mais son rythme d'accroissement semble progresser.

Les tendances de fond montrent aussi un maintien des pressions sur les ressources en eau et les milieux aquatiques, toutefois nuancé par une évolution à la baisse des prélèvements globaux sur le Tech et ses nappes d'accompagnement pour l'alimentation en eau potable des populations. On estime cette baisse globale entre 6 et 10 % depuis 2013. Les prélèvements pour l'irrigation connaissent également une diminution du même ordre de grandeur depuis la mise en place du PGRE et la réalisation de travaux sur les canaux d'arrosage les plus importants (source : SMIGATA).

Autres tendances de fond : une baisse une fragmentation des espaces naturels et agricoles, une régression des espaces agricoles, une banalisation des paysages emblématiques et urbains, une hausse des consommations énergétiques en lien avec l'accroissement démographique (mais une diminution des émissions de gaz à effet de serre est amorcée), et un accroissement des risques naturels de par l'augmentation combinée des aléas et des enjeux. Par ailleurs, la forte saisonnalité du territoire fragilise le littoral, espace sous pression. Il est à noter que le territoire ne dispose pas d'observation quantifiée de l'ensemble de ces tendances, ainsi, la part des surfaces agricoles en friche n'est pas connue, et n'est pas suivie dans le temps.

Le prolongement de ces tendances dans les années à venir engendrerait des incidences significatives sur l'environnement. Il apparaît en effet vraisemblable qu'une évolution du territoire « au fil de l'eau » s'accompagnerait de conséquences dommageables telles que la perte de terres agricoles de qualité, la fermeture des milieux, l'érosion de la biodiversité, l'accroissement des risques naturels (notamment inondation et incendie), la détérioration de la qualité paysagère, le maintien des pressions sur les ressources en eau et la baisse insuffisamment rapide des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques (due notamment à l'usage privilégié du véhicule individuel). Le tableau suivant récapitule, par grand domaine de l'environnement, les principaux enjeux ainsi que les tendances et menaces observées sur le territoire du SCOT.

Les tendances passées et actuelles apparaissant préoccupantes, la définition d'un projet de développement harmonieux et durable passe donc par un infléchissement de celles-ci.

Il est à noter que cet infléchissement est d'ores et déjà amorcé avec la mise en œuvre du SCOT approuvé en 2014, lequel ambitionnait déjà de rompre avec les tendances à l'œuvre.

La révision du SCOT, à travers les nouveaux documents que constituent le PADD, le DOO, incluant le DAAC et le chapitre individualisé valant SMVM, vise à poursuivre et compléter les orientations déjà prises par le territoire, en organisant le développement urbain et économique du territoire tout en assurant la préservation de ses richesses naturelles, paysagères et agricoles.

Enjeux environnementaux

| Milieux naturels et biodiversité | Espaces agricoles | Paysages | Ressources: Eau | Ressources: Air | Ressources: sol et sous-sol | Risques et nuisances | Energie | Déchets |
|--|---|---|---|-----------------|-----------------------------|-------------------------------------|-----------------------|------------------------|
| Préservation des espaces naturels | Préservation des espaces agricoles | Préservation et valorisation de la qualité des perceptions paysagères | Préservation des ressources | Qualité | Coût d'approvisionnement | Sécurité des biens et des personnes | Autonomie énergétique | Prévention des déchets |
| Préservation de la biodiversité | Equilibre des usages | Maintien de la diversité des paysages emblématiques | Qualité des eaux continentales et marines | | | Adaptation | Facture énergétique | |
| Maintien de l'ouverture des milieux | Maintien de l'ouverture des milieux | Préservation de l'identité des paysages urbains | Satisfaction des usages | Santé publique | Autonomie relative | Fonctionnalité des milieux | Equilibre climatique | Tri, valorisation |
| Maintien des activités pastorales et forestières | Maintien des activités agricoles et forestières | | Fonctionnalité des milieux aquatiques | | | Préservation de la bande côtière | | |

Tendances et menaces






| Milieux naturels et biodiversité | Espaces agricoles | Paysages | Ressources: Eau | Ressources: Air | Ressources: sol et sous-sol | Risques et nuisances | Energie | Déchets |
|--|---|---------------------------------------|---|---|--------------------------------------|---|---|---|
| Consommation et fragmentation des espaces naturels | Consommation et fragmentation des espaces agricoles | Altération des paysages emblématiques | Pression sur les ressources et conflits d'usage | Apparition possible de points noirs sur les axes routiers les plus empruntés, en période de congestion routière | Coût d'approvisionnement à la hausse | Accroissement de l'aléa inondation, notamment du fait de l'imperméabilisation | Dépendance énergétique | Baisse de la production de déchets ménagers |
| Perte de la biodiversité | | | Altération de la qualité | | | Accroissement de l'aléa incendie du fait de la fermeture des milieux | Hausse de la facture énergétique | |
| Régression des activités forestières | Conflits d'usage | Banalisation des paysages | Dégradation des milieux aquatiques | | Perte d'autonomie relative | Augmentation de la fréquence de certains événements climatiques extrêmes | Légère baisse des émissions de GES | Utilisation de décharges sauvages qui perdure |
| Fermeture des milieux | Régression des activités agricoles | Perte de relations visuelles | Erosion régressive des cours d'eau | | | Elévation du niveau de la mer | Augmentation des pressions foncières liées au développement des ENR | |
| Surfréquentation saisonnière sur les espaces littoraux | | | | | | | | |

B. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement des objectifs du SCOT

L'évaluation des incidences du SCOT sur l'environnement est conduite ici en analysant les incidences notables prévisibles des quatre chapitres du Document d'Orientations et d'Objectifs vis-à-vis des composantes environnementales du territoire telles qu'identifiées dans l'Etat Initial de l'Environnement du SCOT. Les incidences du Document d'Aménagement Artisanal et Commercial sont traitées avec les incidences des orientations et objectifs en vue d'offrir un cadre de développement harmonieux (§ II.C.2 du DOO). A l'issue de chaque chapitre, une synthèse, un tableau et un graphique récapitulent les incidences des différents objectifs et orientations sur les différentes thématiques environnementales. Ces tableaux permettent de dégager une approche globale et cumulative des incidences du SCOT sur l'environnement.

Neuf thématiques environnementales sont différenciées pour faciliter l'exercice. Ces thématiques ne sont pourtant pas totalement indépendantes. Ainsi, les zones humides participent des milieux naturels, mais aussi de la préservation des ressources en eau et de la prévention des risques d'inondation. La thématique « Eau » couvre ici les enjeux de ressources et non de milieux, hormis pour l'analyse des incidences du chapitre individualisé valant SMVM. La thématique « sol et sous-sol » couvre quant à elle les problématiques liées à l'exploitation des ressources minérales, et non les questions de consommation foncière.

Le code couleur des tableaux et des graphiques des incidences est le suivant :

| | Incidences notables prévisibles |
|---|---------------------------------|
|  | très positives |
|  | positives |
|  | neutres |
|  | négatives |
|  | très négatives |

L'évaluation environnementale demeure un exercice difficile, d'une part du fait de la complexité des sciences environnementales et de la subtilité des équilibres écologiques, et d'autre part du fait du caractère non normatif de certaines orientations et certains objectifs d'un SCOT, qui rendent possibles des développements qui ne

verront peut-être pas le jour, car ils dépendent d'autres décisions, d'autres conjonctures.

En outre, par souci de cohérence d'ensemble, certaines orientations sont développées dans différents chapitres ou différents paragraphes du DOO avec différents degrés de précision ; de ce fait leurs incidences sont soulignées plusieurs fois sans qu'elles ne se cumulent. Ainsi, le projet de restructuration du port de Port-Vendres est présenté dans le paragraphe relatif aux axes et projets stratégiques de développement économique mais également dans le paragraphe relatif à l'optimisation et la modernisation des équipements portuaires, au sein du CI-SMVM. Ses incidences sont donc présentées deux fois.

Enfin, l'analyse des incidences repose sur la comparaison du devenir environnemental d'un territoire en présence d'un SCOT, et du devenir environnemental de ce même territoire en l'absence du SCOT. Or, en l'absence d'un SCOT, le développement de l'urbanisation aurait également lieu, motivé par la croissance démographique, naturelle et migratoire, les besoins en logements qui y sont liés, et le développement ou le renouvellement d'activités économiques indispensables aux populations.

L'exercice consiste alors à s'interroger sur le bien-fondé des décisions prises au regard des enjeux environnementaux du territoire, et de prendre un parti d'aménagement en connaissance de cause, après avoir étudié les possibilités d'évitement, de réduction et de compensation qui s'offrent.

1. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs en vue de préserver et valoriser les atouts du territoire, ses ressources et ses paysages

Le premier chapitre du document d'orientations et d'objectifs (DOO) se décline en trois axes majeurs qui traduisent une volonté de protection, de préservation et de mise en valeur du territoire du SCOT. Ces orientations sont déployées comme un préalable aux orientations de cadrage du développement urbanistique et économique, précisées dans le second chapitre du DOO.

L'articulation harmonieuse entre protection et développement du territoire constitue le socle sur lequel repose le modèle de développement durable prôné par le SCOT.

Le fort attachement aux espaces, aux paysages, et aux ressources naturelles sur le territoire ont conduit les élus à les protéger au travers d'orientations franches tandis que la prégnance des risques naturels est restée au cœur des préoccupations.

Les trois axes affirmés dans le premier chapitre du DOO sont les suivants :

- Les orientations et objectifs en faveur de l'agriculture, la sylviculture, l'élevage et la pêche.
- Les orientations et objectifs en faveur de la protection des ressources naturelles, la biodiversité, la santé et la sécurité publique.
- Les orientations et objectifs en faveur de la qualité paysagère.

1.1. Espaces agricoles

La protection des espaces agricoles, naturels et boisés constitue un fondement des intentions traduites par le SCOT, aussi bien dans le PADD que dans le DOO.

La protection de ces espaces est primordiale pour le maintien des activités agricoles, la préservation des paysages ainsi que la sauvegarde de la biodiversité et la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques.

Sur le territoire du SCOT, les secteurs irrigables grâce aux canaux, aux cours d'eau et à la retenue de la Raho, ainsi que les parcelles viticoles ou potentiellement viticoles du périmètre AOC du Cru Banyuls – Collioure sont identifiés comme secteurs agricoles à fort potentiel et bénéficient d'un statut de protection renforcé. Ces espaces couvrent respectivement 6 600 ha et 2 670 ha, soit 14 % et 6% du territoire du SCOT. Au sein de ces espaces, l'urbanisation est strictement limitée aux projets d'intérêt général, aux sites - identifiés par le DOO - support de projets essentiels pour le développement du territoire (secteurs de projets urbains stratégiques (SPUS) et sites de projets stratégiques (SPS)), aux besoins en logements,

commerces, services et équipements à portée communale associés, des communes dont l'espace potentiellement urbanisable est essentiellement concerné par des espaces agricoles à fort potentiel ou par des autres contraintes rendant leur urbanisation impossible, aux fins d'urbanisation dans le cadre de situations héritées ne permettant plus l'exploitation de terrains entourés de constructions résidentielles (périmètres des « écarts urbains » identifiées dans la carte « habiter harmonieusement nos paysages », et aux constructions nécessaires à l'activité agricole, et aux constructions des exploitations liées à l'agrotourisme présentant un faible impact environnemental. Pour l'ensemble de ces exceptions, des objectifs d'économie foncière sont énoncés.

Les documents d'urbanisme locaux doivent reconnaître et protéger les espaces agricoles à fort potentiel grâce aux éléments de cartographie apportés par le SCOT, qui doivent être déclinés et affinés dans le cadre de l'élaboration ou la révision des PLU.

Par ailleurs, ils doivent veiller à ce que la potentielle urbanisation à venir sur ces espaces ne compromette pas les continuités fonctionnelles agricoles, ni le fonctionnement des canaux d'irrigation, qu'il convient par ailleurs d'identifier, de caractériser et de protéger... autant de paramètres contribuant au potentiel agricole d'un secteur donné. A l'exception des projets favorables au maintien ou au développement de l'activité agricole, les projets devront s'accompagner de mesures d'atténuation voire de compensation, notamment lorsque les espaces affectés ont bénéficié d'investissements publics.

En outre, il s'agit de valoriser les autres espaces agricoles (non considérés comme à fort potentiel) qui jouent un rôle essentiel sur le plan de l'activité agricole, la prévention du risque incendie, la biodiversité, la qualité des paysages et l'organisation de l'armature urbaine du territoire. En ce sens, les documents d'urbanisme locaux s'engagent à limiter le mitage de ces espaces, limiter l'urbanisation des espaces irrigables alimentés par des forages puisant dans les nappes quaternaires, protéger ces espaces grâce à des dispositifs de type PAEN ou ZAP (mais d'autres outils peuvent être envisagés) et préserver ces espaces par un urbanisme économe et rationnel (en respectant des coupures d'urbanisation entre les bourgs, en contenant les écarts urbains, en évitant l'urbanisation linéaire le long des routes, en canalisant l'habitat diffus, en identifiant les contours urbains des bourgs...).

L'interdiction d'implantation de centrales photovoltaïques de plein-champ sur les secteurs agricoles à fort potentiel, l'injonction à marquer les limites entre espaces agricoles et espaces urbanisés, l'encadrement du déploiement des serres couvertes de panneaux photovoltaïques par la justification de la réalité du projet agricole et de la nécessité de le doter d'une serre, ainsi que l'identification et le maintien de coupures vertes entre les bourgs appuient cette démarche de préservation.

Enfin, le SCOT veille à la préservation des accès aux systèmes agro-pastoraux (parcours et estives), et souhaite contribuer à l'essor des filières agricoles et pastorales, via la mise en place d'une stratégie foncière, via la facilitation de l'installation d'agriculteurs, ou encore via des partenariats avec la sphère économique agricole (pour l'approvisionnement des cantines par exemple).

Ainsi, sur le plan des espaces agricoles, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le premier chapitre du DOO présente des incidences clairement positives.

1.2. Milieux naturels et biodiversité

Les milieux naturels et la biodiversité, particulièrement intéressants sur le territoire, font l'objet d'une préoccupation très forte de préservation, de par l'importance qu'ils représentent dans la qualité de vie du territoire et l'attractivité, notamment touristique, de celui-ci.

Le DOO prévoit ainsi des dispositions de préservation des espaces littoraux, naturels et boisés et plus particulièrement des espaces reconnus d'intérêt écologique, au sein desquels il distingue et cartographie les milieux d'intérêt écologique prioritaire (ou réservoirs de biodiversité) et les milieux d'intérêt écologique secondaire, en relayant les différents inventaires nationaux, le réseau des sites Natura 2000 et les zones humides inventoriées par l'atlas départemental. Les milieux d'intérêt écologique prioritaire couvrent environ 5 280 ha, soit 11 % de la surface du territoire du SCOT. Les milieux d'intérêt écologique secondaire couvrent quant à eux plus de 35 500 ha, soit 74 % de la surface du territoire du SCOT.

Les réservoirs de biodiversité sont particulièrement protégés puisque seules sont tolérées les constructions qui contribuent à la protection contre les risques naturels, à la protection de l'environnement, au développement des activités d'élevage et de sylviculture, au développement des ENR (à l'exception du photovoltaïque de plein champ, qui y est proscrit) et à l'information et la sensibilisation du public. En accord avec le SAGE Tech-Albères, les zones humides sont quant à elles strictement protégées de toutes constructions, à l'exception des projets déclarés d'utilité publique ou présentant un caractère général, dans la mesure où ils apportent la démonstration de l'absence d'alternative et sous réserve d'une compensation à hauteur minimum de 200% de la surface détruite. L'identification des milieux d'intérêt écologique secondaire sert à leur préservation et s'accompagne d'objectifs qualitatifs d'urbanisation économe en espace et visant la moindre fragmentation possible. Sur l'ensemble des milieux d'intérêt écologique, le SCOT vise l'arrêt de la fragmentation des espaces en interdisant toutes constructions isolées (excepté celles liées à la gestion des risques naturels, au développement des activités sylvicoles et pastorales, à la protection de l'environnement ainsi qu'à l'information et à la sensibilisation du public).

En complément, il est demandé aux documents d'urbanisme locaux de décliner et compléter l'identification des continuités écologiques, et de préserver ces espaces en proposant un zonage et un règlement ne permettant pas les projets pouvant porter atteinte au bon fonctionnement et à l'intégrité de ces espaces. Concernant le fonctionnement écologique des cours d'eau, le SCOT affirme l'objectif de limiter l'artificialisation des berges des cours d'eau et d'y favoriser les techniques de génie végétal. Il invite également au respect des espaces de bon fonctionnement nécessaires aux milieux aquatiques et côtiers et à la concrétisation des opportunités de restauration de la continuité écologique des cours d'eau dans le cadre de projets d'aménagement.

Ces orientations participent à la préservation voire à la restauration de la biodiversité.

Le DOO appelle les documents d'urbanisme locaux aux orientations complémentaires suivantes : une gestion de la fréquentation notamment dans les massifs boisés et les espaces naturels fragiles, une préservation de l'ensemble des surfaces forestières et l'entretien de 30

mètres de lisières forestières en zone bâtie, un développement des activités économe en espaces et le plus réfléchi possible au regard des enjeux naturalistes. En outre, l'installation d'éoliennes n'est pas autorisée sur les unités paysagères de la côte rocheuse des Albères et son vignoble, du massif des Albères, de l'Aspre viticole, du massif des Aspres et du Vallespir, ce qui contribue à la préservation de la faune, en particulier avicole, sur des zones à forts enjeux.

Par ailleurs, les orientations en faveur de la protection des espaces agricoles et de la qualité paysagère contribuent pleinement à préserver les espaces naturels et sauvegarder la fonctionnalité écologique du territoire, en contribuant au maintien de continuités non bâties, à la préservation de la nature ordinaire, à la limitation de l'étalement urbain, à l'arrêt du mitage, à la préservation de la singularité des villes et villages et au maintien du socle paysager territorial.

Concernant l'exploitation du sol et du sous-sol, le DOO prévoit de limiter l'ensemble des nuisances liées à l'extraction des granulats et des alluvions notamment en termes de destruction d'habitat ou destruction d'espèces, en accompagnant les porteurs de projet dans leur démarche et en articulant les projets d'urbanisation avec les activités d'extraction. Il entend également s'assurer de la bonne réhabilitation des carrières en fin d'exploitation, et prévoit d'encourager et faciliter le recyclage des déchets du BTP, notamment en les utilisant dans les aménagements légers ou temporaires (accès à un chantier par exemple).

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le premier chapitre du DOO présente des incidences clairement positives vis-à-vis de la préservation des milieux naturels et de la biodiversité.

1.3. Paysage

L'approche paysagère, précise, complète et qualitative, menée dans le cadre de l'élaboration du SCOT a permis de souligner l'importance du rôle joué par le paysage dans l'attractivité du territoire et la qualité du cadre de vie. La prise de conscience qui en a suivi s'est traduite par un engagement collectif assurant une place prépondérante aux paysages tout au long de la démarche.

Les orientations et objectifs en faveur de la qualité paysagère s'articulent autour de trois axes : habiter harmonieusement nos paysages, encourager l'attractivité et la découverte du territoire, et affirmer les identités paysagères et accompagner l'évolution des paysages.

Le premier axe se décline en différents objectifs visant à assurer une insertion qualitative des nouvelles constructions dans le paysage, préserver la qualité du cadre de vie et la singularité des villes et villages, maîtriser la qualité paysagère des parcs d'activités et prendre en compte l'évolution de l'habitat isolé historique. En ce sens, il s'agit notamment de freiner l'étalement urbain, stopper le mitage, valoriser les silhouettes villageoises, identifier des coupures vertes, assurer la pertinence paysagère des extensions urbaines, créer des franges urbaines valorisantes, assurer des continuités entre la trame paysagère urbaine et le grand paysage avoisinant, traiter qualitativement les parcs d'activités existants et à venir, ainsi

qu'identifier dans les documents d'urbanisme locaux les mas d'intérêt patrimonial et y autoriser leur réhabilitation sous conditions.

Le second axe expose les objectifs visant à mettre en valeur le paysage local et favoriser sa découverte. Dans ce but, le DOO ambitionne de préserver le socle paysager, valoriser les points de vue remarquables et les perceptions visuelles depuis les villes et villages, créer et valoriser des itinéraires paysagers de découverte (cyclables, piétons, routiers et ferroviaires), assurer le développement du tourisme vert, valoriser les éléments du patrimoine bâti, maîtriser les paysages de routes et mettre en scène les entrées du territoire et entrées de ville.

Le troisième axe présente des orientations spécifiques à chaque unité paysagère, orientations qui doivent être reprises au sein d'un volet paysager structuré dans les documents d'urbanisme locaux.



Figure 2. *Vue sur l'emblématique Canigou depuis Céret.*

Globalement ces trois axes permettent de minimiser l'impact visuel de l'urbanisation et marquer l'attachement aux paysages urbains historiques et ruraux.

Par ailleurs, les orientations relatives aux énergies renouvelables inscrites dans le DOO conduisent à en contrôler le développement en limitant les impacts paysagers. Le développement des énergies renouvelables est néanmoins susceptible d'impacter le paysage, les orientations inscrites dans le DOO peuvent donc être considérées comme des mesures d'évitement et d'atténuation. Par exemple, l'installation de centrales photovoltaïques de plein-champ, qui n'est pas autorisée dans les milieux d'intérêt écologique prioritaires ni les espaces agricoles à fort potentiel, est encadrée par la conduite d'une réflexion stratégique d'ensemble. Quant aux serres photovoltaïques, elles ne peuvent se déployer qu'après justification de la réalité du projet agricole et de la nécessité de le doter d'une serre. En outre, l'installation d'éoliennes n'est pas autorisée sur les unités paysagères de la côte rocheuse des Albères et son vignoble, du massif des Albères, de l'Aspre viticole, du massif des Aspres et du Vallespir. Les documents d'urbanisme locaux doivent veiller à minimiser tout impact paysager lié au développement des énergies renouvelables et notamment des énergies d'origine solaire et éolienne.

En outre, il apparaît évident que les mesures liées à la préservation et à la valorisation des espaces agricoles, au développement des filières traditionnelles, à la protection des milieux d'intérêt écologique et des espaces naturels et boisés, à la limitation de la consommation

foncière ainsi qu'à la prévention des risques naturels jouent un rôle important dans le maintien de la qualité paysagère du territoire.

En matière d'extraction de granulats et d'alluvions, le DOO demande aux collectivités de s'assurer de la bonne réhabilitation des carrières en fin d'exploitation, objectif dont l'incidence sur le paysage est positive.

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le premier chapitre du DOO présente donc des incidences globalement positives sur la qualité paysagère du territoire. Les seuls aménagements pouvant impacter le paysage, à savoir les installations liées au développement des énergies renouvelables, font l'objet de mesures d'évitement et d'atténuation.

1.4. Ressource : Eau

Afin de renforcer les avancées observées ces dernières années en matière de baisse des prélèvements sur le Tech et ses nappes d'accompagnement, et en respect des objectifs européens, du SDAGE Rhône-Méditerranée et des deux SAGE (SAGE Tech-Albères adopté et SAGE des nappes plio-quaternaires du Roussillon à venir), les orientations inscrites dans le DOO visent principalement à pérenniser les ressources afin d'assurer un développement équilibré et durable du territoire. En ce sens, il s'agit d'adapter le développement (économique et démographique) aux ressources mobilisables et aux équipements de traitement des eaux usées. Le SCOT relaie la première règle du SAGE Tech Albères en imposant de ne pas augmenter le volume global prélevé sur le Tech en période d'étiage. Cette orientation ambitieuse est complétée par les nombreuses orientations suivantes : s'assurer d'un rendement de réseau minimal imposé par la réglementation, favoriser une urbanisation dense et en continuité limitant le linéaire de réseaux humides, prioriser l'urbanisation dans les secteurs où l'adduction en eau potable est possible et en dehors des périmètres de protection des captages pour l'eau potable lorsqu'il s'agit de ressources superficielles vulnérables, assurer un maillage de réseaux interterritorial augmentant la sécurité d'approvisionnement en eau potable, et adapter les pratiques pour réduire les consommations et préserver la qualité de l'eau.

D'un point de vue qualitatif, la mise en œuvre du SCOT doit se traduire par un maintien ou une restauration du fonctionnement écologique des cours d'eau. Les orientations suivantes contribuent à l'atteinte de cet objectif : conditionner les extensions urbaines au bon fonctionnement du parc épuratoire et à la bonne gestion des eaux pluviales, poursuivre les efforts d'équipement en matière d'assainissement en tenant compte des afflux de population prévus, mettre en place un traitement tertiaire sur les stations d'épuration qui le nécessitent, ne pas urbaniser les zones de sauvegarde de type 1 pour l'alimentation en eau potable actuelle et future du SAGE des nappes du Roussillon et limiter l'imperméabilisation sur les zones de sauvegarde de type 2, identifier et respecter dans les documents d'urbanisme locaux les espaces de bon fonctionnement nécessaires aux cours d'eau, zones humides, nappes souterraines et milieux côtiers, et respecter le fonctionnement hydraulique

des bassins versants, préserver ou restaurer les obstacles naturels (haies, fossés,...) limitant les pollutions diffuses agricoles et urbaines.

Afin de limiter les pollutions et contribuer à la recharge des nappes, les documents d'urbanisme locaux doivent par ailleurs prévoir des mesures visant à éliminer tous risques de pollution des nappes phréatiques lors de nouveaux aménagements ou constructions et doivent également identifier les zones de captage en eau stratégiques actuelles et futures, afin d'y assurer une occupation du sol adéquate, en particulier en y limitant l'imperméabilisation.

Les orientations liées à la prévention du risque d'inondation, en privilégiant les méthodes douces de prévention, concourent à la préservation des cours d'eau, supports de la trame bleue.

A noter que les orientations spécifiques en faveur de la qualité des eaux littorales sont développées au sein du chapitre individualisé valant SMVM.

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le premier chapitre du DOO présente donc des incidences uniquement positives sur la préservation des ressources en eau. Nombreuses de celles-ci peuvent être considérées comme des mesures d'évitement ou d'atténuation en réponse aux orientations d'aménagement et de développement du territoire principalement exposées dans le second chapitre du DOO.

1.5. Ressource : Air

La qualité de l'air, bonne sur le territoire du SCOT et peu menacée, est concernée par une orientation de préservation au sein de l'orientation « veiller à la santé et à la prévention des risques ».

Cette volonté doit se traduire dans les documents d'urbanisme locaux par le développement des transports collectifs et des modes de transports actifs, qui permet de limiter les besoins en déplacements, et l'amélioration de la qualité des constructions notamment pour une meilleure qualité de l'air intérieure.

De plus, les orientations visant à freiner l'étalement urbain, limiter ou éviter le mitage et économiser le foncier - par une urbanisation en continuité appuyée par une démarche vertueuse de densification, par la maîtrise des écarts urbains, de l'urbanisation linéaire le long des routes et de l'habitat diffus - privilégient un urbanisme de proximité et de mixité fonctionnelle favorable à un recul de l'utilisation du véhicule individuel motorisé (principale source de pollution) face au développement des mobilités actives (marche, vélo...).

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le premier chapitre du DOO présente donc des incidences positives vis-à-vis de la qualité de l'air.

1.6. Ressource : Sol et sous-sol

La préservation des ressources naturelles passe par une gestion durable des ressources minérales.

Ces dernières décennies, l'activité d'extraction a régressé et la plupart des sites ne sont aujourd'hui plus exploités. Les communes doivent s'assurer de la bonne réhabilitation de ces espaces afin de favoriser leur mise en valeur. En outre, elles sont encouragées à veiller à limiter les nuisances liées aux extractions de matériaux en accompagnant les porteurs de projet dans leur démarche et en articulant les projets d'urbanisation avec les activités d'extraction. Enfin, le recyclage des déchets du BTP est encouragé, ce qui doit permettre de limiter les besoins d'extraction de matériaux.

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le premier chapitre du DOO présente des incidences positives sur les ressources minérales.

1.7. Risques et nuisances

Le territoire du SCOT est soumis à de nombreux risques naturels, dont principalement les risques d'inondation (torrentielle ou de plaine) et d'incendie, puis dans une moindre mesure les risques de mouvement de terrain et les risques littoraux. En ce sens, le DOO affiche différentes orientations visant à améliorer la prévention et la gestion des risques naturels.

De manière générale, il s'agit de prioriser l'urbanisation hors zone à risque ou, sans alternative possible, sur les zones d'aléa faible ou modéré. Les orientations relatives à la préservation des terres agricoles, à la protection des espaces naturels et des milieux d'intérêt écologique, au maintien et à la restauration du fonctionnement écologique des cours d'eau et à la mise en valeur du paysage contribuent largement à la prévention des risques.

Au niveau du risque inondation, le Plan de Gestion des Risques d'Inondation, résultant de la transposition de la directive européenne « Inondation », est clairement et strictement relayé dans le SCOT. Ainsi, la prévention est renforcée par rapport au SCOT approuvé en 2014, et l'urbanisation est précisément encadrée. En effet, le développement urbain est orienté hors des zones inondables. Pour les seules communes entièrement inondables, les extensions urbaines en zone inondable sont possibles sous conditions, elles doivent notamment être d'ampleur limitée.

En outre, le SCOT requiert de limiter l'imperméabilisation des sols afin de ne pas accentuer les phénomènes de ruissellement, de restaurer les capacités naturelles des milieux aquatiques à réguler les inondations, d'intégrer les zones naturelles d'expansion de crues dans les documents d'urbanisme locaux et d'y assurer des usages compatibles avec leurs fonctions régulatrices, de limiter l'artificialisation des berges, d'intégrer un volet « gestion des eaux pluviales » dans les schémas directeurs d'assainissement, et de privilégier les méthodes douces de prévention. En relais du SDAGE, il propose également d'identifier les espaces potentiellement déimperméabilisables pour compenser le cas échéant de nouvelles imperméabilisations.

La préservation des espaces agricoles irrigables par les cours d'eau et canaux contribue à maintenir les zones alluviales (et donc généralement inondables) libres de toute urbanisation. La diminution de la consommation foncière participe par ailleurs à limiter les phénomènes de ruissellement.

Au niveau du risque incendie, le DOO veille à ne pas contraindre l'exploitation forestière et pastorale des massifs boisés, en préservant les surfaces et les accès et en identifiant les besoins en desserte. En outre, il affiche l'objectif de l'entretien des espaces d'interface entre les zones à enjeux et les zones d'aléas (notamment par l'entretien de 30 mètres de lisière en zone bâtie), l'encadrement de la fréquentation humaine dans les massifs, et l'entretien des massifs en facilitant le maintien ou l'implantation d'éleveurs et d'exploitants forestiers. L'identification des milieux d'intérêt écologique contribue à limiter les constructions dans ces espaces. Les mas d'intérêt patrimonial peuvent être réhabilités ou agrandis sous conditions, notamment celle de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées aux risques. Ce faisant, le SCOT entend maintenir une présence humaine favorable à la prévention des risques incendie dans les massifs. De plus, les orientations en faveur du développement de l'activité agricole doivent permettre de lutter contre l'enfrichement, source d'éclosions de feux de plus en plus fréquentes hors des zones boisées.

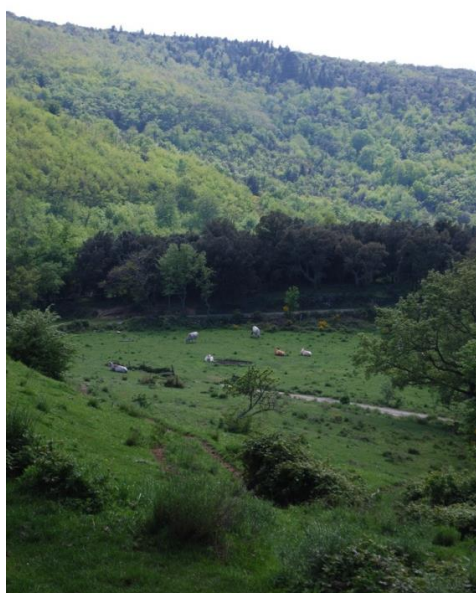


Figure 3. Pâturage bovin sur la commune de l'Albère

Au niveau des risques littoraux, les méthodes douces de prévention sont à privilégier afin de répondre à la problématique d'érosion. La prévention des risques littoraux fait l'objet d'orientations spécifiques exposées au sein du chapitre individualisé valant SMVM (confortement des ouvrages de protection existants, non accentuation des perturbations anthropiques sur les dynamiques sédimentaires, éléments de réponses à la problématique d'érosion...).

Ainsi, en orientant l'urbanisation en dehors des zones à risque et en assurant la préservation des espaces agricoles, naturels et boisés, **la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le premier chapitre du DOO présente des incidences positives sur la prévention et la gestion des risques naturels.**

Sur le plan des risques technologiques, les enjeux et les aléas sont peu importants sur le territoire. En relayant les obligations réglementaires, **la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le premier chapitre du DOO présente des incidences positives.**

Sur le plan des nuisances sonores, le SCOT instaure des orientations en faveur de la santé visant à limiter ces nuisances. Les documents d'urbanisme locaux doivent préserver les zones de calme, raisonner l'implantation des activités en fonction des nuisances sonores potentielles, et considérer les effets cumulés des différentes sources de bruit (axes de communication, activités existantes et potentielles).

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le premier chapitre du DOO présente des incidences positives visant à limiter les nuisances sonores.

1.8. Energie

Le SCOT expose de nombreuses orientations dans l'objectif de maîtriser les consommations énergétiques, réduire les émissions de gaz à effet de serre et favoriser le développement des énergies renouvelables.

La recherche d'un aménagement du territoire économe en énergie et peu émetteur en gaz à effet de serre se traduit par la recherche de la densité et de la mixité urbaine, synonymes de ville de proximité. L'étalement urbain est contré, dans le premier chapitre du DOO, en contenant les écarts urbains, en évitant l'urbanisation linéaire le long des routes, en canalisant l'habitat diffus. Les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serres sont minimisées en facilitant la construction de bâtiments bioclimatiques, en limitant les îlots de chaleur en ville, en articulant les politiques de transport et d'urbanisme, en développant les transports collectifs et les modes actifs de déplacement et en encourageant la haute qualité environnementale dans les constructions, rénovations et autres aménagements urbains.

Le développement des pistes cyclables et voies piétonnes dans les nouvelles opérations d'aménagement, le renforcement des réseaux de cheminements doux au sein des villages et entre les villages et la valorisation des itinéraires paysagers de découverte contribue au développement de voies de communication spécifiques aux modes doux de déplacement.

Afin de développer les énergies renouvelables sur le territoire, le recours au bois énergie et à la production énergétique d'origine solaire est privilégié, devant les autres sources d'énergie renouvelable notamment l'éolien, pour lequel des objectifs de prévention des impacts paysagers sont affirmés. Le SCOT encourage l'implantation de panneaux solaires sur les bâtiments à usage résidentiel et économique et sur les serres, et accompagne le photovoltaïque de plein-champ en veillant à en maîtriser le développement et ses impacts via la conduite d'une réflexion stratégique d'ensemble en amont. En outre, il subordonne l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation dans les Parcs d'Activités Economiques (PAE) et les Sites d'Implantation Périphérique (SIP) à l'obligation de mise en place d'éléments producteurs d'énergies renouvelables. Sur les PAE et les SIP, des orientations complémentaires visent la performance énergétique et la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

Le recours à la géothermie est permis mais il doit s'accompagner de précautions pour éviter les atteintes aux nappes phréatiques.

Enfin, le développement de la filière bois énergie est favorisé par les orientations visant à assurer la protection des massifs et à faciliter les conditions de valorisation de la forêt (préservation des surfaces forestières, identification de secteurs pouvant accueillir des projets d'implantation de plateformes, prise en compte des besoins des acteurs du bois en termes de desserte lors de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux...). Le SCOT incite en effet les collectivités locales à s'impliquer dans le maintien et le développement des filières traditionnelles et notamment de la filière bois.

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le premier chapitre du DOO présente des incidences positives vis-à-vis de la maîtrise des consommations énergétiques, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement des énergies renouvelables.

1.9. Déchets

Le DOO entend articuler la prévention et la gestion des déchets et l'aménagement du territoire. Il prévoit d'anticiper la hausse éventuelle des gisements de déchets, ménagers et assimilés mais également du bâtiment et des travaux publics, générée par les projets d'urbanisation à venir et l'accompagner par une politique de prévention assortie d'une politique d'implantation et/ou de redimensionnement des équipements de valorisation. Il requiert d'identifier dans les documents d'urbanisme communaux des espaces dédiés au stockage des déchets et à leur traitement, qu'il s'agisse d'emplacements individuels, de locaux mutualisés, d'aires de compostage des déchets verts ou encore de zones de déballage dans les zones commerciales. Il appelle à réhabiliter les anciennes décharges. Il demande d'encourager et faciliter la collecte sélective et la valorisation des déchets verts des collectivités, des entreprises et des ménages, et d'encourager l'emploi de matériaux recyclés ou facilement recyclables dans les constructions.

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le premier chapitre du DOO présente des incidences positives sur la production et la valorisation des déchets.

1.10. Synthèse, tableau et graphique récapitulatifs

La politique menée par le SCOT en termes de protection des espaces agricoles et naturels, préservation de la biodiversité, protection des ressources naturelles, prévention des risques et valorisation et préservation des paysages présente logiquement des incidences prévisibles quasi exclusivement positives sur l'environnement.

| Chapitre 1: Préserver et valoriser les atouts du territoire, ses ressources et ses paysages | COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES | | | | | | | | | | |
|--|-----------------------------------|-------------------|---------|-----------------------|-----|-----------------|----------------------|------------------------|-------|---------|---------|
| | Milieux naturels/ Biodiversité | Espaces agricoles | Paysage | Ressources naturelles | | | Risques et nuisances | | | Energie | Déchets |
| | | | | Eau | Air | Sol et sous-sol | Risques naturels | Risques technologiques | Bruit | | |
| Préserver durablement les secteurs agricoles à fort potentiel | | | | | | | | | | | |
| Valoriser les autres espaces agricoles | | | | | | | | | | | |
| Assurer la protection des espaces naturels et boisés et y faciliter les conditions de valorisation | | | | | | | | | | | |
| Faciliter l'essor des filières agricoles, sylvicoles, pastorales et halieutiques | | | | | | | | | | | |
| Economiser l'espace et offrir une visibilité économique durable | | | | | | | | | | | |
| Protéger les milieux naturels d'intérêt écologique et respecter voire restaurer les continuités écologiques et préserver les espaces de nature ordinaire | | | | | | | | | | | |
| Assurer la protection des espaces naturels et boisés | | | | | | | | | | | |
| Maintenir et restaurer le fonctionnement écologique des cours d'eau, du milieu aquatique et du milieu marin | | | | | | | | | | | |
| Préserver les ressources naturelles et contribuer à la transition énergétique | | | | | | | | | | | |
| Veiller à la santé et à la prévention des risques | | | | | | | | | | | |
| Habiter harmonieusement nos paysages | | | | | | | | | | | |
| Encourager l'attractivité et la découverte du territoire | | | | | | | | | | | |
| Affirmer les identités paysagères et accompagner l'évolution des paysages | | | | | | | | | | | |

Figure 4. Tableau récapitulatif des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du 1er chapitre du DOO

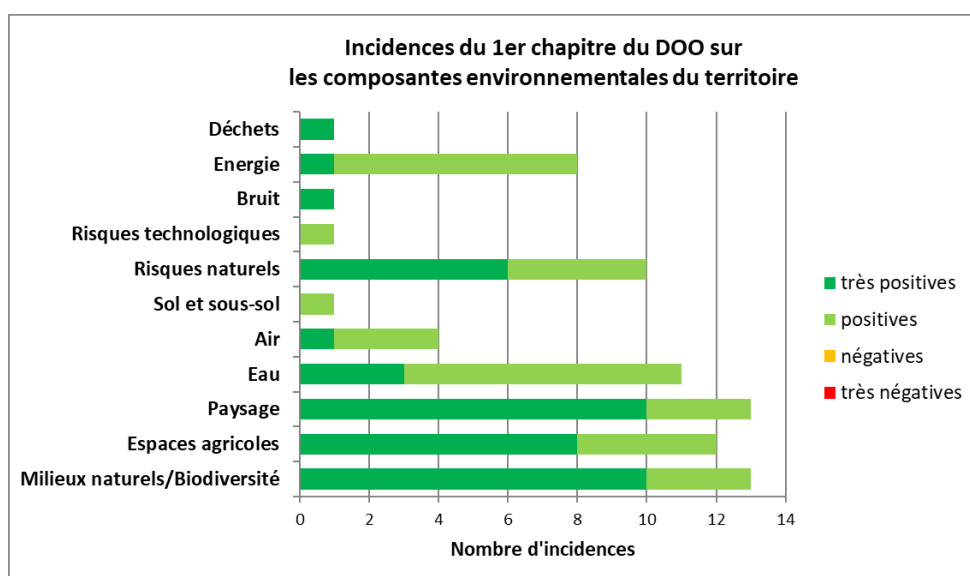


Figure 5. Cumul des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du 1er chapitre du DOO

2. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs en vue d'offrir un cadre de développement harmonieux

Le second chapitre du document d'orientations et d'objectifs (DOO) se décline en quatre axes majeurs qui traduisent une volonté d'organiser et de structurer les zones urbaines, à la fois pour l'habitat, le développement économique et le développement commercial, et de planifier les axes stratégiques du projet de développement économique en précisant leurs conditions de réalisation.

En réponse à l'attractivité importante de leur territoire, les élus ont attaché beaucoup d'importance à la nécessité d'accueillir la population, permanente comme touristique, et les activités dans un cadre à la fois plus précis et plus harmonieux. Le PADD affirme l'ambition de renforcer l'attractivité du territoire, en s'appuyant sur les richesses naturelles du territoire pour dynamiser le développement, en repensant les logiques d'accueil sur le territoire et en construisant une stratégie de développement économique.

Le DOO décline ces ambitions en de nombreuses orientations, couvrant les champs de l'habitat, des parcs d'activité économique, des sites pouvant accueillir des commerces, des grands projets structurants pour l'économie, et de la mobilité.

Il s'agit :

- des orientations relatives à l'organisation et à la structuration des zones d'habitat,
- des orientations relatives à l'organisation et à la structuration des zones urbaines,
- des orientations relatives à l'organisation et à la structuration des zones commerciales,
- des axes stratégiques du projet de développement économique.

Le parti pris d'aménagement retenu par les élus repose sur un taux de croissance démographique tendanciel (variante basse), d'une valeur annuelle moyenne de 1%.

Un second scénario (variante haute), plus ambitieux, basé sur une croissance annuelle moyenne de 1,2 % est également exposé. Celui-ci ne peut se réaliser que s'il vient s'inscrire dans une logique de projet structurant, porteur de développement économique d'intérêt communautaire fort et visant une approche durable de l'aménagement du territoire. Dans ce cadre, la part des pôles structurants y atteindrait 53 % de la production de logements (contre 43 % dans le cadre de la variante basse).

L'exercice de l'analyse des incidences du second chapitre du DOO retient ici l'hypothèse de la variante démographique haute, afin de majorer les incidences. Néanmoins, il est possible que ce scénario ne se réalise pas ou partiellement, ce qui viendrait réduire les incidences négatives mises en évidence ci-dessous.

2.1. Espaces agricoles

Le schéma de cohérence territoriale s'appuie sur la polarisation du territoire autour de quatre pôles structurants : Argelès-sur-Mer, Elne, Céret et Le Boulou.

En organisant le développement du territoire, le DOO entend maintenir les grands équilibres entre espaces urbains, agricoles et naturels.

Ainsi, il prévoit des objectifs de limitation de la consommation foncière. Pour cela et pour des motifs d'harmonie territoriale, il affiche une ventilation de la **production de logements** à réaliser par EPCI, et définit des objectifs de densité foncière, de production de logements à assurer au sein du tissu urbanisé par comblement des dents creuses, et de mobilisation des logements vacants. Les densités sont traduites en termes de logements par hectare et de surface de plancher par hectare. Dans les quartiers dits pilotes, qui concernent les secteurs de projets urbains stratégiques et les quartiers autour des gares voyageurs, clairement identifiés et cartographiés, les densités recherchées sont plus ambitieuses. En outre, lorsque les quartiers pilotes se situent au sein des espaces agricoles à fort potentiel- ce qui est le cas sur SPUS du Palau à Céret et celui des Mousseillous à Elne, les documents d'urbanisme locaux doivent rechercher des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des impacts générés par ce projet sur l'activité agricole.

Cette planification des espaces à urbaniser à vocation d'habitat participe à la préservation des espaces agricoles en donnant de la lisibilité au monde agricole et aux acteurs de l'aménagement du territoire. L'engagement des communes à limiter leur consommation foncière tout en satisfaisant leur besoin de production de logements se traduit très directement par une économie de sols, le plus souvent gagnée sur les espaces agricoles, premières victimes de l'urbanisation. En l'absence de SCOT, la production de 6 742 logements ne consommerait pas moins de 308 hectares, sans compter les équipements. Avec les efforts consentis, ce sont seulement 227 hectares qui devraient être urbanisés.

Le DOO expose la localisation préférentielle des équipements, en orientant les équipements au sein du tissu urbanisé et sur les pôles du territoire, en respect de l'armature territoriale. Se faisant, le DOO contribue à limiter le mitage et la fragmentation de l'espace agricole.

Les autres orientations relatives à l'habitat, relatives à la mixité sociale ou de diversification de l'offre de logements, n'ont pas d'incidence prévisible sur les espaces agricoles.

Sur le plan économique, le SCOT affirme comme préalable que le développement du territoire doit prioritairement s'appuyer sur la densification et le remembrement des sites dédiés aux activités économiques et commerciales, ainsi que sur la reconquête des friches. Il propose ensuite une politique de structuration de l'offre économique autour de polarités fortes, et le développement et le confortement d'une offre économique de proximité.

Le DOO identifie les sites qui sont susceptibles d'accueillir une extension des parcs d'activités économiques (PAE), mais réserve également des potentialités sans les affecter à une liste de parcs préétablie. Il distingue les parcs d'activité de proximité et les parcs économiques structurants. Au total, ce sont 101 hectares qui sont susceptibles d'être urbanisés dans les 10 ans à venir. A la différence du précédent SCOT, le DOO propose une ouverture de ces espaces en 2 temps : une première enveloppe de 66 ha, et une seconde enveloppe de

35 ha. Cette seconde enveloppe ne pourra être consommée que si la première enveloppe a été entièrement commercialisée, ou si les besoins exprimés ne peuvent être satisfaits par l'offre restante (appréciée en termes de localisation géographique, de typologie de parc et d'offre foncière). En outre, l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles surfaces au sein des PAE ne peut être entreprise que si 80% de la surface du PAE existant sur la même commune ont été commercialisés.

L'orientation préférentielle de certaines activités, des commerces, équipements et services dans le tissu urbain concourt à limiter la consommation d'espace, de même que l'interdiction des logements dans tous les parcs d'activités économiques.

Aussi, le DOO privilégie-t-il l'implantation de **commerces** de proximité (commerces dont la surface de vente est inférieure à 300 m²) dans l'ensemble des cœurs de villes, de villages ou de quartiers. Le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) précise les conditions d'implantation des commerces. Il identifie 35 centralités commerciales, 9 polarités commerciales et 8 sites d'implantation périphériques (anciennes zones d'aménagement commercial ou ZACOM) : 4 sites majeurs, 1 site intermédiaire et 3 sites de proximité. Ces SIP sont dédiés à l'accueil de commerces de surfaces supérieures à 300m². Le SCOT ne crée aucun SIP. L'extension des SIP existants est permise, les consommations d'espace liées seront décomptées des enveloppes foncières allouées aux extensions autorisées de PAE. En outre, il est affiché un objectif de limitation de la consommation d'espace, objectif décliné par une orientation d'emprise au sol minimale de surfaces bâties de 50% (pour limiter les espaces de stationnement surdimensionnés) et par une orientation d'optimisation des espaces dédiés au stationnement (mutualisation, stationnement vertical...). Ces SIP sont déjà en grande partie urbanisés. Ils se superposent pour parties avec les parcs économiques (Reynès, Le Boulou, Céret, Elne, Laroque-des-Albères, Argelès-sur-Mer). Le SCOT, en encadrant le développement du commerce et son implantation, contribue à protéger l'espace agricole.

Enfin, l'identification des **axes stratégiques pour le développement du territoire** et des sites susceptibles de recevoir les projets qui y sont liés permet de fixer des conditions de réalisation particulières, notamment afin de maîtriser les incidences prévisibles sur l'environnement. Cette identification ne préjuge pas de la réalisation des projets.

En termes d'axes stratégiques, le SCOT soutient trois axes de développement économique articulés autour des trois piliers économiques du territoire : l'agriculture, le tourisme et la logistique.

L'axe « permettre la mutation de l'économie touristique » présente des incidences globalement positives sur les espaces agricoles. En effet, le DOO favorise la réhabilitation et la rénovation de l'hébergement touristique existant et les hébergements au sein des tissus urbanisés. Il vise une montée en gamme de l'offre. L'axe « pérenniser la filière logistique et viser la performance environnementale » ne présente pas d'incidence sur les espaces agricoles. Enfin, l'axe « soutenir et développer la performance économique des activités agricoles et forestières » présente quant à lui des incidences positives sur les espaces agricoles. En effet, le DOO affiche l'objectif d'identifier, au sein des documents d'urbanisme locaux, les secteurs agricoles stratégiques pour l'activité, secteurs qu'il convient de préserver durablement, mais également de porter une attention particulière aux exploitations

agricoles en place et aux projets agricoles sur le territoire, dans le but de conforter les exploitations agricoles et favoriser l'installation de nouvelles exploitations, et enfin d'identifier les bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination, les sites pouvant faire l'objet d'aménagement de retenues collinaires et les espaces nécessaires pour la transformation ou la vente des produits agricoles ou sylvicoles afin de permettre l'adaptation et la diversification des activités.

En termes d'aménagements, le projet « espace portuaire de Banyuls-sur-Mer », le projet « interface ville-port à Port-Vendres » et le projet « port de commerce de Port-Vendres » n'ont aucune incidence sur l'espace agricole.

Le projet « distriport » du Boulou est susceptible de présenter des incidences négatives sur l'espace agricole. En effet, il peut se concrétiser par une requalification du site existant mais également par une délocalisation de la plateforme de feroutage sur le site d'En Cavaillès, en lieu et place d'espaces agricoles. Il est néanmoins à souligner que ces espaces ne sont pas à fort potentiel agricole et sont circonscrits entre le parc d'activité économique existant et l'autoroute.

Le projet « centre régional de sommellerie et d'œnotourisme » a quant à lui des incidences indirectes positives sur l'espace agricole, puisqu'il vise une promotion et une valorisation des métiers liés à la valorisation des vins locaux.

En matière de déplacements, un des pivots de la politique du SCOT réside dans la hiérarchisation des voiries routières. Cette hiérarchisation a pour principaux objectifs de prioriser les aménagements routiers entre eux et d'optimiser les infrastructures existantes. Il en résulte logiquement une limitation des créations de voirie. La recherche d'un report modal vers les infrastructures ferroviaires et les services de transport collectif routier de type autocar, navettes locales ou covoiturage, avec l'augmentation des fréquences et la meilleure synchronisation des correspondances, ainsi que vers les modes doux de déplacements doit également contribuer à minimiser les besoins de créer de nouvelles voiries routières, tout comme le développement de l'accessibilité numérique, avec l'obligation d'équiper en très haut débit tous les secteurs d'extension ou de création de parc d'activités économiques. Toutes ces orientations participent à minimiser les nouvelles fragmentations de l'espace agricole sur des zones parfois planes et aux sols profonds et irrigables.

Néanmoins, l'aménagement de pistes cyclables, préférentiellement en sites propres continus et bidirectionnels d'une emprise minimale de 3 mètres peut prélever des espaces agricoles ou les fragmenter, ce qui relève d'incidence prévisible négative. Mais le DOO prévoit de porter une attention sur la permanence et la continuité des chemins ruraux et autres chemins de traverses qui participent de manière indirecte au maillage cyclable du territoire.

De même, le DOO encourage la réalisation de 2 espaces de covoiturage et de 2 pôles d'échanges multimodaux sur des sites nouveaux (les autres pôles existent déjà ou sont situés en tissu urbain). Ceux-ci peuvent consommer des espaces agricoles. Pour en atténuer les impacts, il est prévu que leur taille soit limitée.

Le DOO prévoit de compléter l'accessibilité du territoire en permettant la réalisation, l'extension ou l'amélioration de projets de voiries pour faciliter la circulation des transports

collectifs, fluidifier le trafic, et écarter des espaces bâtis un trafic de transit source de multiples nuisances. Celles-ci, bien que peu importantes en termes de linéaire, n'en demeurent pas moins impactantes sur l'espace agricole qu'elles vont affecter. Ainsi, les incidences de cette orientation sur l'espace agricole sont très négatives. Toutefois elles sont atténuées par l'exigence de préserver les circulations agricoles et de respecter autant que possible les îlots agricoles des exploitations.

Enfin, le DOO prévoit d'éviter le franchissement par l'urbanisation de voies structurantes existantes ou à créer, afin que le réseau de voiries ne devienne pas un vecteur d'urbanisation. Cette orientation a des effets positifs sur la fonctionnalité de l'espace rural adjacent.

Pour conclure, le développement engagé sur le territoire se traduira par une consommation d'espace agricole, maîtrisée par l'ensemble des orientations de structuration et d'organisation du développement urbain. Afin d'en atténuer davantage les impacts, le DOO a développé de nombreuses orientations, qui sont détaillées dans son premier chapitre. Globalement, la lisibilité sur le devenir du territoire qu'offre le SCOT présente des incidences très positives pour l'activité agricole.

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le second chapitre du DOO présente des incidences nuancées, parfois négatives, parfois positives, mais globalement plus favorables que dans un scénario tendanciel.

2.2. Milieux naturels et biodiversité

Les risques naturels fort présents sur le territoire grèvent une partie des espaces par ailleurs connus pour leur forte richesse biologique. C'est le cas notamment du lit majeur du Tech, d'un grand nombre d'affluents, mais aussi des espaces boisés des versants des Albères ou du Vallespir.

Le DOO, en planifiant et en densifiant le **développement du territoire**, contribue à la préservation des milieux naturels et de la biodiversité. La promotion d'une ville plus compacte et d'un urbanisme de proximité œuvre pour la limitation de la fragmentation des espaces et donc des continuités écologiques potentielles. Par ailleurs, la polarisation du développement sur les quatre pôles que constituent Argelès-sur-Mer et Elne à l'Est et Céret et Le Boulou à l'Ouest, permet de concentrer les effets de la présence anthropique et par conséquent d'y faire face et de les limiter ailleurs, notamment sur la frange littorale, et la plaine agricole. 43 % de la production de logements est à réaliser sur les pôles structurants. Cette proportion peut atteindre 53 % dans l'hypothèse d'un développement plus dynamique, à contenir par des objectifs de densité encore plus ambitieux. L'orientation préférentielle des équipements en centre-ville et l'identification des sites pouvant faire l'objet de développement de parcs d'activité économique de proximité ou structurants participent à la lutte contre une urbanisation diffuse insidieuse pour le maintien des fonctionnalités écologiques des milieux.

Ainsi, des zones de nature telles que les versants boisés du Vallespir, des zones de maquis des Albères, ou les mosaïques de milieux de la basse plaine du Tech devront pouvoir bénéficier d'une préservation relative.

Sur le plan des activités économiques et commerciales, la politique du SCOT repose sur l'identification des parcs d'activités économiques (PAE) et des sites d'implantation périphériques (SIP) qui pourront être étendus ou créés à l'avenir. Aucune création de SIP n'est possible, seuls 2 PAE peuvent être créés : les PAE d'Elne et d'Argelès-sur-Mer. Les extensions de SIP sont permises, mais seront décomptées des enveloppes foncières allouées aux extensions autorisées de PAE. Par ailleurs, plusieurs orientations conduisent à une localisation privilégiée des activités économiques de proximité et des petits commerces ainsi que des moyennes et grandes surfaces dans les centres-bourgs et les cœurs de quartier. Un objectif d'économie d'espace est assigné aux SIP. De plus, le logement est interdit dans les parcs d'activité économiques. Cela a pour incidence de limiter la consommation des espaces ainsi que la fragmentation des espaces, très problématique pour la qualité biologique des milieux. Des objectifs de limitation de la consommation d'espace sont affichés. En outre, de nombreux objectifs en matière de performance environnementale sont énoncés. Ainsi, il est demandé de récupérer les eaux pluviales, de promouvoir une gestion alternative des eaux pluviales, de promouvoir des plantations adaptées au climat local et une gestion différenciée, ou encore de développer l'utilisation du bois et des éco-matériaux ou matériaux biosourcés. Tous ces objectifs contribuent à préserver la biodiversité.

Concernant les **axes stratégiques de développement économique**, les incidences de la mise en œuvre des orientations qui en découlent sont globalement neutres. Néanmoins, les projets de l'espace portuaire de Banyuls-sur-Mer et du port de commerce de Port-Vendres pourraient présenter des incidences négatives, en particulier pendant la phase des travaux. Pour les atténuer, le SCOT, dans son chapitre individualisé valant SMVM, intègre parmi les conditions de réalisation de ces projets, la nécessité d'éviter, réduire ou compenser les impacts sur les fonds marins et notamment sur les habitats remarquables. Ces projets sont en outre soumis à la réglementation en vigueur et doivent donc réaliser des études d'impact environnemental. Le projet de l'espace logistique du distriport, qui pourrait se concrétiser par une délocalisation sur le site d'En Cavaillès, présente des incidences potentiellement négatives par la consommation d'espaces actuellement non artificialisés. Toutefois, ces espaces ne sont concernés par aucun zonage environnemental (ZNIEFF, ZICO, Natura 2000, etc...) et sont déjà circonscrits entre l'autoroute et le parc d'activité économique existant.

Les autres projets stratégiques ne présentent pas d'incidence prévisible notable sur les milieux naturels et la biodiversité.

En matière de déplacements, les incidences sur l'espace agricole exposées ci-dessus sont pour partie valables sur les milieux naturels et la biodiversité.

Ainsi, la hiérarchisation des voies routières, le développement du report modal, des modes doux de déplacements et de l'accessibilité numérique sont autant d'orientations qui favorisent le maintien des fonctionnalités écologiques des milieux, en limitant la consommation des espaces et leur fragmentation. Néanmoins, l'aménagement de pistes cyclables et la réalisation de pôles d'échanges multimodaux ou d'aires de covoiturage

peuvent prélever des surfaces marginales d'espaces naturels ou les fragmenter, ce qui relève d'incidence prévisible négative. Pour en atténuer les impacts, il est convenu que les PEM et les aires de covoiturage soient économes en espace et utilisent autant que possible les infrastructures existantes (parking de gare par exemple).

En outre, le DOO prévoit de compléter l'accessibilité du territoire en permettant la réalisation, l'extension ou l'amélioration de projets de voiries. Celles-ci, bien que peu importantes en termes de linéaire, n'en demeurent pas moins impactantes sur les milieux qu'elles vont affecter. De ce fait, les incidences de cette mesure sur l'espace naturel sont négatives. Toutefois elles sont atténuées par l'exigence de préserver les continuités écologiques, mises en évidence dans les documents d'urbanisme communaux ou dans les différentes études à la disponibilité du maître d'ouvrage.

Le DOO prévoit d'éviter le franchissement par l'urbanisation de voies structurantes existantes ou à créer, afin que le réseau de voiries ne devienne pas un vecteur d'urbanisation. Cette orientation a des effets positifs sur la fonctionnalité de l'espace rural adjacent.

L'achèvement et la valorisation d'itinéraires de découverte peuvent amener une hausse de fréquentation de sites à forte valeur écologique. Il conviendra alors d'en limiter les impacts par une sensibilisation adéquate.

L'objectif d'intégration des espaces de nature dans les quartiers pilotes peut participer à la diversité biologique.

Sur le littoral, les nombreuses orientations développées dans le troisième chapitre du DOO ainsi que dans le chapitre individualisé valant SMVM, en complétant les dispositions développées dans le second chapitre, contribuent à la sauvegarde d'écosystèmes particulièrement riches et fragiles. La croissance démographique, et le maintien d'une activité touristique importante, essentielles à l'économie locale, engendreront néanmoins des incidences négatives sur les milieux naturels, de par la hausse de fréquentation de sites sensibles que l'on peut présager, mais également des nombreux prélèvements et rejets qu'ils généreront.

Des mesures d'atténuation sont proposées. Il s'agit de l'ensemble des objectifs qui visent performances énergétiques et environnementales renforcées sur les sites spécifiques que constituent les quartiers pilotes, les PAE et les SIP.

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le second chapitre du DOO présente des incidences à la fois négatives et positives vis-à-vis de la préservation des milieux naturels et de la biodiversité. Néanmoins, les incidences du SCOT sont plus positives que les incidences d'un scénario au fil de l'eau.



Figure 6. Habitat diffus sur la commune de Céret

2.3. Paysage

L'organisation et la structuration des **zones d'habitat**, associée à des orientations et objectifs de densification et de réinvestissement urbain, contribue sans aucun doute à préserver des paysages de qualité sur les espaces non bâtis. Néanmoins, l'évolution des formes urbaines peut s'accompagner d'une évolution des paysages urbains.

En matière d'économie et de commerce, la localisation préférentielle des parcs économiques de proximité, des parcs économiques structurants, des sites de projets stratégiques pour l'économie ainsi que des commerces selon leur nature et leur surface de vente, permet de lutter contre l'étalement urbain, le mitage, la consommation et la fragmentation de l'espace, et ainsi de participer à la préservation des paysages. En outre, de nombreuses orientations sont formulées dans le but de valoriser la qualité paysagère et architecturale des opérations. Elles visent une meilleure intégration des enjeux paysagers dans la construction, l'extension ou la requalification des PAE et des SIP. Ainsi, il est prévu de réfléchir à la qualité architecturale des constructions en rapport avec la composition générale de la zone, de préserver et mettre en valeur les éléments patrimoniaux, de limiter la hauteur des zones de stockages et d'exposition extérieure, de limiter l'importance des enseignes, de développer une identité visuelle homogène sur l'ensemble d'un secteur donné, de prescrire le traitement paysager des parkings, de créer des haies vives ou des noues paysagères, etc.

La mise en œuvre des **axes stratégiques de développement économique présente des incidences potentielles mitigées**. L'appui à l'agriculture et à la sylviculture présente des incidences globalement positives sur le paysage, en favorisant l'entretien de l'espace. La mutation de l'économie touristique présente des incidences globalement positives par les effets de mise en valeur des richesses du territoire, de renouvellement de l'offre d'hébergement existante et de montée en gamme de cette dernière. En revanche, le développement de la filière logistique présente des incidences potentiellement négatives sur le paysage. En effet, les projets de développement du port de commerce de Port-Vendres et de la délocalisation potentielle du site logistique du Boulou peuvent impacter le paysage. Pour ce dernier projet, le DOO demande aux documents d'urbanisme locaux d'intégrer les enjeux paysagers locaux. Il est à souligner que ces deux sites présentent des caractéristiques paysagères pouvant également être améliorées par leur requalification, selon les modalités opérationnelles qui seront retenues.

Par ailleurs, les mesures d'articulation entre le **transport** et l'urbanisme, qui visent à optimiser le réseau viaire existant et à dynamiser l'utilisation des modes doux de déplacements et de transports en commun, devraient permettre d'éviter des créations d'infrastructures de communication, très souvent impactantes sur un plan paysager. Le développement des modes doux de déplacements (maillage cyclable ou piéton) et notamment la finalisation de la Méditerranée à vélo et la valorisation du sentier littoral offriront de nouvelles perceptions paysagères aux populations et visiteurs tandis que l'aménagement de nouvelles voies cyclables pourra modifier la qualité paysagère des espaces urbains et offrir des opportunités de qualification ou requalification paysagère. L'orientation qui vise à compléter le réseau routier et à en améliorer certains tronçons peut quant à elle être source d'incidences négatives sur le paysage en ouvrant de nouveaux sillons dans des espaces aux

paysages encore préservés. Ces incidences devraient être atténuées par la demande d'insertion des infrastructures dans le paysage que formule le DOO, objectif devant être facilité par la détermination au sein des documents d'urbanisme locaux des enjeux paysagers et de l'impact des tracés potentiels en identifiant les sites à préserver.

Au sein des espaces urbanisés, le réinvestissement urbain, l'infléchissement dans les proportions des différents types de logements à construire, la réalisation de nouvelles formes urbaines et l'édification de quartiers plus denses pourront se traduire par des évolutions des silhouettes urbaines et villageoises, sans qu'il soit possible de prévoir si celles-ci seront favorables ou non à la qualité paysagère. Néanmoins les orientations en faveur de la qualité paysagère développées dans le premier chapitre du DOO doivent permettre de les rendre favorables. En outre, une intégration de la nature en ville est encouragée dans les quartiers pilotes pour l'habitat et il est demandé d'y prévoir des équipements mutualisés, comme les parkings ou les bassins d'orage, qui en limitent la présence visuelle.

Globalement, les incidences prévisibles du second chapitre du SCOT sur la qualité des paysages du territoire sont positives.

2.4. Ressource : Eau

Le développement de zones d'**habitat** et d'activité économique a pour corollaire la croissance des besoins en eau, essentiellement potable.

L'accueil d'environ 10 600 nouveaux habitants permanents sur 10 ans (correspondant à l'estimation de population permanente permise grâce à la construction de 6 742 logements parmi lesquels 1581 logements répondront aux besoins du desserrement des ménages et aux besoins en résidences secondaires (variante haute)) pourrait se traduire par une augmentation des besoins en eau d'environ 775 000 m³/an à l'horizon 2028, si l'on considère les consommations au robinet à 150 l/j/hab et le rendement moyen des réseaux d'adduction de 75%.

En période estivale, et selon la variante démographique dynamique, environ 960 résidences secondaires et meublés supplémentaires, occupés en moyenne par 4 personnes, pourrait accueillir 3 840 résidents secondaires, soit une consommation journalière accrue de 895 m³, selon l'hypothèse d'une consommation journalière individuelle de 175 l/j/hab. Si l'on considère que ces résidents demeurent sur le territoire 15 jours par an en moyenne, cela équivaut à une consommation de 13 400 m³/an. La population secondaire, dont l'évolution est difficile à chiffrer, est ici évaluée grossièrement et ne tient pas compte des évolutions de population touristique dans le parc d'hôtels, de campings, de locations de particulier à particulier ou encore chez l'habitant. Outre les résidences secondaires, le DOO permet la création de campings, hors des 6 communes littorales, et permet l'extension des campings. L'on ne peut pas pour autant prévoir si les structures hôtelières existantes accueilleront plus ou moins de touristes d'ici 2028, notamment du fait des évolutions qualitatives qui peuvent se solder par une diminution des capacités.

Les efforts à engager en matière d'économie, qu'il s'agisse de baisse des consommations au robinet, de réutilisation d'eaux grises, ou d'augmentation de rendement de réseaux,

devront permettre de minimiser cette hausse des consommations. Une diminution des consommations individuelles de l'ordre de 15% (pour passer d'une consommation théorique individuelle de 150 l/j/hab à une consommation de 127 l/j/hab) permettrait de faire face à ces nouveaux besoins sans augmenter les prélèvements sur les milieux aquatiques. Cette économie est néanmoins considérable. Elle peut être réduite par la mise en œuvre d'autres leviers. Il s'agit des augmentations de rendement attendues grâce aux travaux de réfection de réseaux engagées et d'économie sur les besoins communaux (arrosage des espaces verts, bâtiments publics...). Comme en atteste le schéma de sécurisation des besoins en eau potable de la plaine du Roussillon, la mise en place de ces leviers à l'échelle des secteurs « Bordure côtière sud » et « Vallée du Tech » pourraient faire économiser plus de 900 000 m³, soit plus que les besoins supplémentaires identifiés ci-dessus. En outre, la mobilisation du captage du Val Auger, de la retenue de Villeneuve-de-la-Raho, ou d'une nouvelle ressource dans le paléo chenal du Tech sont des pistes envisagées. Enfin, il est à rappeler la première règle du SAGE Tech Albères qui édicte que toute nouvelle demande de prélèvement ou renouvellement de demande conduisant à une augmentation du prélèvement sollicitant le Tech, ses affluents ou leurs nappes d'accompagnement, n'est accordé que s'il est compensé par une diminution de prélèvement au moins équivalente sur la même ressource, sauf à démontrer que le projet sollicite intégralement une autre ressource.

Sur le plan économique, il est très difficile d'estimer les besoins suscités par le développement d'activités tant la nature des activités et les besoins en eau qui leur sont liés peuvent varier.

Ainsi, certaines zones logistiques peuvent présenter des consommations quasi nulles tandis que des activités d'artisanat tournées sur des métiers de bouche ou des activités telles que les papeteries peuvent être grandes consommatrices. Le développement des commerces est toutefois encadré et leur localisation privilégiée en centres bourgs devrait faciliter leur adduction en eau potable et la collecte des eaux usées, et participer à la limitation du linéaire de réseaux humides à installer et entretenir.

Inversement, la diminution observée des surfaces agricoles exploitées, du fait de la conjoncture économique agricole mais également du fait de la progression des surfaces urbanisées, se solde par une diminution des consommations agricoles en eau.

La mise en œuvre des orientations découlant des **axes stratégiques de développement économique** ne présente pas d'incidence sur la mobilisation de la ressource en eau, relativement à un scénario au fil de l'eau. Il est à souligner que les documents d'urbanisme locaux sont invités à prévoir le cas échéant des espaces pouvant accueillir d'éventuelles retenues collinaires, lesquelles pourraient répondre aux besoins en eau en période d'étiage, ceci dans un contexte de changement climatique.

En matière de déplacements, les mesures inscrites dans le DOO ne devraient avoir aucune incidence notable prévisible sur les ressources en eau, à l'exception de la création ou de la requalification des 3 barreaux de franchissement aérien du Tech. Les incidences prévisibles sont négatives et devraient se faire sentir essentiellement pendant la phase de travaux. Elles concernent en réalité plutôt les milieux aquatiques que la qualité de la ressource en eau actuellement sollicitée pour l'usage eau potable.

Ainsi, les incidences des orientations du second chapitre du DOO sur la ressource en eau sont négatives, bien qu'elles ne soient pas plus importantes qu'en l'absence de SCOT. Pour atténuer ces incidences, le DOO prévoit un ensemble d'orientations développées dans le premier chapitre, et propose de renforcer les performances environnementales des quartiers d'habitat, des parcs d'activité économique et des sites d'implantation périphérique. En particulier, il est recommandé d'avoir recours à des espèces végétales faiblement consommatrices en eau et en intrants, de mettre en place des récupérateurs d'eaux pluviales ou encore de limiter l'imperméabilisation des sols, ce qui favorise la recharge des nappes phréatiques.

2.5. Ressource : Air

La politique du SCOT en **matière de déplacements** vise à rationaliser les déplacements grâce à un ensemble d'orientations et d'objectifs permettant d'articuler urbanisme et transports, de rendre la ville plus compacte, et de développer les modes alternatifs de déplacements. Ainsi, les effets sur la ressource en air de la mise en œuvre du SCOT seront naturellement positifs bien que contrebalancés par l'accueil de population et d'activités prévu dans l'avenir, accueil qui aurait également eu lieu en l'absence de SCOT.

La structuration et l'organisation des **zones d'habitat**, des **parcs d'activités économiques** et des **zones commerciales** (SIP) s'insèrent dans cette même logique d'articulation entre urbanisme et transports et visent à lutter contre l'étalement urbain et les conséquences en termes de nuisances et notamment de dégradation de la qualité de l'air qui y sont liées.

Aucun projet économique spécifiquement impactant sur la qualité de l'air n'est amené par le SCOT. Les activités pressenties relèvent essentiellement de l'agriculture, du tourisme, de la logistique, et de l'artisanat classique. Pour ce qui est de la logistique, le DOO demande aux documents d'urbanisme locaux de s'assurer que le projet « distriport » du Boulou ne génère pas de congestion routière significative sur l'A9 et la RD900. Cette congestion se traduirait probablement par une altération de la qualité de l'air. Concernant le projet du port de commerce de Port-Vendres (relayé par le SCOT mais porté indépendamment), les travaux ont vocation à permettre une augmentation du trafic de marchandises par l'arrivée de navires de plus grande dimension. L'embranchement fer du terminal n'étant plus opérationnel, cela devrait engendrer une augmentation du trafic de poids lourds pour acheminer des marchandises vers leur point de destination finale, avec un impact prévisible négatif sur la qualité de l'air.

Plus à la marge, le recours au bois énergie pourra localement générer des émissions de fumée, mais celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence notable sur la qualité de l'air.

En termes de qualité de l'air intérieur, les recommandations en faveur de l'utilisation du bois comme matériaux dans les parcs d'activité économique, les SIP et dans les zones d'habitat peuvent contribuer à améliorer la qualité de l'air intérieur, si tant est que leur traitement soit de qualité.

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le second chapitre du DOO présente donc des incidences positives vis-à-vis de la qualité de l'air.

2.6. Ressource : Sol et sous-sol

La construction de 5 616 à 6 742 logements et la création et l'amélioration des barreaux d'infrastructures routières prévus dans le DOO, vont générer des besoins en matériaux, qu'il est délicat d'évaluer.

Sur le département des Pyrénées Orientales, la demande courante en granulats, hors travaux exceptionnels, est évaluée par l'UNICEM (Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction) à 7 tonnes par habitant permanent et par an, provenant à 40 % des alluvions et à 60 % des roches massives.

L'accueil de 10 600 nouveaux habitants permanents s'accompagnerait donc de 74 200 tonnes de matériaux à extraire principalement hors territoire du SCOT, puisque le territoire fournit en grande majorité des sables et des matériaux alluvionnaires (sables et graviers).

Etant donné que la croissance démographique du territoire aurait lieu dans les mêmes proportions en l'absence de SCOT, l'on peut considérer que le SCOT ne présente pas d'incidence notable prévisible négative sur la ressource en sol et en sous-sol. Néanmoins, le SCOT porte la réalisation de création d'infrastructures routières.

Les mesures d'atténuation de ces incidences sont détaillées dans le premier chapitre du DOO, notamment dans le paragraphe relatif à la préservation des ressources naturelles, dans lequel est encouragé le recyclage des déchets du BTP.

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le second chapitre du DOO présente des incidences neutres à négatives sur la mobilisation des ressources minérales.

2.7. Risques et nuisances

Le risque de feu de forêt étant dépendant des mesures de gestion et de l'entretien de l'espace rural, notamment du fait de l'augmentation des éclosions de feux de friches, la recherche d'une urbanisation compacte, d'une maîtrise de l'urbanisation diffuse, et le réinvestissement urbain, réduisent les zones d'interface entre les zones d'aléa et les zones d'enjeu, ce qui limite les risques liés aux incendies.

En ce qui concerne le risque d'inondation, les possibilités de construction sont très fortement encadrées et réduites en zones d'aléa inondation. La polarisation du développement à hauteur de 43 à 53 % des constructions à destination d'habitat et l'identification des parcs d'activité économiques et des sites d'implantation périphérique induit une limitation du développement urbain, lequel est en outre orienté en dehors des zones à risques d'inondation, sauf exceptions, conformément au PGRI.

Dès la promulgation du PGRI, un important travail de collecte et d'assemblage sous SIG des données de hauteurs d'eau susceptibles d'être observées sur le territoire, selon les hypothèses du PGRI, et une identification des potentialités foncières hors d'eau ont été réalisés. Cette analyse a permis de s'assurer que le parti d'aménagement retenu par le SCOT était compatible avec le PGRI. Cela a conduit à renforcer les ambitions en matière de réinvestissement urbain sur les secteurs du territoire particulièrement concernés par le risque.

Néanmoins, en respect du PGRI, les communes entièrement cernées par le risque inondation, pourront se développer en zone d'aléa faible à moyen, après avoir épuisé les possibilités réalistes de renouvellement urbain, et si ces développements sont d'ampleur limitée.

Ainsi, le SCOT prévoit la réalisation du SPUS d'Elne, partiellement en zone d'aléa inondation modéré (hauteur d'eau comprise entre 0 et 50 cm), faute d'alternatives pour la commune qui joue un rôle de pôle et dont le maintien dans l'armature territoriale contribue à relever les défis du développement durable du territoire (urbanisme de proximité, lien urbanisme – transports, préservation de l'espace périurbain et rural, etc...).

Les SPUS « Port Quartier – Port Jardin » d'Argelès-sur-Mer et « Porte du Vallespir – El Palau » de Céret présentent des secteurs susceptibles d'être inondés. Néanmoins, ces zones ne seront pas urbanisées.

Il est à noter que le SCOT, en protégeant les zones agricoles arrosables grâce aux canaux, préserve la majorité du lit majeur du Tech. Ce faisant, il limite l'exposition des biens et des personnes à l'aléa inondation tout en préservant un certain nombre de champs d'expansion de crues, qui jouent un rôle essentiel dans le ralentissement des crues.

Les risques de feux de forêts concernent une partie de l'emprise du SPUS du Boulou. Le site d'en Cavaillès au Boulou, à la fois PAE et SIP, est quant à lui concerné sur une petite partie de sa surface par la zone II du PPRIF.

Concernant les autres risques naturels et les risques technologiques, aucune incidence prévisible notable de la mise en œuvre du SCOT n'est identifiée.

En ce qui concerne les nuisances, le projet de délocalisation du distriport permettait de répondre aux problèmes de cohabitation, liés au bruit, entre l'infrastructure et les zones résidentielles qui sont en contact direct. En outre, le déplacement du centre de gravité du port de Port-Vendres vers le quai Dezoums va éloigner les navires du centre-ville et de ses quartiers denses, pour les rapprocher de l'anse des Tamarins, moins urbanisée, minimisant ainsi la population exposée aux nuisances sonores. Aucune nouvelle activité particulièrement génératrice de nuisance n'est prévue sur le territoire. La mise en œuvre du DAAC et des orientations relatives à l'armature économique doit participer à la limitation des difficultés de cohabitation.

Les efforts de rationalisation des déplacements motorisés engagés par le SCOT doivent contribuer à en maîtriser les nuisances sonores.

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le second chapitre du DOO présente des incidences globalement positives quant à la prévention des risques naturels et technologiques et quant à la production de nuisances sonores.

2.8. Energie

L'organisation et la structuration des zones d'**habitat**, l'identification des sites pouvant faire l'objet de développement de **parcs économiques** de proximité ou structurants, et la localisation préférentielle des équipements, commerces et services en tissu urbain et la définition des **sites d'implantation périphérique**, associée à des objectifs de densification, de

continuité urbaine et de réinvestissement urbain, contribuent sans aucun doute à façonner un urbanisme de proximité.

En outre, de nombreuses orientations d'articulation entre le **transport** et l'urbanisme, qui visent à optimiser le réseau viaire existant et à dynamiser l'utilisation des modes doux de déplacements et de transports collectifs, devraient permettre de limiter voire réduire les déplacements en véhicule individuel. Le développement des modes doux de déplacements, avec l'obligation de relayer dans les documents d'urbanisme locaux les schémas cyclables communautaires ou à défaut le schéma cyclable départemental, au travers d'une OAP thématique « déplacements » et les obligations de réalisation de stationnement pour les 2 roues non motorisées dans les quartiers pilotes, les SPS, les PAE et les SIP, doivent faciliter le recours à la marche et au vélo, pour les populations permanentes et touristiques.



Figure 7. Ombrières photovoltaïques sur une aire de stationnement

La croissance démographique s'accompagnera néanmoins d'une augmentation du parc automobile et des déplacements motorisés individuels. L'amélioration technologique des véhicules viendra appuyer les économies réalisées grâce à la mise en œuvre du SCOT sur le territoire.

Enfin, au niveau des **zones d'urbanisation futures**, les nombreuses orientations visant à renforcer les performances énergétiques doivent participer à une réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, le DOO impose la poursuite d'objectifs particuliers dans les quartiers pilotes, comme la mise en œuvre d'une approche environnementale de l'urbanisme, la densité ou la mitoyenneté comme levier d'économie d'énergie, la production individuelle ou mutualisée d'énergie renouvelable, le développement de constructions bioclimatiques. Il impose dans les parcs d'activités économiques et les sites d'implantation périphérique, la production d'énergie renouvelable, nécessaire à l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation, la recherche de sobriété énergétique via l'exposition des bâtiments, ou encore la thermorégulation par l'insertion d'espaces verts et l'ombrage des emplacements. Les orientations visant à favoriser la rénovation thermique du bâti, dans le parc de résidences principales, comme dans le parc touristique (locations meublées) devraient également contribuer à la diminution des consommations énergétique.

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le second chapitre du DOO présente des incidences positives vis-à-vis de la maîtrise des consommations énergétiques, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement des énergies renouvelables.

2.9. Déchets

Selon l'ADEME, la construction d'un nouveau logement génère 2,435 t de déchets. Sur le territoire du SCOT, la construction de 6 742 logements induira la production de 16 417 tonnes de déchets du BTP. A ce tonnage, s'ajoutera les déchets du BTP issus des travaux d'amélioration et de création des infrastructures, ainsi que les bâtiments à usage économique ou commercial.

Par ailleurs, l'accueil de nouvelles populations s'accompagnera d'une production de déchets ménagers et assimilés. Celle-ci est évaluée à environ 4 500 tonnes supplémentaires d'ici 2028 pour la seule population permanente (en supposant le tonnage de déchets moyens annuels par habitant de 420 kg/hab/an, tonnage observé sur la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille en 2014, cette hypothèse majore la production de déchets puisque cette dernière diminue au fil du temps et est plus importante sur la CCACVI que sur la CCV).

Les progrès observés en matière de réduction des déchets à la source devront permettre de minimiser cette production.

Pour autant, les incidences du développement restent négatives. Celles-ci ne sont néanmoins pas plus négatives en présence du SCOT qu'en son absence. Au contraire, le SCOT, par sa politique de structuration et d'organisation du développement qu'il défend et met en œuvre, devrait faciliter la collecte sélective des déchets ménagers, grâce à une collecte en porte-à-porte moins onéreuse sur des quartiers d'habitat ou d'activités denses, et ainsi favoriser le tri et réduire les kilomètres parcourus par les déchets collectés. De même, sur les parcs d'activités économiques, la concentration des activités devrait faciliter les démarches d'amélioration de collecte voire de valorisation des déchets.

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le second chapitre du DOO présente des incidences globalement neutres sur la production et la gestion des déchets.

2.10. Synthèse, tableau et graphique récapitulatifs

Le parti d'aménagement pris par le SCOT en termes de structuration et d'organisation du développement des zones d'habitat, des équipements, des espaces économiques et commerciaux, présente des incidences prévisibles nuancées sur l'environnement.

Alors que le développement prévu sur le territoire, lié à l'accueil des populations et des activités, conduit inexorablement à des incidences notables prévisibles négatives sur l'environnement, notamment en matière de consommation des sols agricoles, de fragmentation des espaces agricoles et des milieux naturels, ou encore de prélèvements de ressources naturelles et d'augmentation des rejets en eaux usées ou en déchets, l'encadrement de cet accueil proposé par le SCOT, et notamment le DOO, œuvre pour la maîtrise de ces incidences et présente des incidences positives sur l'environnement, en comparaison avec un scénario en l'absence de SCOT.

| Chapitre 2: Offrir un cadre de développement harmonieux | COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES | | | | | | | | | | |
|---|-----------------------------------|-------------------|---------|-----------------------|-----|-----------------|----------------------|------------------------|-------|---------|---------|
| | Milieux naturels/ Biodiversité | Espaces agricoles | Paysage | Ressources naturelles | | | Risques et nuisances | | | Energie | Déchets |
| | | | | Eau | Air | Sol et sous-sol | Risques naturels | Risques technologiques | Bruit | | |
| Garantir un projet social raisonné mais volontaire | | | | | | | | | | | |
| Garantir les équilibres entre espaces urbains et d'urbanisation future | | | | | | | | | | | |
| Garantir une offre en logements diversifiée et l'équilibre social de l'habitat | | | | | | | | | | | |
| Urbaniser autour des dessertes en transports collectifs | | | | | | | | | | | |
| Déployer un réseau de mobilité globale pour une fluidité accrue et durable des déplacements | | | | | | | | | | | |
| Développer et améliorer l'accessibilité et veiller à répondre aux enjeux spécifiques de la saisonnalité | | | | | | | | | | | |
| Optimiser la localisation et les conditions d'accueil des entreprises dans un souci de sobriété foncière et énergétique | | | | | | | | | | | |
| Conforter l'offre d'équipements et de services | | | | | | | | | | | |
| Affirmer le commerce comme un facteur d'attractivité du territoire et d'urbanité | | | | | | | | | | | |
| Document d'Aménagement Artisanal et Commercial | | | | | | | | | | | |
| Soutenir et développer la performance économique des activités agricoles et forestières | | | | | | | | | | | |
| Permettre la mutation de l'économie touristique | | | | | | | | | | | |
| Pérenniser la filière logistique et viser la performance environnementale | | | | | | | | | | | |

Figure 8. Tableau récapitulatif des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du second chapitre du DOO

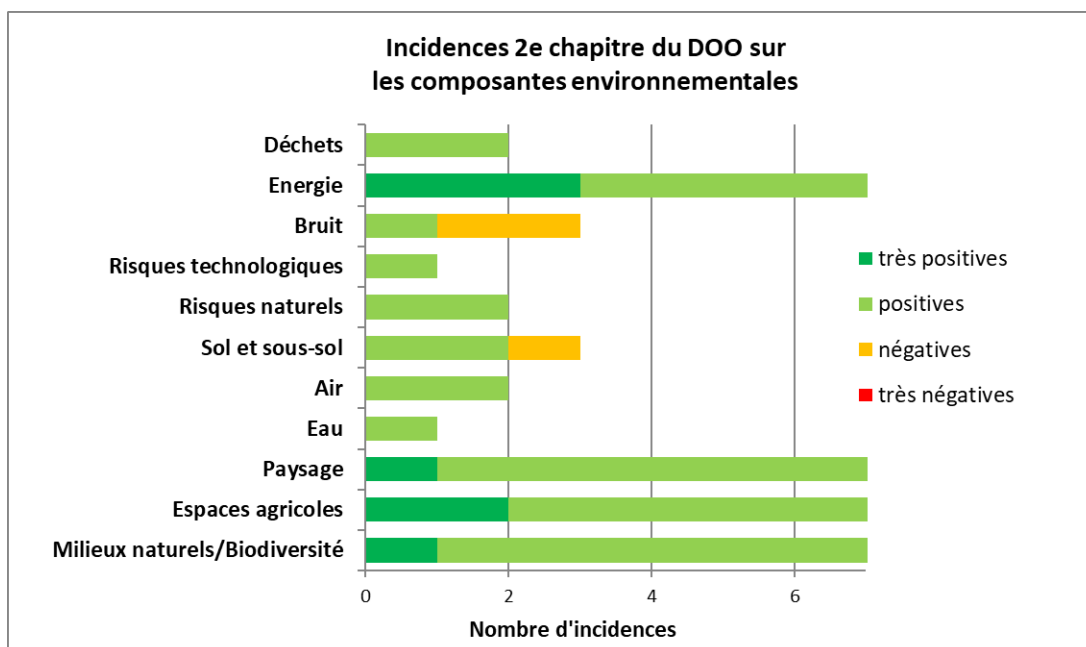


Figure 9. Cumul des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du second chapitre du DOO

3. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs en vue de respecter les spécificités du territoire en déclinant les dispositions des lois Littoral et Montagne

Sur le territoire, 6 communes sont soumises à la loi Littoral et 14 communes sont soumises à la loi Montagne. 5 communes sont soumises concomitamment aux deux lois.

La loi Littoral, retranscrite dans les articles L121-21 et suivants du Code de l'Urbanisme, et la loi Montagne, retranscrite dans les articles L122-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, sont déclinées dans le SCOT. Ainsi, ce dernier offre un cadre d'application harmonisé des dispositions des deux lois à l'ensemble des communes concernées.

3.1. Espaces agricoles

Sur le littoral, la protection des espaces agricoles est assurée par l'identification et la protection des coupures d'urbanisation et des espaces remarquables au titre de la loi Littoral, et par l'encadrement des extensions limitées d'urbanisation au sein des espaces proches du rivage qu'il délimite. Les coupures d'urbanisation couvrent 10 % des communes littorales et 78 % des espaces proches du rivage. Les espaces remarquables couvrent 7 % des communes littorales et 56 % des espaces proches du rivage. En respect de la réglementation en vigueur au sein des espaces proches du rivage, les extensions urbaines sont limitées et situées en continuité de l'urbain existant afin de préserver l'espace littoral et de favoriser une urbanisation en profondeur. La surface potentiellement urbanisable représente en effet seulement 6,5 % de l'urbanisation existante localisée au sein des espaces proches du rivage et 4,5 % de l'urbanisation existante des six communes littorales. La délimitation cartographique des zones potentiellement urbanisables limite strictement les possibilités d'extension urbaine et contribue largement à la protection des espaces agricoles. A noter, pour rappel, que la politique menée par le SCOT en termes de structuration et d'organisation des zones urbaines privilégie la reconquête de la trame urbaine existante et la recherche de densité dans les opérations d'urbanisation en extension (une densité brute minimale de 30 logements par hectare est demandée sur les opérations d'extension au sein des espaces proches du rivage).

En revanche, le SCOT évoque et soutient un projet routier, avec la création souhaitée d'un barreau de liaison entre la RD81 et la RD914, celui-ci présente une incidence négative sur l'espace agricole par la consommation mais surtout par la fragmentation des espaces qu'il génère. En revanche, le SCOT ne porte pas de projet d'éolienne sur l'espace littoral.

En zone de montagne, la définition et la localisation des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants clarifie les possibilités de constructibilité en continuité. Le SCOT ne comporte pas d'étude de discontinuité. Ainsi, les espaces agricoles bénéficient à ce titre d'une préservation puisqu'ils ne pourront être fragmentés par l'urbanisation. En outre, le SCOT ne crée aucune Unité Touristique Nouvelle structurante, et évite ainsi une urbanisation en discontinuité de l'espace agricole ou naturel. Enfin, le SCOT permet la rénovation des mas de montagne et les constructions légères en zone naturelle pour faciliter l'adaptation et la diversification des activités agricoles,

pastorales et forestières, il contribue en cela au maintien de l'activité agropastorale en montagne.

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le troisième chapitre du DOO présente des incidences très positives sur le plan des espaces agricoles.

3.2. Milieux naturels et biodiversité

Sur les six communes littorales, la détermination des modalités d'application de la loi Littoral participe grandement à la préservation des espaces agricoles et naturels et à la mise en valeur du littoral.

En effet, le SCOT ne porte pas de projet d'éoliennes sur le littoral ; il identifie et protège les espaces remarquables, espaces d'intérêt écologique où toute nouvelle urbanisation est proscrite ; il détermine des coupures d'urbanisation, qui contribuent à la préservation des espaces naturels et agricoles et à la structuration du tissu urbain (en évitant la constitution de fronts bâtis continus sur le littoral) ; et il reconnaît les espaces proches du rivage, ce qui participe à la préservation des espaces littoraux en privilégiant un développement urbain en profondeur ménageant la façade littorale. Ainsi, moins de 20 % des extensions urbaines potentielles des six communes pourront être situées dans les espaces proches du rivage. La commune d'Argelès-sur-Mer, pôle structurant à l'échelle du territoire du SCOT, dispose logiquement des possibilités d'extension les plus larges, notamment au niveau des deux « secteurs de projets urbains stratégiques » identifiés par le SCOT. La surface potentiellement urbanisable représente seulement 6,5% de l'urbanisation existante localisée au sein des espaces proches du rivage et 4,5% de l'urbanisation existante des six communes littorales. La délimitation cartographique de ces surfaces et l'identification d'enveloppes maximales d'urbanisation en termes de surface limitent les possibilités d'extension urbaine et contribuent largement à la protection des espaces agricoles et naturels des espaces proches du rivage et du littoral en général, et ainsi de la biodiversité qui lui est associé.

En revanche, le SCOT évoque et soutient un projet routier, avec la création souhaitée d'un barreau de liaison entre la RD81 et la RD914, celui-ci présente une incidence négative sur les milieux naturels et la biodiversité par la fragmentation des espaces qu'il génère.

En zone de montagne, la définition et la localisation des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants clarifie les possibilités de constructibilité en continuité. Le SCOT ne comporte pas d'étude de discontinuité. Ainsi, les espaces non bâtis, qu'ils soient agricoles ou naturels, bénéficient à ce titre d'une préservation puisqu'ils ne pourront être fragmentés par l'urbanisation. En outre, le SCOT ne crée aucune Unité Touristique Nouvelle structurante, et évite ainsi une urbanisation en discontinuité de l'espace agricole ou naturel. Enfin, le SCOT permet la rénovation des mas de montagne et les constructions légères en zone naturelle pour faciliter l'adaptation et la diversification des activités agricoles, pastorales et forestières, il contribue en cela au maintien de l'activité agropastorale en montagne, et ainsi à la lutte contre la fermeture des milieux, essentielle dans le maintien de la biodiversité.

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le troisième chapitre du DOO présente des incidences très positives sur le plan des milieux naturels et de la biodiversité.

3.3. Paysage

Sur les communes concernées par la loi Littoral ou la loi Montagne, la détermination des modalités d'application de ces lois contribue directement au maintien de la qualité paysagère.

En effet, pour le littoral, la délimitation des espaces remarquables, des coupures d'urbanisation et des espaces proches du rivage (en proscrivant l'urbanisation sur certains secteurs et en structurant le développement urbain des communes) contribue notamment à la préservation des paysages d'eau, des perspectives visuelles entre terre et mer, des paysages naturels et viticoles emblématiques du littoral, du patrimoine bâti remarquable isolé et des silhouettes urbaines et villageoises. Les documents d'urbanisme locaux doivent en outre garantir la bonne intégration des extensions urbaines dans leur environnement naturel et agricole par le biais d'OAP. Le SCOT ne porte pas de projet d'éoliennes sur cet espace, ce qui est favorable au maintien de la qualité paysagère. En revanche, le SCOT évoque et soutient un projet routier, avec la création souhaitée d'un barreau de liaison entre la RD81 et la RD914, celui-ci peut présenter une incidence négative sur le paysage selon les modalités de traitement paysager de la route qui sera éventuellement construite.

En zone de montagne, l'absence de création d'UTN structurante permettent de concentrer le développement de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante, selon les termes de la loi. En outre, la détermination des typologies des entités urbaines facilite la lecture et l'appréhension des paysages bâtis de montagne. Enfin, la protection des mas d'intérêt patrimonial, dont une définition est proposée, permet d'encadrer les possibilités de rénovation du bâti isolé, en le conditionnant au caractère patrimonial. La sauvegarde de ces mas participe au maintien et à l'amélioration du patrimoine paysager bâti de montagne et indirectement au patrimoine paysager non bâti, puisque ces mas peuvent accueillir des activités participant à l'entretien de l'espace et des paysages.

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le troisième chapitre du DOO présente des incidences très positives sur le plan paysager.

3.4. Ressource : eau

Les incidences des orientations de ce chapitre sur la ressource en eau sont peu notables.

Sur le littoral, la détermination de la capacité d'accueil a permis de prendre en compte les problématiques liées aux ressources en eau dans l'aménagement du littoral.

Sur le littoral comme en montagne, la canalisation de l'urbanisation en surface et en continuité des urbanisations existantes contribuent à limiter l'artificialisation du sol, et ainsi à favoriser l'infiltration des eaux et la recharge des nappes et des milieux aquatiques, et les pertes dans les réseaux humides.

Néanmoins, l'urbanisation, qui se déploierait également en l'absence de SCOT, s'accompagnera d'une augmentation des besoins en eau et en traitement des eaux, compensée en partie par l'ensemble des orientations formulées dans les trois autres chapitres du DOO. Si cela n'est pas problématique en montagne, cela est plus impactant en zone littorale.

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le troisième chapitre du DOO présente des incidences neutres vis-à-vis de la préservation des ressources en eau.

3.5. Ressource : Air

Les incidences des orientations de ce chapitre sur la ressource en air sont peu notables voire inexistantes. L'incidence principale réside dans l'effet bénéfique d'une urbanisation canalisée sur les déplacements motorisés, toutefois contrebalancée par l'augmentation de population attendue aussi bien sur le littoral que, dans une bien moindre mesure, en montagne.

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le troisième chapitre du DOO présente des incidences neutres vis-à-vis de la qualité de l'air.

3.6. Ressource : Sol et sous-sol

L'urbanisation des territoires littoraux et montagnards est encadrée et structurée par les orientations du SCOT. Néanmoins, elle est permise et se traduira par la consommation de ressources minérales, sans que cette consommation soit renforcée ou amoindrie par rapport à une situation en l'absence de SCOT.

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le troisième chapitre du DOO présente des incidences neutres sur la mobilisation des ressources minérales.

3.7. Risques et nuisances

Le troisième chapitre du DOO ne s'attaque pas directement à la problématique des risques, traitée plus particulièrement dans le premier chapitre. Néanmoins, la déclinaison des dispositions des lois Littoral et Montagne a des effets indirects sur la prévention des risques et des nuisances.

En effet, la détermination des modalités d'application de la loi Littoral permet de contrôler le développement urbain en privilégiant notamment une extension en profondeur (rétro-littorale), ce qui limite l'exposition des biens et des personnes aux risques littoraux. De plus, le caractère mesuré des extensions d'urbanisation au sein des espaces proches du rivage contribue à limiter l'imperméabilisation des sols limitant les phénomènes de ruissellement. En montagne comme sur le littoral, la canalisation de l'urbanisation permet de réduire la fragmentation et l'artificialisation de l'espace, et ainsi de limiter à la fois l'augmentation de l'aléa inondation, et l'enjeu d'exposition par la concentration des populations et des biens

hors zones à risque, ce qui est particulièrement vrai en ce qui concerne le risque incendie de forêt, au sein des massifs boisés.

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le troisième chapitre du DOO présente des incidences positives sur la prévention et la gestion des risques naturels, des incidences neutres sur la prévention et la gestion des risques technologiques, et des incidences neutres sur la prévention des nuisances.

3.8. Energie

Les incidences des orientations de ce chapitre sur l'énergie sont peu notables voire inexistantes. L'incidence principale réside dans l'effet bénéfique d'une urbanisation canalisée sur les déplacements motorisés, toutefois contrebalancée par l'augmentation de population attendue aussi bien sur le littoral que dans une bien moindre mesure, en montagne.

Bien que la création de nouveaux logements passe prioritairement par la reconquête de la trame urbaine existante, des extensions d'urbanisation sont possibles afin de répondre aux besoins rationnels des communes en termes de logements et d'équipements. Celles-ci engendrent inexorablement une augmentation des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre liée à l'accueil de nouvelles populations et aux besoins qui leurs sont liés. Cependant, la priorisation de l'urbanisation - accompagnée d'orientations vertueuses en termes de densité urbaine, mixité des fonctions et sobriété énergétique - au niveau de quartiers pilotes (les quartiers de gares et le secteur de projet urbain stratégique identifié à l'échelle du SCOT « Port-quartier - Port-jardin » à Argelès-sur-Mer) favorise une organisation et une structuration des zones urbaines favorables à la limitation des dépenses énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre. En continuité de l'urbanisation existante, le caractère limité des potentielles zones d'extension urbaine contribue à l'atteinte du même objectif.

Il est à noter qu'aucun projet éolien n'est prévu par le SCOT sur le territoire littoral.

Ainsi, la mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le troisième chapitre du DOO présente des incidences neutres sur le plan de l'énergie.

3.9. Déchets

Le SCOT, en clarifiant les conditions d'extension de l'urbanisation sur les territoires littoral et montagnard contribue à lutter contre le mitage et à faciliter ainsi la collecte des déchets ménagers. Cette incidence demeure néanmoins mineure.

La mise en œuvre des orientations et objectifs inscrits dans le troisième chapitre du DOO présente des incidences neutres sur le plan des déchets.

3.10. Synthèse, tableau et graphique récapitulatifs

La politique menée par le SCOT en termes de déclinaison et d'harmonisation des dispositions des lois Littoral et Montagne présente logiquement des incidences prévisibles majoritairement positives sur l'environnement.

| Chapitre 3: Respecter les spécificités du territoire en déclinant les dispositions des lois Littoral et Montagne | COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES | | | | | | | | | | |
|---|-------------------------------|-------------------|---------|-----------------------|-----|-----------------|----------------------|------------------------|-------|---------|---------|
| | Milieux naturels/Biodiversité | Espaces agricoles | Paysage | Ressources naturelles | | | Risques et nuisances | | | Energie | Déchets |
| | | | | Eau | Air | Sol et sous-sol | Risques naturels | Risques technologiques | Bruit | | |
| Harmoniser le développement urbain du littoral par le respect de définitions communes des termes villages, agglomérations et autres secteurs d'urbanisation | | | | | | | | | | | |
| Respecter une définition commune d'un hameau nouveau intégré à l'environnement (HNIE) | | | | | | | | | | | |
| Protéger la bande des 100 mètres | | | | | | | | | | | |
| Préserver les espaces proches du rivage (limite terrestre du périmètre du Chapitre Individualisé valant SMVM) | | | | | | | | | | | |
| Ménager des coupures d'urbanisation | | | | | | | | | | | |
| Protéger les espaces remarquables | | | | | | | | | | | |
| Déterminer la capacité d'accueil | | | | | | | | | | | |
| Contenir les extensions d'urbanisation au sein des espaces proches du rivage, en appréciant leur caractère limité au regard du périmètre du SCOT | | | | | | | | | | | |
| Respecter les dispositions urbanistiques de la loi Montagne | | | | | | | | | | | |
| Réguler, réhabiliter et diversifier l'offre d'hébergement touristique | | | | | | | | | | | |
| Répondre aux autres objectifs de la loi Montagne | | | | | | | | | | | |

Figure 10. Tableau récapitulatif des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du 3^e chapitre du DOO

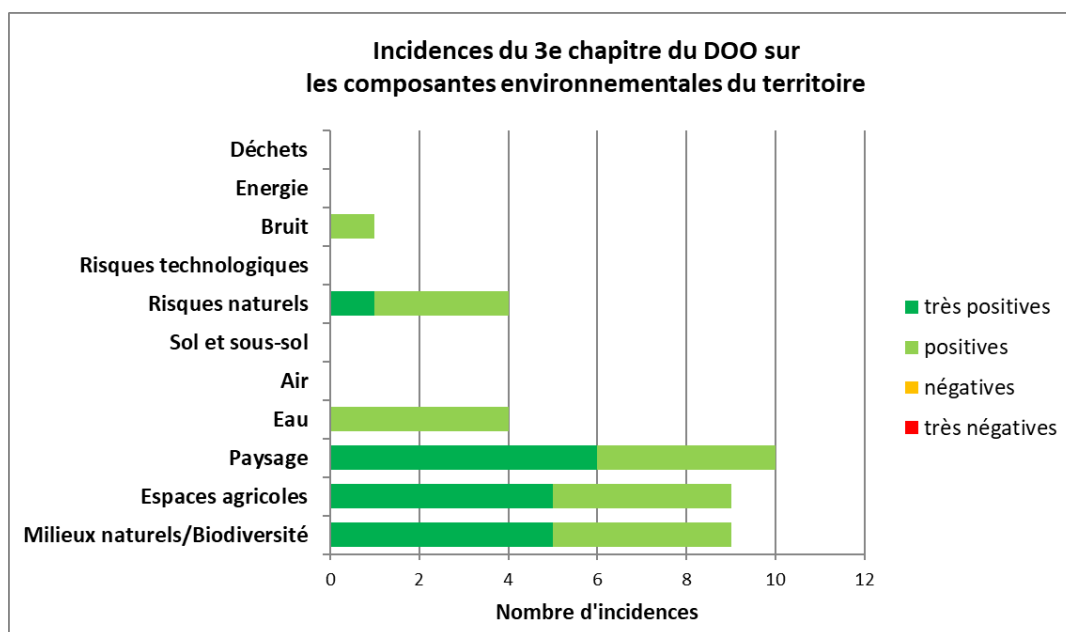


Figure 11. Cumul des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du 3^e chapitre du DOO

4. Analyse des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du Chapitre Individualisé valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer

Le quatrième chapitre du document d'orientations et d'objectifs (DOO) constitue le chapitre individualisé valant schéma de mise en valeur de la mer (noté CI-SMVM). Ses orientations et ses objectifs viennent compléter, sur la bande littorale du territoire du SCOT, les orientations et objectifs inscrits dans les trois premiers chapitres du DOO.

Le CI-SMVM s'articule autour de trois axes majeurs qui visent à élaborer un projet d'aménagement harmonieux et durable à l'échelle du périmètre des espaces proches du rivage sur terre, et du premier mille nautique en mer, tout en assurant la protection et la mise en valeur des espaces littoraux et maritimes. Les trois axes sont les suivants :

- garantir l'attractivité de la façade maritime et de la frange littorale,
- déterminer les vocations et viser la conciliation des différentes pratiques en mer,
- préserver et mettre en valeur les espaces maritimes et littoraux.

Des documents cartographiques viennent enrichir ce chapitre en précisant notamment la localisation des équipements et projets d'interface terre-mer, les vocations prioritaires des différents secteurs de l'espace maritime et littoral ou encore la stratégie d'accessibilité du territoire.

Dans un souci d'harmonisation avec l'analyse des incidences du SCOT dans sa « composante terrestre » (trois premiers chapitres du DOO), les incidences du chapitre individualisé valant SMVM sont analysées vis-à-vis des composantes environnementales examinées dans l'Etat Initial de l'Environnement du SCOT. Celles-ci sont néanmoins en partie reformulées. En effet, une analyse plus précise est effectuée concernant les incidences relatives aux principaux enjeux environnementaux identifiés dans le cadre de l'Etat Initial de l'Environnement spécifique au chapitre individualisé valant SMVM. Pour rappel, ces enjeux environnementaux sont :

- La richesse écologique et paysagère des milieux littoraux.
- La grande diversité des écosystèmes marins, la qualité de l'eau et l'état de la ressource.
- La prégnance des risques naturels et leurs évolutions dans une optique de changement climatique.

De manière transversale, l'étude spécifique relative à la détermination de la capacité d'accueil sur les communes littorales, élaborée en début de parcours, a permis d'identifier les pressions anthropiques mettant en péril le système de ressources du territoire et notamment les ressources environnementales. Les résultats de cette étude ont permis d'ajuster les projets de développement et d'aménagement au regard des ressources environnementales du territoire ainsi que de mettre en exergue la nécessaire articulation entre développement et protection pour garantir une gestion durable du littoral. La prise en compte de cette étude tout au long de la démarche d'élaboration du CI-SMVM a contribué à mettre en œuvre une stratégie limitant les incidences négatives sur l'environnement.

4.1. Espaces agricoles

Le chapitre individualisé valant SMVM affiche clairement comme objectif de concilier le développement et la protection du littoral. La préservation de l'espace agricole, qui fonde pour partie l'attractivité exceptionnelle de la frange littorale, est au cœur des préoccupations.

Ainsi, après que le DOO, dans son troisième chapitre, a décliné les modalités d'application de la loi Littoral, et notamment les espaces remarquables et les coupures d'urbanisation respectivement aux titres des articles L121.23 et L121.22 du Code de l'Urbanisme, le CI-SMVM précise leur localisation sur une carte au 1/20 000^e. Cette spatialisation contribue directement à la protection des espaces agricoles. En outre, le CI-SMVM complète ces dispositions par l'identification des espaces proches du rivage à l'échelle du 1/20 000^{ème}. L'occupation du sol est donc plus finement encadrée au sein du périmètre du chapitre individualisé valant SMVM.

L'identification de sept coupures d'urbanisation et de 1 181 ha d'espaces remarquables contribue pleinement à la protection des espaces agricoles littoraux. En termes de superficie, l'inscription en espaces remarquables de 56 % de la partie terrestre du territoire témoigne pleinement de la volonté de protection prônée par le chapitre individualisé valant SMVM.

Par ailleurs, l'interdiction de créer de nouveaux sites d'hôtellerie de plein-air participe largement à la préservation des espaces agricoles.

En revanche, deux projets routiers sont évoqués au sein de la stratégie d'accessibilité prônée par le chapitre individualisé valant SMVM : la réalisation d'un barreau reliant la RD81 à la RD914 au nord d'Argelès-sur-Mer et le projet d'amélioration de la RD914 entre Port-Vendres et Cerbère (rectification de virages, contournement de Banyuls-sur-Mer). Ces projets engendreront des incidences négatives ; la consommation foncière et la fragmentation d'espaces agricoles constituant les principales menaces potentielles. Afin d'atténuer ces impacts, le chapitre individualisé valant SMVM précise qu'il est attendu qu'en amont de la réalisation des projets, soient garantis l'évitement, la réduction ou la compensation des impacts sur les espaces agricoles potentiellement concernés.

Peuvent également être notés le projet de requalification de la route bleue ou route de la corniche, ainsi que les possibilités de création de pôles d'échange multimodaux, majoritairement fléchées en dehors des espaces proches du rivage. Ces projets peuvent s'accompagner d'une consommation très limitée de parcelles agricoles. En revanche, il est à noter qu'aucune création de parking majeur n'est possible au sein du périmètre.

De par les dispositions visant à préserver la richesse des milieux littoraux, la mise en œuvre du chapitre individualisé valant SMVM présente des incidences globalement positives sur la préservation des espaces agricoles.

4.2. Milieux naturels et biodiversité (terrestres)

Au travers de l'objectif de concilier le développement et la protection du littoral, la biodiversité littorale constitue un enjeu prépondérant auquel la détermination des vocations sur l'espace littoral permet de répondre en partie.

La détermination des modalités d'application de la loi Littoral est effectuée dans le troisième chapitre du DOO. La spatialisation de ces modalités contribue directement à la protection des espaces agricoles et naturels ainsi qu'au maintien d'une qualité paysagère et d'un cadre de vie remarquable. Sur son périmètre, le chapitre individualisé valant SMVM précise et complète ces dispositions particulières (coupures d'urbanisation, espaces proches du rivage, espaces remarquables) à l'échelle du 1/20 000^{ème}. L'occupation du sol est donc plus précisément encadrée au sein du périmètre du chapitre individualisé valant SMVM.

L'identification de sept coupures d'urbanisation et de 1 181 ha d'espaces remarquables contribue pleinement à la protection des milieux naturels sensibles et des espaces littoraux. En termes de superficie, l'inscription en espaces remarquables de 56 % de la partie terrestre du territoire témoigne pleinement de la volonté de protection prônée par le CI-SMVM.

En outre, le CI-SMVM affiche l'objectif de préserver voire restaurer les continuités écologiques, ce qui est appuyé par la déclinaison cartographique des continuités écologiques identifiées par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, à préciser et à protéger dans les documents d'urbanisme locaux.

L'interdiction de créer de nouveaux sites d'hôtellerie de plein-air contribue à la préservation des milieux naturels.

Par ailleurs, il est à souligner que le CI-SMVM ne porte aucun projet d'extension portuaire, contrairement à son prédécesseur. Cette absence de projet est une mesure d'évitement d'incidences notables sur le plan de la biodiversité, aussi bien terrestre que marine. Il prévoit néanmoins des projets de restructuration de ports, qui peuvent s'accompagner d'incidences potentielles négatives. Il est toutefois à souligner que le projet de réhabilitation du port de Banyuls-sur-Mer et celui du port de Port-Vendres ont déjà obtenu une autorisation environnementale.

Outre la pression urbaine, la diversité des espaces littoraux et des espèces qui y sont inféodées est menacée par la sur-fréquentation humaine en période estivale. En réponse à cette menace, le CI-SMVM aspire à concilier la forte fréquentation estivale et la protection des espaces naturels. Sur les espaces naturels les plus sensibles et/ou les plus fréquentés, le balisage des cheminements piétons et l'aménagement adéquat des zones de stationnement et des bas-côtés des voies carrossables doivent permettre de canaliser les usagers et ainsi d'éviter la détérioration des milieux naturels (piétinement, dérangement, pollution...). La relocalisation rétro-littorale de certains parkings de plage participe à cette préservation. De plus, sur la partie septentrionale d'Argelès-sur-Mer, la mise en place d'aménagements légers de type ganivelles contribue à la sauvegarde des écosystèmes dunaires.

Les deux projets routiers, évoqués par le CI-SMVM et détaillés ci-dessus engendreront inévitablement des incidences négatives ; la consommation foncière, la fragmentation

d'espaces agricoles ou naturels et la destruction d'habitats constituant les principales menaces potentielles. Afin d'atténuer ces impacts, le CI-SMVM précise qu'il est attendu qu'en amont de la réalisation des projets, soient garantis l'évitement, la réduction ou la compensation des impacts sur la richesses floristique et faunistique des sites.

Peuvent également être notés le projet de requalification de la route bleue ou route de la corniche, ainsi que les possibilités de création de pôles d'échange multimodaux, majoritairement fléchées en dehors des espaces proches du rivage. Ces projets peuvent s'accompagner d'une consommation très limitée de parcelles agricoles ou naturelles, supports potentiels de biodiversité.

La mise en œuvre de cette orientation présente néanmoins des incidences négatives vis-à-vis de la préservation des espaces naturels.

De par les dispositions visant à préserver la richesse des milieux littoraux, la mise en œuvre du chapitre individualisé valant SMVM présente de nombreuses incidences positives sur la sauvegarde de la biodiversité.

4.3. Paysage

Au sein du chapitre individualisé valant SMVM, le paysage est abordé selon différentes approches : les perceptions paysagères perçues depuis la mer et vers la mer, le patrimoine bâti, la qualité paysagère des extensions urbaines, les paysages exceptionnels... ; ceci permet de donner un cadre pour l'organisation territoriale respectueux de la richesse et la diversité des paysages littoraux.

Certains projets autorisés au titre du CI-SMVM et notamment ceux liés à la mise en œuvre de la stratégie d'accessibilité, au développement des équipements d'interface terre-mer ainsi qu'au renouvellement de la stratégie de mise en tourisme et au développement du littoral (extensions urbaines, modification du tracé de la RD914...) constituent vraisemblablement les principales menaces pour le paysage littoral. En ce sens, le CI-SMVM expose des orientations visant à atténuer les impacts de ces projets, l'insertion paysagère de ces derniers constituant une notion fondamentale.

Dans certains cas, concernant des espaces ou équipements existants, comme peuvent l'être certains hébergements de plein-air, peu mis en valeur voire mal intégrés dans la composition paysagère existante, le CI-SMVM incite à un saut qualitatif se traduisant par un souci d'insertion paysagère affirmée.

Par ailleurs, la détermination des modalités d'application de la loi Littoral contribue directement au maintien de la qualité paysagère. En effet, la délimitation, précisée à une échelle 1/20 000^{ème} au sein du CI-SMVM, des espaces remarquables, des coupures d'urbanisation et des espaces proches du rivage (en proscrivant l'urbanisation sur certains secteurs et en structurant le développement urbain des communes) contribue à la préservation des divers paysages littoraux, des perspectives visuelles entre terre et mer, des paysages naturels et viticoles emblématiques du littoral, du patrimoine bâti remarquable isolé et des silhouettes villageoises.

Le CI-SMVM apporte des orientations supplémentaires afin de maintenir la qualité paysagère emblématique de la Côte Vermeille, socle de l'attractivité de la façade littorale. Ces orientations entendent mettre en scène les perceptions visuelles vers la mer depuis le littoral et l'arrière-pays et inversement, maintenir les contrastes et la diversité des paysages littoraux, favoriser des fronts urbains de qualité, valoriser le patrimoine bâti maritime et les amers paysagers et favoriser des activités touristiques diverses sans compromettre la préservation des paysages. En outre, la mise en valeur et le réinvestissement (ou la création) de plusieurs sites et édifices emblématiques du littoral tout comme les opérations de revalorisation du lien ville-port s'insèrent dans une démarche de développement touristique valorisant le patrimoine local.

Le CI-SMVM s'attache également à apporter des réponses sur des sites dont la qualité écologique et paysagère est mise à mal ou soumise à des pressions notables. Ainsi, il propose la réalisation des schémas d'aménagement de plage sur les secteurs des Tamariguiers (Argelès nord-Elne), de Bernardi (Port-Vendres) et de Peyrefite. L'anse de Peyrefite fait l'objet d'une orientation particulière, de requalification et de valorisation, au travers d'un traitement paysager et environnemental visant à garantir la préservation des espaces et des vues.

Enfin, le CI-SMVM relaie l'interdiction d'implantation d'éoliennes en mer formulée dans le plan de gestion du parc naturel marin du Golfe du Lion pour les 3 premiers milles nautiques, ce qui garantit la préservation des paysages marins.

L'étude paysagère approfondie menée dans le cadre du chapitre individualisé valant SMVM a permis d'identifier les différentes problématiques liées à la préservation du paysage et d'y apporter des éléments de réponse. **De nombreuses orientations inscrites au chapitre individualisé valant SMVM appellent à maintenir voire à améliorer la qualité des paysages littoraux, elles présentent donc des incidences clairement positives.** Par ailleurs, les incidences négatives découlant de la réalisation de certains aménagements autorisés au titre du CI-SMVM sont atténuées par la mise en œuvre de mesures réductrices intégrées au document (maîtrise de l'étalement urbain, respect d'éléments de cadrage environnementaux et paysagers, préconisations en faveur de la qualité paysagère...).



Figure 12. Vue sur le port et le centre-ville de Port-Vendres

4.4. Ressources en eau, biodiversité marine, qualité des eaux, et fonds marins

Le chapitre individualisé valant SMVM prône une gestion économe des ressources en adéquation avec les orientations fondamentales du SDAGE Rhône-Méditerranée, avec le PAGD et le règlement du SAGE Tech-Albères et avec les premiers éléments de stratégie du SAGE des nappes plio-quaternaires de la Plaine du Roussillon. L'objectif visé est de ne pas accentuer le déséquilibre estival et ainsi permettre la durabilité du développement, ceci en assurant une gestion quotidienne économe et en limitant les impacts potentiels de nouveaux projets d'aménagement.

Le CI-SMVM affiche parmi ces principaux objectifs de « limiter les impacts des activités humaines sur le milieu marin, garantir la qualité de l'eau et favoriser la sauvegarde des richesses naturelles maritimes ». Cet objectif se décline en de nombreuses orientations qui aspirent à sauvegarder ou améliorer la qualité des eaux, protéger les fonds marins et préserver la grande biodiversité marine. La protection des milieux aquatiques et notamment du milieu marin passe par la limitation des pressions et pollutions :

- d'origine terrestre, avec les orientations suivantes :
 - limiter les pollutions diffuses liées à l'agriculture et à l'entretien des espaces verts,
 - mieux gérer les eaux pluviales,
 - s'assurer de la qualité des rejets en mer,
 - s'assurer en amont des bonnes conditions de réalisation des opérations de réensablement des plages (choix granulométrique, précaution autour des habitats remarquables...).
- d'origine portuaire, avec les orientations suivantes :
 - viser une haute qualité environnementale des services portuaires (récupération des hydrocarbures, accès à un point de collecte et de tri des déchets, pompage des eaux grises et eaux noires, aménagement des zones d'avitaillement en carburant),
 - requérir une exigence environnementale élevée pour tous travaux ou aménagements sur les plages et le trait de côte.
- d'origine maritime, avec les orientations suivantes :
 - encadrer le développement de la plaisance en déterminant de nouvelles zones de mouillages organisés et en menant une réflexion sur l'interdiction du mouillage forain sur certains secteurs,
 - envisager une mutualisation des moyens de lutte contre les petites ou moyennes pollutions accidentelles de type nappe d'hydrocarbures,
 - interdire les opérations de clapage,
 - ne pas autoriser l'installation d'éoliennes en mer.

De manière générale, une exigence environnementale élevée est requise pour tous les travaux et aménagements situés au sein du périmètre du chapitre individualisé valant SMVM.

Pour exemple, la réalisation des projets de réhabilitation ou de requalification des équipements portuaires doivent intégrer des objectifs de préservation des enjeux de biodiversité marine (préservation des herbiers de Posidonie par exemple).

En outre, le chapitre individualisé valant SMVM encourage la mise en œuvre d'orientations visant à préserver et favoriser la biodiversité marine. La localisation d'habitats naturels remarquables participe à cette stratégie en reconnaissant des espaces, supports potentiels de continuités écologiques sous-marines.

L'ensemble des orientations visant à protéger le trait de côte participe directement à la préservation des écotones (zones de transition terre-mer) et des fonds marins dans les premiers mètres de profondeur, lieux d'une riche diversité biologique.

Toutes ces orientations présentent des incidences positives vis-à-vis de la ressource en eau, la protection du milieu marin et la qualité de l'eau.

4.5. Ressource : Air

D'une manière générale, les faibles émissions polluantes au sein du territoire du chapitre individualisé valant SMVM induisent une bonne qualité de l'air. Néanmoins, la sur-fréquentation des axes routiers durant la période estivale et les phénomènes de congestion associés peuvent engendrer de légers pics de pollution. La mise en œuvre d'une stratégie globale d'accessibilité coordonnée et multimodale conduit à limiter les émissions polluantes en période estivale en réduisant la congestion routière et limitant l'utilisation de la voiture individuelle. En revanche, la réalisation d'un troisième quai sur le port de commerce de Port-Vendres (relayé par le SCOT mais porté indépendamment) va permettre une augmentation du trafic de marchandises, et du trafic de poids lourds depuis le port vers leur destination finale ; cela devrait engendrer un impact négatif sur la qualité de l'air.

La mise en œuvre du chapitre individualisé valant SMVM présente donc des incidences positives sur la qualité de l'air.

4.6. Ressource : Sol et sous-sol

La mise en œuvre du chapitre individualisé valant SMVM ne présente pas de réelles incidences au niveau des ressources minérales.

4.7. Risques et nuisances (risques littoraux, changement climatique, érosion)

➤ *Risques naturels, effets prévisibles du changement climatique et phénomène d'érosion :*

La prise en compte dans l'aménagement du littoral, des risques naturels et de leurs évolutions en lien avec le changement climatique, constitue un des principaux objectifs du CI-SMVM. Le territoire étant particulièrement vulnérable face aux aléas naturels, le CI-SMVM encourage la généralisation des plans communaux de sauvegarde, la prise en compte des risques littoraux (submersion marine et érosion) dans les plans de prévention des risques

naturels et le renforcement de la culture du risque. De plus, il exige que les risques naturels (notamment les risques littoraux) et leurs évolutions prévisibles soient anticipés et intégrés par les documents d'urbanisme locaux. Ces notions sont révélatrices de l'engagement du territoire dans une stratégie d'adaptation au changement climatique.

Au sujet de l'aléa inondation, le SCOT affirme un objectif d'amélioration de la gestion du pluvial pour les nouvelles surfaces devant s'ouvrir à l'urbanisation. Une réflexion spécifique sur la gestion des eaux pluviales est par ailleurs encouragée dans le cadre du chapitre individualisé valant SMVM.

Le chapitre individualisé valant SMVM vise à conforter les ouvrages existants qui protègent les équipements portuaires et les zones urbanisées lors des forts coups de mer. La consolidation de ces ouvrages est indispensable pour assurer la sécurité des biens et des personnes et réduire la vulnérabilité du territoire, notamment au niveau des anses urbanisées de la Côte Vermeille où l'espace de liberté laissé à la mer est extrêmement restreint. Le projet de réhabilitation du port de Banyuls-sur-Mer participe à cette mise en sécurité.

Les phénomènes d'érosion sont clairement identifiés comme une menace pour le territoire littoral. En ce sens, le chapitre individualisé valant SMVM veille donc à ne pas accentuer l'impact de l'homme sur les dynamiques sédimentaires naturelles. Une note spécifique, annexée à l'état initial de l'environnement et au diagnostic socio-économique du chapitre individualisé valant SMVM, énonce des préconisations répondant à la problématique d'érosion sur le territoire. Les mesures avancées visent notamment à ne pas accentuer la diminution d'apports sédimentaires via les cours d'eau, à stabiliser ou restructurer les arrières-plages sableuses encore relativement sauvages ainsi qu'à préserver le trait de côte de tout nouvel aménagement favorisant son artificialisation. Le chapitre individualisé valant SMVM autorise certains aménagements nécessaires au développement et à l'organisation des équipements d'interface terre-mer (équipements portuaires et cales de mises à l'eau). La création d'un nouvel équipement portuaire à flot et l'extension des bassins portuaires existants n'étant pas autorisées (ce qui constitue des mesures d'évitement) et la localisation préférentielle des nouvelles cales se situant au sein des enceintes portuaires existantes, ces dispositions n'entraînent pas ou très peu de perturbations supplémentaires sur les dynamiques sédimentaires. Par ailleurs, la réhabilitation des infrastructures portuaires sont subordonnées au respect d'éléments de cadrage environnementaux stricts.

En outre, identifiée comme le secteur le plus sensible aux phénomènes érosifs, la plage du Racou doit faire l'objet d'une attention particulière, les études à mener dans le cadre de la révision du document d'urbanisme local devront permettre d'identifier puis de mettre en œuvre les actions nécessaires à la gestion du trait de côte de ce secteur.

Enfin, il est affirmé l'objectif de stabiliser ou restructurer le cordon dunaire sur la partie nord d'Argelès-sur-Mer.

Vis-à-vis des risques naturels et de leurs évolutions prévisibles en lien avec le changement climatique, les incidences du chapitre individualisé valant SMVM sont globalement positives.

➤ **Nuisances sonores et risques technologiques :**

La mise en œuvre du chapitre individualisé valant SMVM présente des incidences à la fois positives et négatives en termes de nuisances sonores (les incidences négatives étant néanmoins difficilement estimables et vraisemblablement très limitées) :

- le développement de la vocation commerciale du port de Port-Vendres risque de générer des nuisances sonores supplémentaires pour le voisinage, notamment par l'augmentation du trafic de poids lourds attendue ;
- à contrario, la politique menée en termes d'accessibilité et de mobilité doit permettre de réduire et fluidifier le trafic routier sur les différentes routes du territoire. Ainsi, les perspectives d'amélioration de la desserte ferroviaire, la création de pôles d'échanges multimodaux, la modernisation des voies routières structurantes pour favoriser les transports collectifs routiers et la mise en place de plans locaux de déplacement sont autant d'orientations favorisant la réduction du trafic routier individuel et ainsi les nuisances sonores associées. Par ailleurs, les communes ont la possibilité de limiter voire interdire les activités nautiques bruyantes de type scooter des mers.

En outre, la fluidification du trafic sur la RD914 notamment, diminue les risques d'accident sur cet axe et donc, de fait, diminue le risque lié au transport de matières dangereuses. **Les incidences de la mise en œuvre du chapitre individualisé valant SMVM sur les risques technologiques sont donc globalement positives.**

4.8. Energie

L'installation d'éoliennes en mer n'est pas autorisée au sein du périmètre du chapitre individualisé valant SMVM. En effet, cette disposition se justifie par la configuration du relief sous-marin et la riche diversité du milieu marin en termes d'espèces et d'habitats naturels qui n'apparaissent pas favorables à l'installation d'éoliennes et de la qualité paysagère et la forte présence humaine côté terre. De plus, la multiplicité des usages déjà présents (pêche, plongée, plaisance...) rend complexe toute implantation de ce type à proximité de la côte dans un territoire au caractère patrimonial riche et marqué par une forte saisonnalité. La configuration du site et les activités qui s'y déploient ne sont donc pas favorables à la production d'énergie éolienne. La production de toutes autres formes d'énergies renouvelables n'est pas exclue, sous réserve du respect des objectifs et orientations inscrits au chapitre individualisé valant SMVM et dans les autres chapitres du DOO. La présence d'espaces remarquables et d'espaces viticoles considérés comme à fort potentiel, ainsi que le maillage de sites classés et inscrits et de Sites Patrimoniaux Remarquables existants ou en projet, rendent néanmoins le déploiement d'unités de production photovoltaïques ou solaires difficile. Ces contraintes demeurent en l'absence du CI-SMVM.

Vis-à-vis de la production d'énergies renouvelables, le chapitre individualisé valant SMVM ne présente donc pas de réelles incidences.

L'évolution des équipements portuaires d'Argelès-sur-Mer, de Port-Vendres et de Banyuls-sur-Mer, justifiée au titre de la mise en réseau et en sécurité de l'offre portuaire globale du territoire, engendrera une hausse du nombre de bateaux de plaisance, et donc inévitablement une augmentation des émissions de gaz à effet de serre liée à l'utilisation de ces embarcations. Néanmoins, cette augmentation semble relativement faible du fait du caractère modéré des évolutions prévues (optimisation du bassin portuaire de Banyuls-sur-Mer, port à sec à Port-Vendres, et stationnement hors d'eau à Argelès-sur-Mer) et de l'utilisation très ponctuelle des bateaux de plaisance par leurs propriétaires. En revanche, l'aménagement du troisième quai du port de Port-Vendres pourrait s'accompagner d'une augmentation du trafic de poids lourds, et de ce fait d'une hausse des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. Ces incidences auraient également lieu en l'absence de SCOT.

La politique menée en termes d'accessibilité visant à conduire une stratégie coordonnée et multimodale depuis la terre vers la mer et depuis la mer vers la terre contribue à réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements. Le développement de l'intermodalité dès l'entrée du territoire, avec l'aménagement de différents parcs-relais ou pôles d'échanges multimodaux notamment, doit permettre de limiter l'utilisation de la voiture individuelle en période estivale évitant la saturation des axes routiers. La meilleure utilisation escomptée de la ligne ferroviaire, le développement et l'organisation de transports collectifs routiers, l'organisation et la gestion du stationnement, le traitement particulier de la « route bleue » et de la RD914 et la meilleure intégration des modes doux de déplacement constituent des vecteurs essentiels à la mise en place de cette stratégie. En complément de ces éléments, la potentielle organisation de transports maritimes saisonniers de passagers participe à la mise en œuvre de cette stratégie en proposant une alternative aux déplacements routiers. Enfin, la stratégie de réorganisation des villes portuaires autour de leur port favorise la proximité des usages et les déplacements doux.

De manière générale, les politiques menées en termes d'accessibilité et de structuration des zones urbaines présentent des incidences globalement positives vis-à-vis des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre.

4.9. Déchets

Afin de limiter les pollutions et nuisances d'origine portuaire, le chapitre individualisé valant SMVM fixe comme objectif d'offrir des services portuaires de haute qualité environnementale. Dans cette optique, les ports d'Argelès-sur-Mer, Port-Vendres et Banyuls-sur-Mer doivent notamment garantir un accès pour les plaisanciers à un point de collecte et de tri des déchets d'exploitation et d'entretien des bateaux, ces déchets devant ensuite être acheminés vers des filières de traitement appropriées.

L'interdiction de création de nouveaux sites d'hôtellerie de plein-air contribue à la limitation de la production de déchets en stabilisant la capacité d'accueil de ces hébergements.

La mise en œuvre du chapitre individualisé valant SMVM présente des incidences neutres à positives sur la gestion des déchets.



Figure 13. L'anse de Cerbère

4.10. Tableau et graphique récapitulatifs

De par ses orientations visant à protéger les espaces agricoles et naturels, préserver la biodiversité terrestre et marine, répondre à la problématique d'érosion, structurer les zones urbaines, conduire une stratégie d'accessibilité depuis la mer vers la terre et depuis la terre vers la mer, garantir la qualité de l'eau et réduire la vulnérabilité du littoral face aux risques naturels, le chapitre individualisé valant SMVM présente globalement des incidences prévisibles positives sur l'environnement. Au sein du périmètre du chapitre individualisé valant SMVM, l'analyse des incidences des mesures spécifiques au chapitre individualisé valant SMVM est à associer à l'analyse des incidences de la « composante terrestre » du SCOT.

| Chapitre 4: Les orientations et objectifs du Chapitre individualisé valant SMVM | COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES | | | | | | | | | | |
|--|---|----------------------|---------|--------------------------------|-----|--------------------|----------------------|-------------------------------|-------|---------|---------|
| | Milieux naturels/ Biodiversité terrestres | Espaces agricoles | Paysage | Ressources naturelles | | | Risques et nuisances | | | Energie | Déchets |
| | | | | Eau/ Biodiversité marine | Air | Sol et sous-sol | Risques naturels | Risques technolo giques | Bruit | | |
| Conduire une stratégie d'accessibilité coordonnée et multimodale depuis la terre vers la mer et depuis la mer vers la terre | | | | | | | | | | | |
| Développer une stratégie renouvelée et collective de mise en tourisme | | | | | | | | | | | |
| Tisser le lien port-ville pour chaque commune maritime | | | | | | | | | | | |
| Optimiser, compléter et mettre en réseau les équipements d'interface terre-mer | | | | | | | | | | | |
| Organiser les usages d'interface entre mer et terre | | | | | | | | | | | |
| Préserver la richesse et la diversité des milieux terrestres | | | | | | | | | | | |
| Maintenir la qualité et favoriser l'attractivité des paysages littoraux | | | | | | | | | | | |
| Limiter les impacts des activités humaines sur le milieu marin, garantir la qualité de l'eau et favoriser la sauvegarde des richesses naturelles maritimes | | | | | | | | | | | |
| Prendre en compte les risques naturels et leurs évolutions dans l'aménagement du littoral | | | | | | | | | | | |

Figure 14. Tableau récapitulatif des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du CI-SMVM

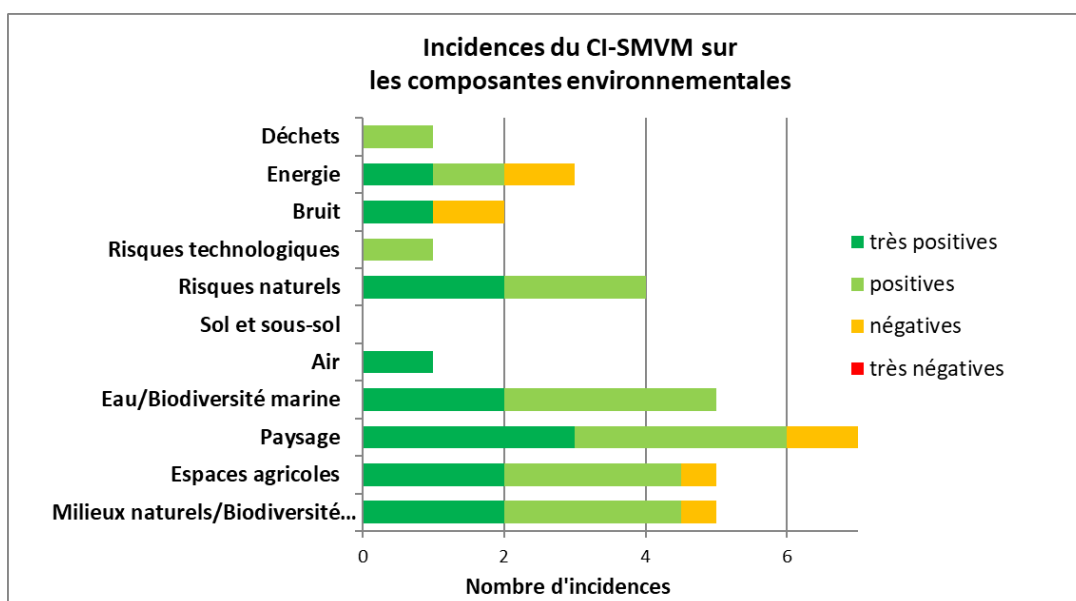


Figure 15. Cumul des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du CI-SMVM

C. Consommation foncière observée et objectifs d'économie d'espace

1. Evolution de l'occupation des sols au cours des dernières décennies

Remarque préliminaire : ces informations apparaissent à la fois dans l'Etat Initial de l'Environnement et dans l'Evaluation Environnementale.

D'après la base de données OCSOL, l'évolution de l'occupation du sol entre 1999 et 2006 révèle une progression des surfaces artificialisées de 170 hectares au cours de cette période sur le territoire du SCOT. 74% des surfaces qui ont été artificialisées entre 1999 et 2006 l'ont été aux dépens d'espaces agricoles et 26% aux dépens d'espaces naturels.

La DREAL Languedoc-Roussillon a réalisé une analyse basée sur l'exploitation des fichiers fonciers « Majic ». Menés à l'échelle régionale, ces travaux permettent de mesurer la progression de la tache urbaine entre 1950 et 2010 pour ce qui est du bâti à vocation résidentielle (présence d'une habitation), et entre 1999 et 2010 pour ce qui est du bâti à vocation d'activités (accueillant exclusivement une activité économique). Cette étude, basée sur l'exploitation des fichiers fonciers « Majic », ne prend pas en compte l'ensemble des surfaces dites artificialisées (carrières, infrastructures de transport...) mais témoigne de l'évolution du tissu urbain.

Entre 1950 et 2010, l'évolution de la tache urbaine résidentielle sur le territoire du SCOT suit une dynamique en « cloche » avec une forte envolée de l'expansion urbaine entre 1960 et 1990, notamment au cours des années 1970. En termes de superficie, entre 1950 et 2010, l'emprise foncière couverte par la tache urbaine résidentielle a été multipliée par 4,4 sur le territoire du SCOT. Elle atteint 4 650 hectares en 2010. Depuis les années 2000, un net ralentissement de la progression est observé, principalement au cours de la dernière période d'observation, entre 2006 et 2010, où le taux d'évolution annuel de la tache urbaine enregistré est de +0,6%/an.

Dans le but de distinguer les dynamiques intra-territoriales, le territoire du SCOT est ici scindé en plusieurs entités géographiques : les quatre pôles structurants et quatre secteurs : le Vallespir (Taillet, Reynès, Vivès, St-Jean-Pla-de-Corts, Maureillas-las-Illas, Les Cluses, Le Perthus et L'Albère), les Albères (Montesquieu-des-Albères, Villelongue-dels-Monts, Laroque-des-Albères, Sorède et St-André), la Basse plaine du Tech (Palau-del-Vidre, St-Génis-des-Fontaines, Ortaffa et Bages) et la Côte Vermeille (Port-Vendres, Collioure, Banyuls-sur-Mer et Cerbère).

Bien que ces différentes entités géographiques suivent globalement la même dynamique en « cloche » au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, certaines disparités sont à souligner. Il est notamment à noter que la progression de l'urbanisation est très dynamique entre les années 1960 et 1990 sur les communes d'Argelès-sur-Mer, du Boulou et sur le secteur Albères où l'on atteint sur ce dernier un taux de progression annuel flirtant avec les 12% entre 1968 et 1975.

Sur la dernière période (2006-2010), à l'exception des évolutions observées sur Céret et la Côte Vermeille, le taux de progression ralentit.

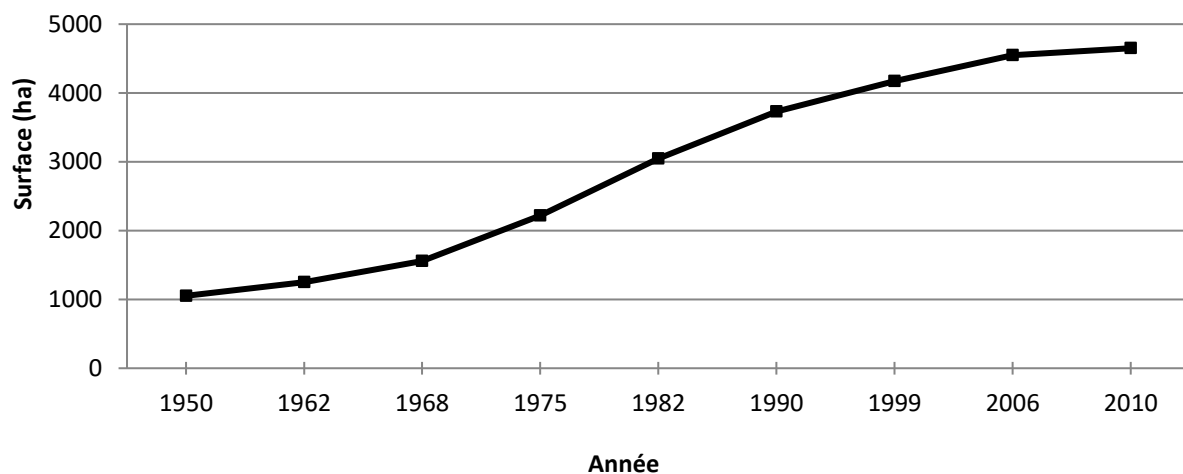
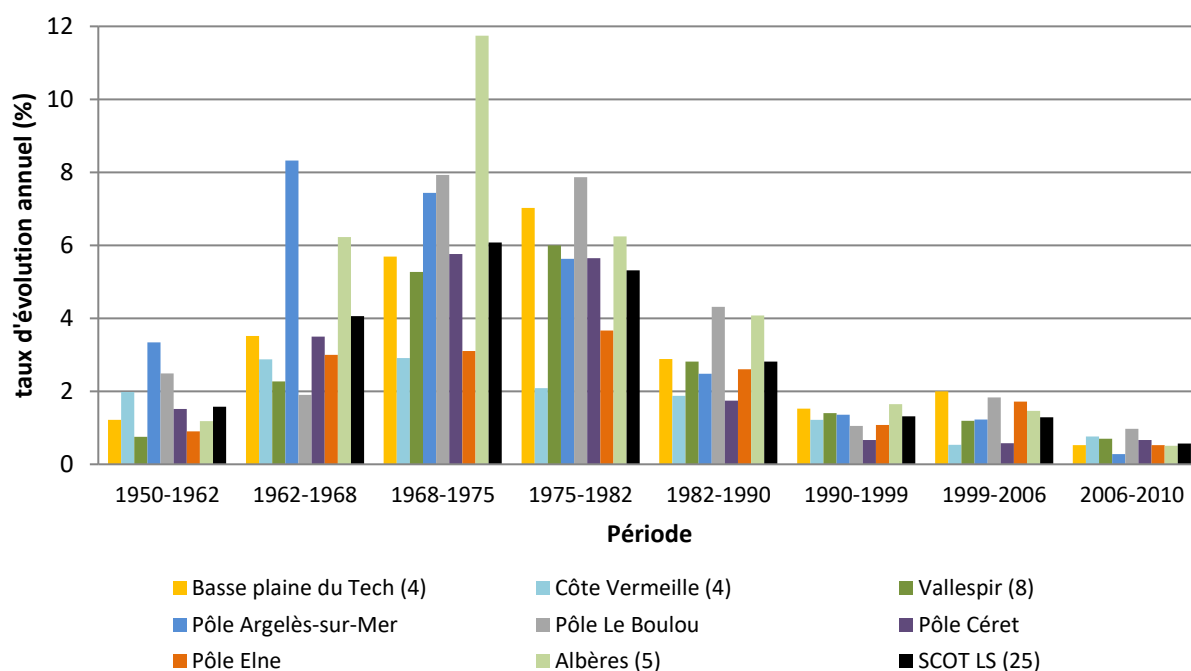


Figure 16. Progression de la tache urbaine résidentielle sur le territoire du SCOT entre 1950 et 2010 (Source : DREAL Occitanie – DGfip 2014)



NB : entre parenthèses le nombre de communes dans le secteur géographique considéré.

Figure 17. Evolution annuelle de la tache urbaine résidentielle par secteur entre 1950 et 2010 (source : DREAL OCCITANIE – DGfip, 2014).

Si l'on se concentre sur l'évolution de l'urbanisation à vocation résidentielle et économique au cours de la période 1999-2010, la progression de la tache urbaine est de 563 hectares, soit une augmentation de 12,3%. Cette progression équivaut à une consommation foncière annuelle de 51,1 hectares, dont 85% est due au développement de l'urbanisation résidentielle. A noter qu'en valeur relative, au regard de l'évolution rapportée à la tache

urbaine de 1999, la progression de la tache « activités » (+20,7%) est néanmoins largement plus importante que celle de la tache « résidentiel » (+11,5%), ce qui traduit un fort développement des zones d'activités ces dernières années.

| | 1999 | 2010 | Evolution 1999-2010 | | Evolution annuelle | |
|-------------------------------|------|------|---------------------|------|--------------------|-----|
| | ha | ha | ha | % | ha | % |
| Tache urbaine « activités » | 400 | 483 | 83 | 20,7 | 7,5 | 1,9 |
| Tache urbaine « résidentiel » | 4170 | 4650 | 480 | 11,5 | 43,6 | 1,0 |
| Total | 4570 | 5133 | 563 | 12,3 | 51,1 | 1,1 |

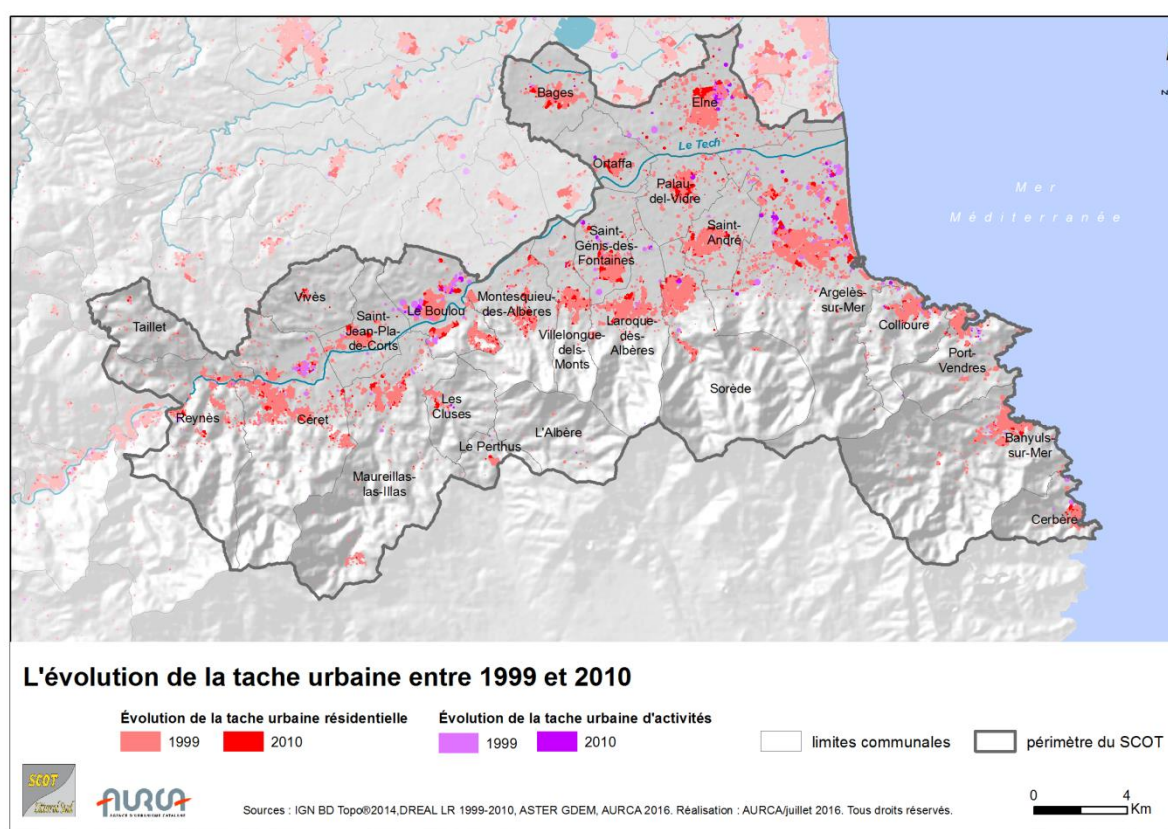


Figure 18. Evolution de la tache urbaine entre 1999 et 2010 sur le territoire du SCOT (source : DREAL OCCITANIE - DGfip, 2014).

2. La consommation des sols par la construction, l'approche « Majic »

Dans le but d'évaluer les évolutions plus récentes de la consommation d'espaces, les fichiers « Majic » ont été directement exploités par l'AURCA. Cette base de données, dont la vocation première est l'utilisation fiscale, contient des informations détaillées sur les caractéristiques des biens bâtis et des parcelles. Son exploitation présente des avantages notables essentiellement liés à la finesse de l'échelle d'analyse (la parcelle cadastrale) et à la fiabilité de la datation des locaux d'habitations et d'activités, permettant ainsi une analyse précise de l'évolution de la construction. En revanche, certaines limites sont à considérer,

principalement l'absence d'identification de l'artificialisation au niveau des espaces non cadastrés et des parcelles n'accueillant pas de bâtiment.

Dans le cadre de cette analyse, le caractère déjà bâti de la parcelle a été considéré et une règle de plafonnement à 2000 m² ou 5000 m² par bâtiment construit a été retenue, de façon à ne pas considérer sous emprise urbaine la surface totale de certaines grandes parcelles dont l'occupation est en partie agricole ou naturelle (2000 m² pour l'urbanisation résidentielle et 5000 m² pour l'urbanisation à vocation économique ; la différence de superficie s'expliquant par les différences de taille moyenne des bâtiments et de surfaces de parking). De plus, une majoration de 20% correspondant aux surfaces concernées par les voiries et autres aménagements connexes (bassin de rétention, espace vert urbain...) est appliquée.

Afin de considérer les difficultés rencontrées lors de l'exploitation de ces fichiers, deux analyses ont été réalisées, une approche « maximaliste » via la méthode dite de l'unité foncière et une approche « minimaliste » via la méthode dite de la parcelle. Il est fait le choix de retenir la valeur constituant la moyenne des deux résultats comme valeur de référence. Deux périodes décennales ont été étudiées : 2004-2014 (du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2013) et 2007-2017 (du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2016).

La comparaison des résultats avec les données présentées par la DREAL jusqu'à la décennie 2000 n'est pas possible en raison des différences de méthodes retenues.

| | Urbanisation « Totale » | Urbanisation « Résidentielle » | Urbanisation « Activités économiques » |
|--------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--|
| Période 2004-2014 | + 555 ha | + 427 ha | + 127 ha |
| Période 2007-2017 | + 435 ha | + 301 ha | + 134 ha |

Figure 19. Progression de l'urbanisation résidentielle et économique sur le territoire du SCOT au cours des périodes 2004-2014 et 2007-2017 (source : AURCA – Dgflp, 2018)

Il est constaté une diminution du rythme de progression de l'urbanisation ces dernières années : +435 ha entre 2007 et 2017 contre +555 ha entre 2004 et 2014, soit une diminution de 22% (120 ha) entre les deux périodes. La progression de l'urbanisation à vocation économique a augmenté de 5% tandis que celle à vocation d'habitat enregistre une baisse de 29%.

Cette tendance s'explique par plusieurs phénomènes qui se conjuguent : l'augmentation globale de la densité au niveau des nouvelles opérations urbaines, la progression de la reconquête des tissus déjà urbanisés (mobilisation de logements vacants, mutation de bâtiments), et la diminution du nombre de logements construits. L'influence relative de chacun de ces éléments dans la diminution de la consommation de l'espace est difficilement identifiable. Dans le même temps, les espaces à vocation économique semblent avoir bénéficié d'une moindre attention.

La consommation d'espaces agricoles, naturels et boisés liée au développement de l'urbanisation à vocation résidentielle et économique au cours de la dernière décennie est estimée à 435 ha sur le territoire du SCOT, dont 301 ha pour l'urbanisation résidentielle (69%) et 134 ha pour l'urbanisation économique (31%).

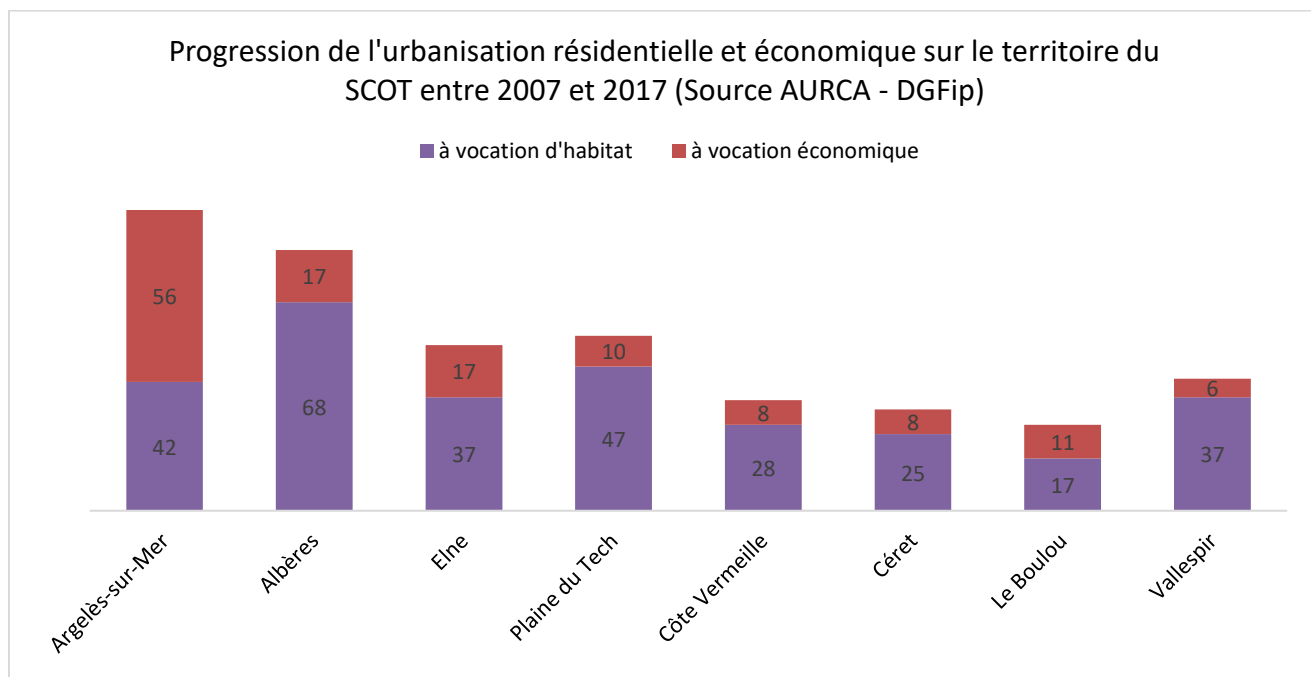


Figure 20. Progression de l'urbanisation résidentielle et économique sur le territoire du SCOT au cours de la période 2007-2017, par secteur (source : AURCA – DGfip, 2018)

Au cours de cette période, les quatre pôles d'Argelès-sur-Mer, Elne, Céret, Le Boulou sont responsables de la moitié de la consommation d'espace enregistrée à l'échelle du territoire du SCOT. A elle seule, Argelès-sur-Mer représente 45 % de la surface consommée par les pôles (214 ha) et 40 % de la consommation à vocation économique du SCOT. La Côte Vermeille est le secteur géographique qui a consommé le moins d'espace ces dix dernières années (37 ha).

Sur la période 2007-2017, l'on retiendra une urbanisation totale de 435 hectares, avec 301 hectares pour l'habitat (incluant les VRD et les espaces verts) et 134 hectares pour les activités économiques.

3. Les objectifs de réduction de la consommation foncière

Le SCOT arrête des objectifs chiffrés de réduction de consommation d'espaces, comme la loi le prévoit.

Le SCOT Littoral Sud présente la particularité de proposer deux scénarios démographiques et de ce fait, deux objectifs de consommation d'espace à vocation dominante résidentielle associée.

En outre, il phase le développement de l'urbanisation à vocation économique. Ainsi, une première enveloppe est allouée au développement des parcs d'activités économiques, et une seconde est prévue et pourra être allouée partiellement ou totalement en fonction du remplissage de la première et des besoins qui se feraient alors sentir. Ainsi, les objectifs de réduction de la consommation foncière sont multiples selon les scénarios qui se réaliseront.

Les objectifs de consommation d'espace sont résumés dans les tableaux suivants :

| | Consommation d'espace à vocation dominante résidentielle Variante basse | Consommation d'espace à vocation dominante résidentielle Variante haute | Consommation d'espace à vocation économique Enveloppe 1 | Consommation d'espace à vocation économique Enveloppe 2 |
|-----------------------------|---|---|---|---|
| Albères | 56,7 | 78,2 | 33,25 | 2 |
| Basse plaine du Tech | 41,9 | 41,9 | 1,75 | 14 |
| Côte Vermeille | 30,5 | 30,5 | 1,75 | 2 |
| Vallespir | 52,3 | 63,0 | 29,25 | 17 |
| TOTAL | 194,4 | 226,5 | 66,0 | 35,0 |

| Consommation d'espace projetée sur le territoire du SCOT en fonction des scénarios | Variante basse démographique | Variante haute démographique |
|--|------------------------------|------------------------------|
| Consommation économique de la 1^{re} enveloppe | 260,4 | 295,4 |
| Consommation économique des 2 enveloppes | 292,5 | 327,5 |

La consommation foncière en extension pour le développement de l'**habitat** (incluant les espaces verts, les voiries et réseaux divers associés), d'activités artisanales et commerciales et de petits équipements associés, est limitée à **227 ha sur la période 2019-2028**.

La consommation foncière en extension pour le développement de l'**activité économique** est limitée à **101 ha** sur la même période, soit un total de **328 ha**. Si l'on y ajoute les grands équipements, l'on atteint une enveloppe maximale de **357 ha**.

Il est à noter que l'activité commerciale ne générera pas ou très peu de consommation foncière supplémentaire par rapport aux consommations déjà annoncées. En effet, le commerce se déploiera soit dans le tissu urbain, en diffus, et est prévu dans les enveloppes foncières attribuées au développement à vocation dominante d'habitat, soit dans des Sites

d'Implantation Périphériques qui présentent des capacités foncières très faibles. Dans ce cas, leur évolution s'orientera principalement vers une recomposition ou une optimisation foncière de la zone : mutualisation de bassins d'orage ou de zones de stationnement pour évoluer, réorganisation, utilisation de dents creuses ou de zones déjà artificialisées... Seuls les SIP de Reynès, Céret, Le Boulou, et Laroque-des-Albères, sont susceptibles d'évoluer dans le cadre des extensions foncières prévues pour les Parcs d'Activités Economiques avec lesquels leur périmètre se recoupe.

Le potentiel de développement économique est orienté à 85 % sur les pôles structurants que constituent Céret, Le Boulou, Elne et Argelès-sur-Mer en lien avec les capacités de développement reconnues par l'Atelier Littoral de la DGALN puis par le Schéma Territorial des ZAE de la CC Vallespir, et en réponse aux enjeux de préservation de l'environnement et de réduction des déplacements motorisés individuels défendus par le SCOT.

Le potentiel de développement résidentiel est relativement moins concentré sur les pôles, mais ces derniers canalisent néanmoins 33 à 43 % du développement urbain (selon les 2 scénarios démographiques).

Toutes vocations confondues, les 4 pôles structurants du territoire concentrent 46 à 49 % du développement urbain attendu.

4. Les économies foncières espérées

Si l'on veut comparer la consommation foncière projetée par le SCOT à la consommation foncière observée sur la dernière décennie, il nous faut ignorer l'économie réalisée grâce au réinvestissement urbain, par le comblement de dents creuses, ainsi que la consommation d'espace liée aux grands équipements. En effet, l'évaluation de la consommation passée repose sur une méthode ne permettant pas de faire la distinction entre les parcelles qui ont été urbanisées en extension et les parcelles urbanisées au sein du tissu urbain, ni d'évaluer la consommation d'espaces liée aux grands équipements.

Le tableau suivant décline les économies attendues en fonction des différents scénarios qui peuvent se réaliser.

| Economie d'espace attendue sur le territoire du SCOT en fonction des scénarios (<i>comblement de dents creuses ignoré</i>) | Variante basse démographique | Variante haute démographique |
|--|------------------------------|------------------------------|
| Consommation économique de la 1^e enveloppe | Environ 146 ha soit -34% | Environ 114 ha soit -26% |
| Consommation économique des 2 enveloppes | Environ 111 ha soit -26% | Environ 79 ha soit -18% |

En présence du SCOT, l'économie d'espace attendue est de **79 ha** au minimum, dans le cas du scénario démographique dynamique et de l'urbanisation des deux enveloppes à vocation économique. Cette économie peut atteindre 146 ha, dans le cas du scénario

démographique moins dynamique et de la seule urbanisation de la première enveloppe à vocation économique. Dans tous les cas, ces économies sont minorées car le réinvestissement urbain permet de gagner 28,4 ha supplémentaires par le comblement en dents creuses, auquel s'ajoute la mobilisation des logements vacants.

Ainsi, si l'on comptabilise les économies qui seront réalisées grâce au comblement des dents creuses, on atteint les réductions de consommation d'espace suivantes :

| Economie d'espace attendue sur le territoire du SCOT en fonction des scénarios (comblement de dents creuses considéré) | Variante basse démographique | Variante haute démographique |
|--|------------------------------|------------------------------|
| Consommation économique de la 1^e enveloppe | -40% | -33% |
| Consommation économique des 2 enveloppes | -32% | -25% |

Ces économies sont liées à la densification des opérations d'habitat et à la limitation des urbanisations à vocation commerciale ou économique.

En effet, l'objectif de densification des opérations d'habitat est de 25 log/ha sur l'ensemble du territoire, 30 log/ha sur les pôles structurants (densité pouvant dépasser les 35 log/ha dans le cas du scénario d'accueil dynamique) et la Côte Vermeille, et 20 log/ha ailleurs. La surface dédiée aux équipements est évaluée à 25 % des surfaces allouées au logement à Argelès-sur-Mer et 10 % ailleurs.



Figure 21. Vue sur « Les Chartreuses » et la plaine du Tech

D. Incidences notables prévisibles du SCOT sur les sites Natura 2000

L'article R.141-2 du Code de l'Urbanisme stipule que le rapport de présentation du SCOT « Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ».

Les dispositions de l'article R.414-19 du Code de l'Environnement stipulent que doivent notamment faire l'objet d'une évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000, en application de l'article L.414-4, « les plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation environnementale au titre du I de l'article L. 122-4 du présent code et des articles L. 104-1 et L. 104-2 du Code de l'Urbanisme ». Ainsi, le SCOT Littoral Sud, dont le territoire comporte plusieurs sites Natura 2000, doit faire l'objet d'une « évaluation des incidences Natura 2000 ».

Cette évaluation analyse les incidences du schéma sur les sites Natura 2000, au regard des objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant justifiés la désignation du site.

Le présent focus décrit de manière synthétique les principales caractéristiques des sites Natura 2000 présents sur le territoire du SCOT et expose les incidences prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur ces sites.

1. Les sites Natura 2000 sur le territoire du SCOT Littoral Sud

Le territoire du SCOT et de son chapitre individualisé valant schéma de mise en valeur de la mer est concerné par sept sites Natura 2000.

Décrits au sein du rapport de présentation (Etat Initial de l'Environnement et volet « Situation existante et perspectives d'évolution » du chapitre individualisé valant SMVM), ces sites couvrent respectivement 18 % et 80 % de la superficie du territoire du SCOT et du chapitre individualisé valant SMVM.

Les caractéristiques générales de ces sites sont brièvement détaillées en suivant (cf. tableau).

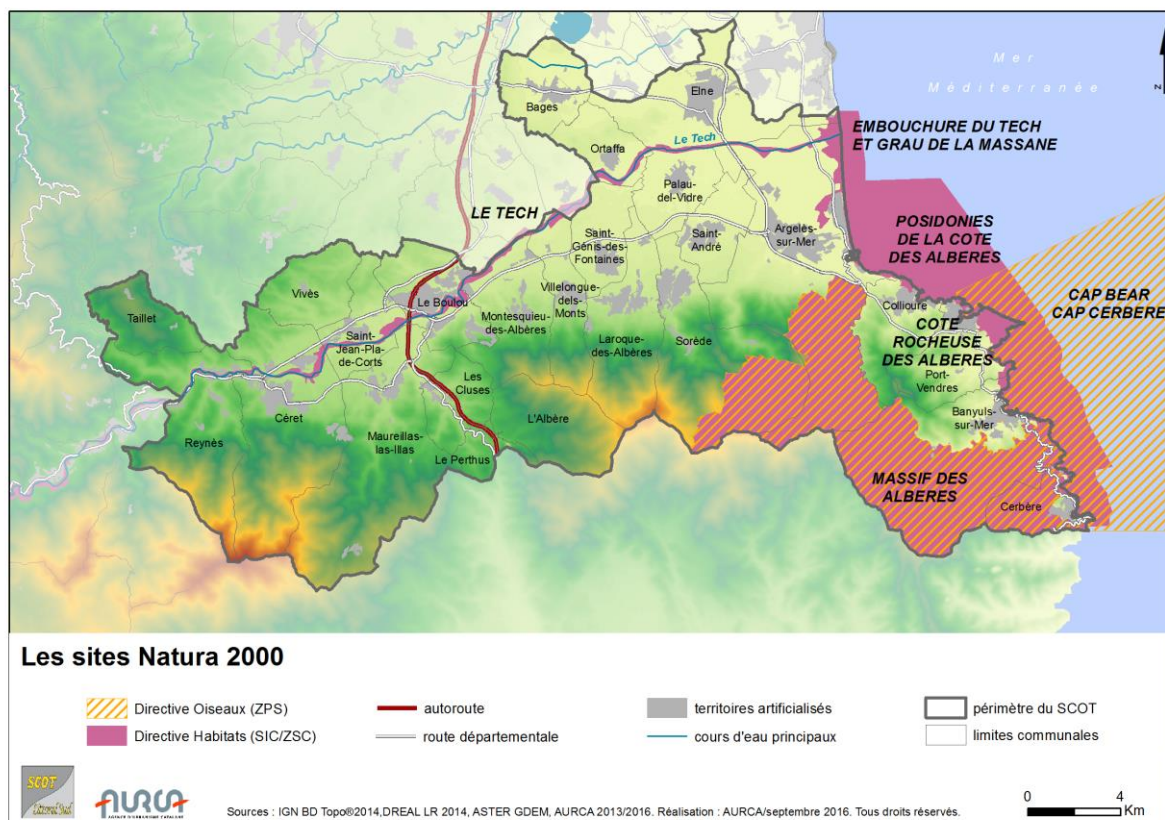


Figure 22. Les sites Natura 2000 sur le territoire du SCOT



| Nom du site | Code / Directive* | Etat d'avancement du DOCOB | Habitats naturels et espèces justifiant la désignation du site** | Superficie totale du site / Part du site dans le territoire | Principales menaces potentielles | Domaine |
|---|-------------------|----------------------------|--|---|---|--------------------------------|
| Le Tech | FR9101478 / DH | validé | - 2 habitats : Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> , Forêts-galeries à <i>Salix alba</i> et <i>Populus alba</i> . - 12 espèces (invertébrés, mammifères, poissons) : Ecrevisse à pattes blanches, Desman des Pyrénées... | 1464 ha SCOT : 1,5% CI-SMVM : 0% | - Les aménagements ou ouvrages de prévention du risque inondation. - La pression touristique (dérangement, pollution...) - Les pressions qualitatives (pollution diffuse agricole, industrielle, rejet des STEP) et quantitatives sur la ressource. | continental |
| Embouchure du Tech et grau de la Massane | FR9101493 / DH | en cours | - 8 habitats : Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine, Dunes fixées du littoral du <i>Crucianellion maritima</i> ... - 2 espèces (invertébré et poisson) : Cordulie à corps fin et Barbeau méridional. | 956 ha SCOT : 0,6% CI-SMVM : 12,5% | - La pression touristique (dérangement, pollution...). | 68% maritime / 32% continental |
| Côte rocheuse des Albères | FR9101481 / DH | validé | - 4 habitats : Galeries et fourrés riverains méridionaux, Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique... | 733 ha SCOT : 1,1% CI-SMVM : 7,4% | - La pression touristique (dérangement, pollution...). | continental |
| Massif des Albères | FR9101483 / DH | validé | - 9 habitats : Mares temporaires méditerranéennes, Formations herbeuses à <i>Nardus</i> ... - 8 espèces (invertébrés, mammifères et reptiles) : Emyde lépreuse, Rosalie des Alpes... | 6994 ha SCOT : 14,5% CI-SMVM : 2,9% | - Le risque feu de forêt. - Les aménagements ou ouvrages de prévention du risque inondation. - La pression touristique. | continental |
| | FR9112023 / DO | validé | - 15 espèces d'oiseaux : Aigle de Bonelli, Circaète Jean-le-blanc... | 7113 ha SCOT : 14,8 % CI-SMVM : 4,5% | - Les mutations agricoles et pastorales. - Le développement de l'éolien. | |
| Posidonies de la côte des Albères | FR9101482 / DH | validé | - 4 habitats : Herbiers de posidonie, Grottes marines submergées ou semi-submergées... - 1 espèce (mammifère) : Grand dauphin. | 4229 ha SCOT : 0 % CI-SMVM : 47,2% | - La pression touristique (dérangement, pollution...) - Les pollutions d'origine terrestre (portuaires, urbaines...). | maritime |
| Cap Béar - Cap Cerbère | FR9112034 / DO | en cours | - 13 espèces d'oiseaux : Puffin des Baléares, Sterne caugek... | 38450 ha SCOT : 0 % CI-SMVM : 41,5% | - La pression touristique. - L'activité de pêche. - Le trafic maritime commercial. - La prospection des gisements éoliens marins. | maritime |

* DO : au titre de la « Directive Oiseaux, 79/409/CEE » ; DH : au titre de la « Directive Habitat Faune Flore. 92/43/CEE ».

** Énumération non exhaustive des habitats naturels et espèces.

2. Incidences prévisibles de la mise en œuvre du SCOT sur les sites Natura 2000

Au travers du PADD, le SCOT affiche la volonté de « préserver la biodiversité, patrimoine naturel remarquable du territoire ». La mise en œuvre de cette orientation se traduit notamment par des mesures liées à la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques, la gestion durable de la forêt et la sauvegarde des espaces d'intérêt écologique, support d'une riche biodiversité. Les sites Natura 2000 sont pleinement intégrés à ces espaces qu'il convient de préserver.

De manière directe ou indirecte, d'autres orientations, mises en avant dans le PADD, contribuent à la préservation des milieux naturels et par conséquent des sites Natura 2000. Il s'agit notamment de :

- Préserver et gérer durablement les ressources en eau et les milieux aquatiques,
- Préserver la biodiversité, patrimoine naturel remarquable du territoire,
- Prévenir et limiter les risques, pollutions et nuisances, réduire la vulnérabilité,
- Garantir la préservation des paysages et accompagner leur évolution,
- Soutenir et renforcer les activités agricoles, sylvicoles, pastorales et halieutiques,
- Pérenniser et adapter le développement du littoral à la fragilité des milieux.

Déclinant les ambitions du PADD, le DOO, via les orientations et objectifs en vue de « préserver et valoriser les atouts du territoire, ses ressources et ses paysages » participe à la sauvegarde des sites appartenant au réseau Natura 2000 en articulant la protection de ces espaces avec les approches urbanistiques et économiques développées en parallèle. L'ensemble des sites Natura 2000 présents sur le territoire y sont identifiés comme milieux d'intérêt écologique qu'il convient de protéger. Différentes orientations inscrites dans le DOO participent directement à cette protection.

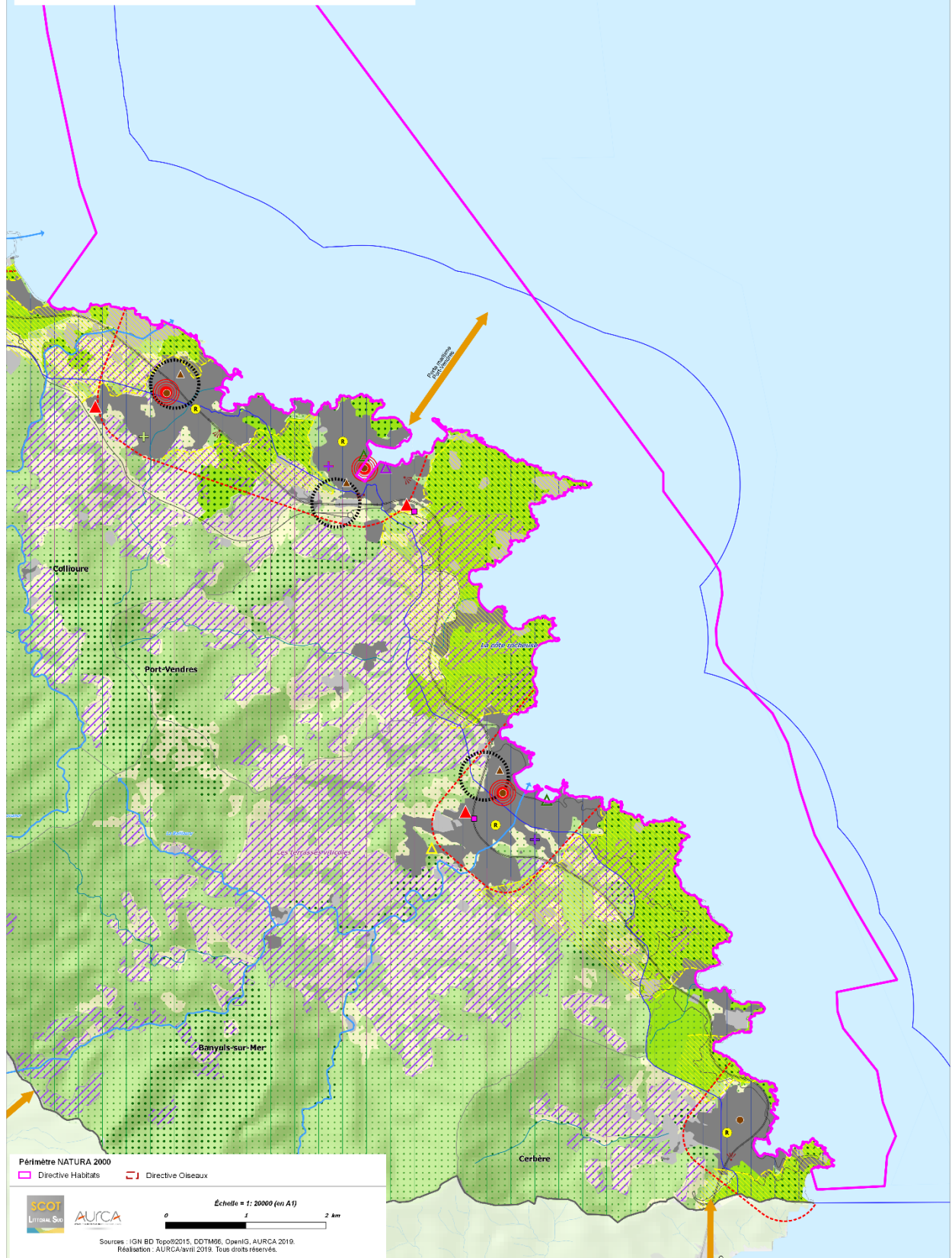
Le chapitre individualisé valant SMVM vise tout particulièrement à concilier le développement économique et démographique du littoral et la protection des espaces naturels maritimes et littoraux. La préservation et la mise en valeur de ces espaces, dont les sites Natura 2000 font partie intégrante, constituent une des orientations fondamentales du chapitre individualisé valant SMVM. Celui-ci rappelle par ailleurs les deux listes (nationale et locale) qui déterminent les activités et aménagements soumis à évaluation des incidences Natura 2000.

L'analyse « site par site » suivante examine plus spécifiquement les incidences prévisibles positives et négatives, directes et indirectes de la mise en œuvre du SCOT sur les sites Natura 2000.



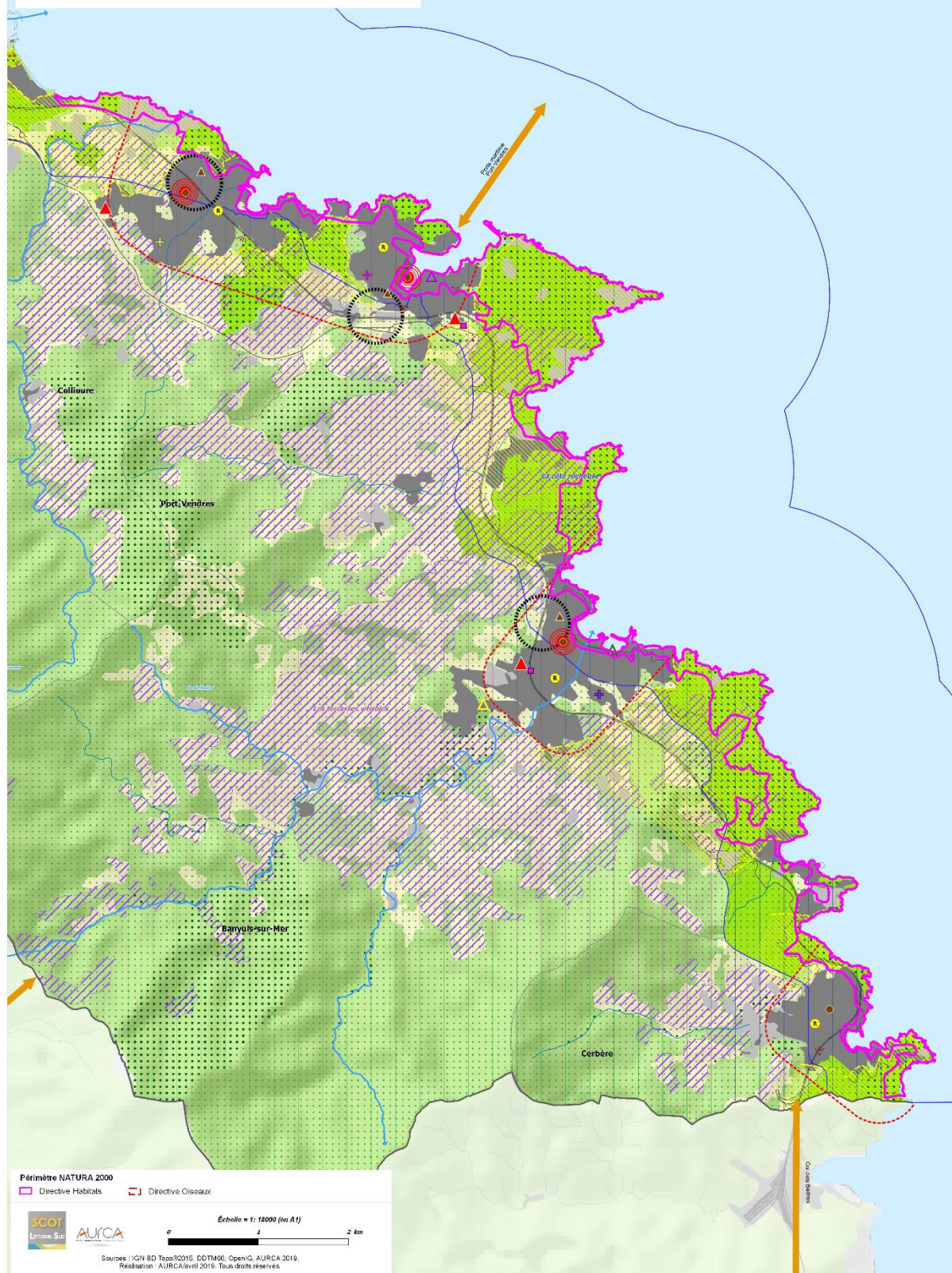
2 : Posidonie de la côte des Albères

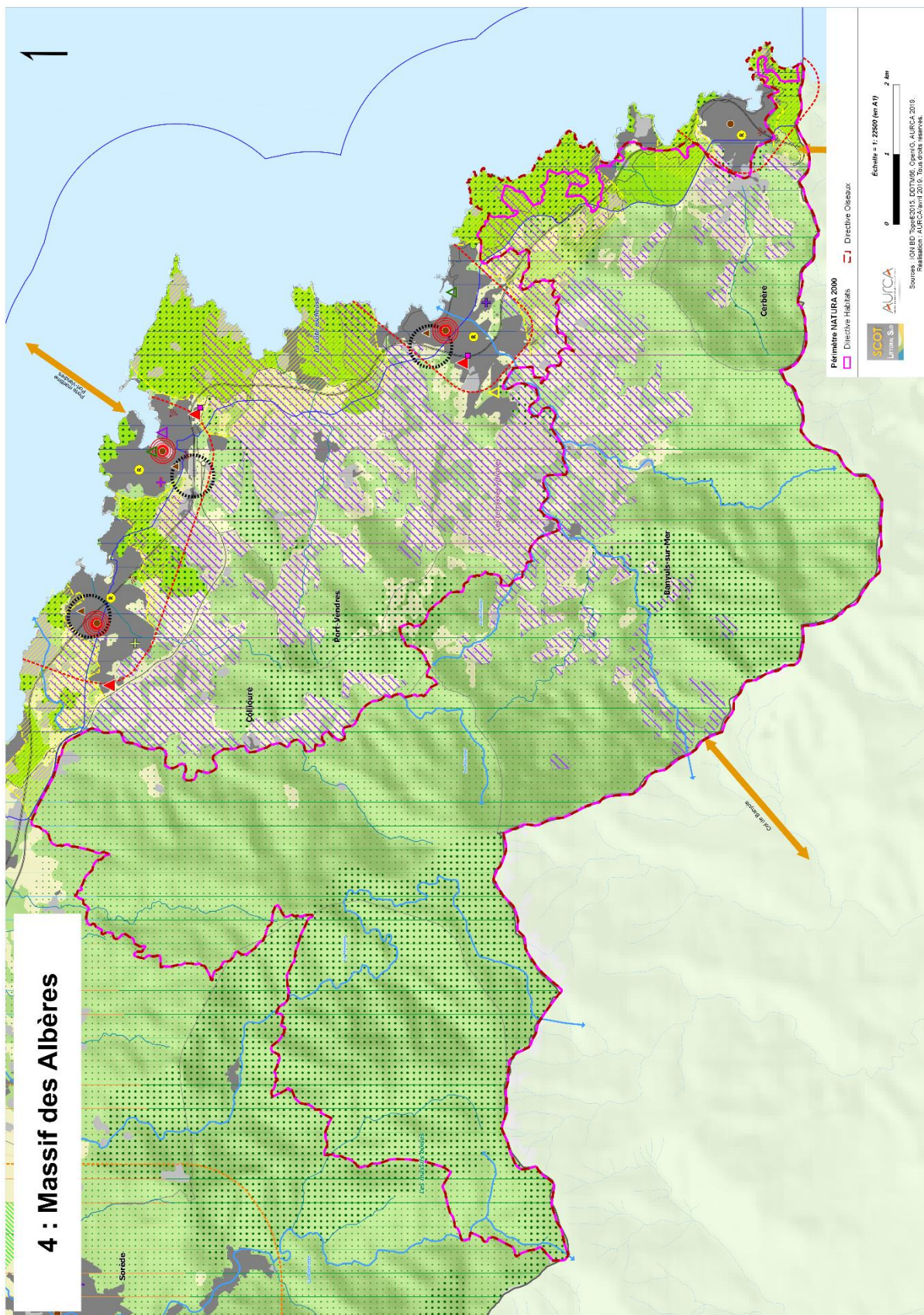
1



3 : Côte rocheuse des Albères

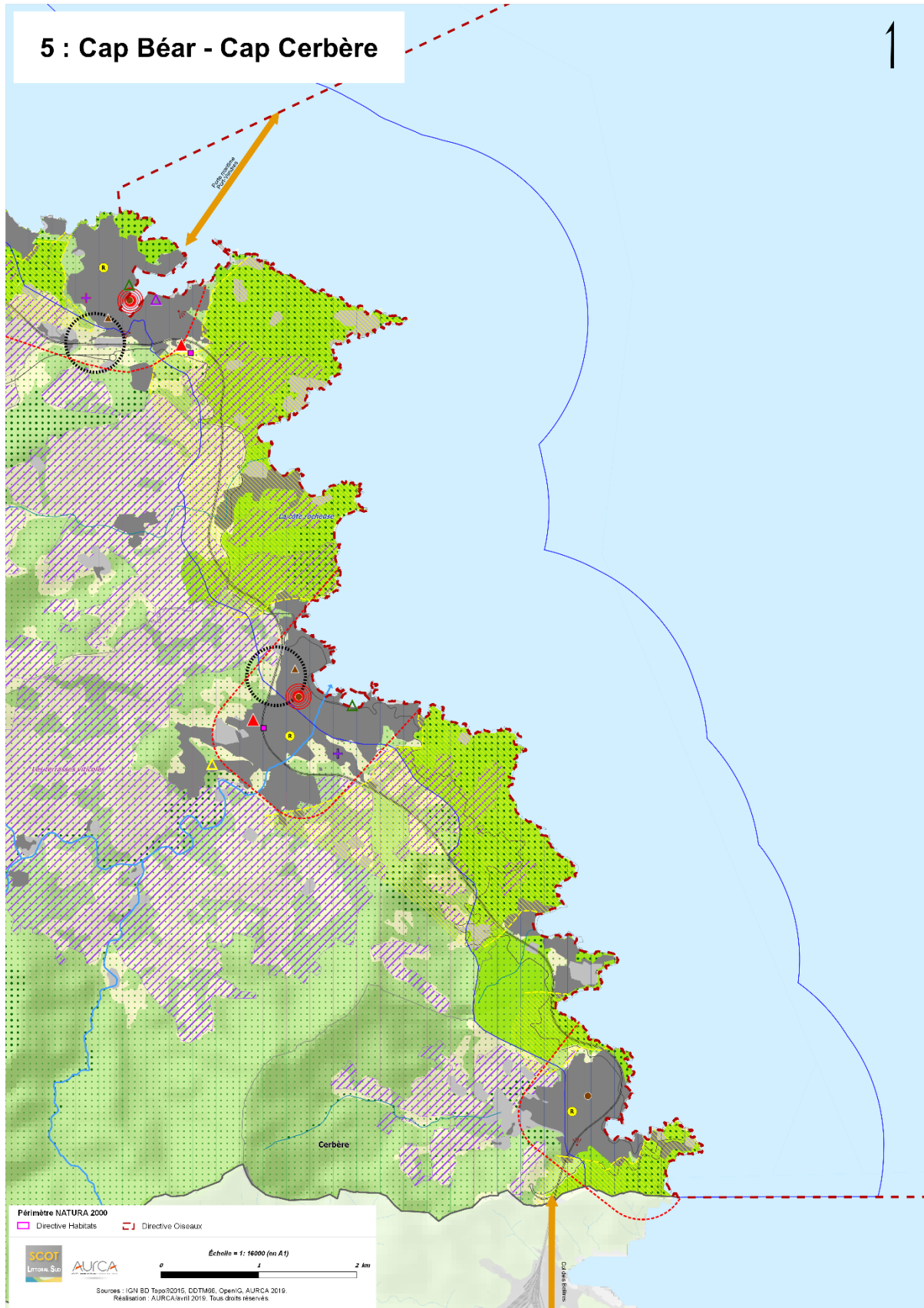
1





5 : Cap Béar - Cap Cerbère

1



2.1. Le site « Côte rocheuse des Albères »

Ce site forme une mince bande continue le long de la côte rocheuse entre la frontière espagnole et le sud de la plage du Racou. Il présente la particularité de couvrir des espaces urbanisés ou artificialisés (cœurs de ville, ports, voirie...).

La déclinaison et la représentation spatiale des modalités d'application de la loi Littoral dans le DOO (espaces remarquables, bande des 100 mètres, coupures d'urbanisation et espaces proches du rivage) concourent grandement à la protection du site Natura 2000. En effet, en dehors des anses urbanisées que forment les cœurs urbains des communes de la Côte Vermeille, l'identification de la bande des 100 mètres, des coupures d'urbanisation et des espaces remarquables permet de limiter les pressions sur le site. Néanmoins, quelques projets, liés à des extensions urbaines, ou des nouveaux aménagements, peuvent se déployer dans cet espace. Il s'agit d'un des projets d'extension limitée de l'urbanisation de Port-Vendres, au sud-est de la commune au lieu-dit « Les Tamarins ». Il s'agit également du projet d'extension limitée des Aloès à Cerbère, qui viendrait recouper très à la marge (sur une surface cumulée de moins de 1 000 m²) le site communautaire. En tout, ces projets couvrent environ 2,5 ha. Sur les deux communes, ces extensions se font sur des espaces déjà en partie artificialisés (présence de constructions et de voirie). En outre, une évaluation environnementale *a priori* des incidences de l'ouverture de l'urbanisation du secteur des Tamarins a déjà été réalisée et conclut sur la faiblesse de la valeur écologique du site. En effet, ce site, occupé pour moitié par du maquis dense, et pour moitié par des friches rudérales et des habitations, se localise en marge du Cap Béar, concerné par un certain nombre de périmètre à statuts (Natura 2000, ZNIEFF, Réservoir de biodiversité du SRCE, etc.), mais est situé en limite de l'urbanisation actuelle, et présente ainsi peu d'enjeux avérés ou potentiels. Pour ces raisons, l'ouverture à l'urbanisation de ce petit secteur en partie déjà anthropisé, aurait une incidence faible sur le patrimoine naturel communal. Des mesures d'atténuation avant travaux et pour la réalisation des aménagements sont proposées.

Dans le cadre du chapitre individualisé valant SMVM, la détermination de la vocation des espaces littoraux contribue à la préservation des milieux naturels composant ce site communautaire.

Les projets de réhabilitation ou requalification des infrastructures portuaires existantes constituent une source de pression pour le site Natura 2000, principalement dans la phase travaux. Toutefois, le respect d'éléments de cadrage environnementaux et la localisation de ces infrastructures sur des espaces déjà sous forte influence anthropique (au sein des anses urbanisées) tendent à atténuer les incidences sur le site. En outre, certains projets sont déjà avancés et ont déjà obtenus l'autorisation de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale ; c'est le cas du projet de troisième quai à Port-Vendres, ainsi que celui de la réhabilitation du port de Banyuls-sur-Mer.

Durant la période estivale, la pression touristique (piétinement, dérangement, pollution...) constitue la principale menace pour les différents habitats et espèces présents sur le site. Afin de répondre à cette problématique, le chapitre individualisé

valant SMVM souligne qu'au sein des espaces naturels littoraux, les cheminements piétons les plus fréquentés (accès aux plages, promenade) doivent être identifiés et balisés par le biais d'aménagements adéquats afin de canaliser les usagers. De façon similaire, les zones de stationnement et les bas-côtés des voies carrossables doivent faire l'objet d'aménagements permettant de limiter les stationnements « sauvages ».

De plus, la relocalisation de certains parkings de plage en rétro-littoral, la mise en place de politiques communales ou supracommunales de stationnement et l'objectif de la réalisation de schémas d'aménagement de plage sur des secteurs à enjeux et usages multiples participent à réduire les menaces découlant de la sur-fréquentation du site durant la période estivale.

En bordure du site, le projet d'amélioration de la RD914 (rectification de virages), sur la commune de Port-Vendres, constitue une menace pour les habitats naturels situés à proximité. Néanmoins, le chapitre individualisé valant SMVM souligne que les nouveaux aménagements liés à améliorer l'accessibilité terrestre du territoire doivent prendre en compte la préservation des espaces agricoles et naturels ainsi que le maintien des fonctionnalités écologiques. Les incidences liées à la phase de travaux apparaissent les plus problématiques (dérangement, destruction...).

Ainsi, les orientations et objectifs du SCOT et de son chapitre individualisé valant SMVM engendrent des incidences légèrement négatives sur le site Natura 2000 « Côte rocheuse des Albères ».

2.2. Les sites « Massif des Albères »

Sur la partie orientale du massif des Albères, du bord de mer jusqu'à plus de mille mètres d'altitude, ces sites, relatifs à la Directive Habitat et à la Directive Oiseaux, dont les périmètres se confondent quasiment, accueillent une série remarquable d'étages de végétation.

La déclinaison et la représentation spatiale des modalités d'application de la loi Littoral dans le DOO (espaces remarquables, bande des 100 mètres, coupures d'urbanisation et espaces proches du rivage) concourent grandement à la protection du site Natura 2000. En effet, l'intégralité du site communautaire dans sa partie littorale est classée en espace remarquable au titre de la loi Littoral et bénéficie à ce titre d'une protection stricte, à l'exception de deux poches artificialisées et dégradées sur le territoire de Cerbère, dont l'état ne justifie pas le classement en espace remarquable et sur lesquelles des projets d'urbanisation pourraient voir le jour. En effet, le projet d'extension d'urbanisation des Aloès sur Cerbère se situe quasi intégralement au sein du site communautaire (1,6 ha sur 1,9 ha de l'emprise de l'extension projetée) et peut donc générer des incidences directes sur le site (destruction d'habitats, dérangement...).

En dehors de ces espaces « littoraux », le site est largement situé hors périmètre du chapitre individualisé valant SMVM.

En arrière-pays, ce site est considéré comme un milieu d'intérêt écologique secondaire et bénéficie d'orientations de protection. Celles-ci sont renforcées par la déclinaison de la loi Montagne formulée dans le SCOT.

Les orientations et objectifs du SCOT ne portent pas atteinte à la diversité biologique et à la qualité paysagère remarquable de ces sites, principalement composés de parcelles viticoles, maquis et forêt méditerranéenne.

En effet, le DOO veille à préserver durablement l'ensemble des parcelles viticoles du Cru Banyuls-Collioure, protéger les milieux d'intérêt écologique, respecter les continuités écologiques, limiter la consommation foncière et le mitage, préserver le paysage patrimonial des coteaux viticoles de la Côte Vermeille et assurer la protection du massif boisé en facilitant les conditions de valorisation de la forêt, en encadrant la fréquentation humaine (accessibilité, signalisation, information) et en assurant leur entretien pour la défense contre le risque incendie (maintien ou implantation d'éleveurs ou d'exploitants forestiers). Ces orientations contribuent à apporter une réponse face aux principales menaces auxquelles le site est exposé (pression touristique, risque incendie, mutations agricoles et pastorales).

De plus, le SCOT souligne qu'il convient de limiter l'artificialisation des berges des cours d'eau et de privilégier les méthodes douces de prévention du risque inondation ; des orientations en faveur d'une prévention des risques n'allant pas à l'encontre du fonctionnement naturel des écosystèmes aquatiques.

Par ailleurs, le SCOT interdit l'installation d'éoliennes sur ces sites, ce qui est favorable au maintien de la grande diversité de l'avifaune présente sur les sites.

Ainsi, les orientations et objectifs du SCOT et de son chapitre individualisé valant SMVM engendrent des incidences légèrement négatives sur les sites Natura 2000 « Massif des Albères ».

2.3. Le site « Le Tech »

Le Tech, cours d'eau principal du territoire, s'écoule selon une orientation ouest-est. De Reynès au Boulou, il traverse le territoire puis de Montesquieu-des-Albères à son embouchure, il longe approximativement la frontière septentrionale du territoire. Le territoire du SCOT est couvert à environ 60% par son bassin versant. Pour rappel, l'embouchure du cours d'eau est couverte par un autre site Natura 2000.

En préambule, il importe de souligner que l'état écologique du cours d'eau est aussi dépendant des pressions liées aux aménagements, travaux, usages et activités qui se déploient au sein du bassin versant en amont du territoire du SCOT, même si celles-ci se concentrent majoritairement à l'aval.

Les trois projets de création ou requalification de franchissements aériens routiers du Tech, identifiés dans le DOO, seront réalisés dans le souci particulier de préserver les continuités écologiques. En ces lieux, le site sera donc soumis à des pressions relativement importantes durant la phase de travaux ; par la suite, la configuration

des ouvrages devrait limiter les impacts sur le cours d'eau et la ripisylve une fois la phase de travaux terminée.

Les orientations liées à la mise en œuvre des politiques relatives à la structuration et l'organisation des zones urbaines, économiques et commerciales du territoire peuvent engendrer des incidences non négligeables sur les milieux aquatiques et donc indirectement sur le site Natura 2000 : aggravation des pollutions urbaines, des phénomènes d'inondation, hausse de la fréquentation...

Le DOO affirme la volonté de maintenir et restaurer le fonctionnement écologique des cours d'eau. Le respect des orientations suivantes contribue à l'atteinte de cet objectif et est essentiel afin de limiter les incidences liées aux politiques urbaines et économiques évoquées précédemment :

- conditionner les extensions urbaines au bon fonctionnement du parc épuratoire et à la bonne gestion des eaux pluviales,
- prioriser l'urbanisation dans les secteurs où l'adduction en eau potable est possible grâce aux réseaux existants et où la ressource est disponible,
- poursuivre les efforts d'équipement en matière d'assainissement, et mettre en place un traitement tertiaire sur les stations d'épuration qui le nécessitent
- limiter l'artificialisation des berges des cours d'eau et privilégier les méthodes douces de prévention des risques d'inondation,
- intégrer les zones d'expansion des crues et les espaces de mobilité des cours d'eau dans les documents d'urbanisme locaux, et plus généralement les espaces de bon fonctionnement nécessaires aux cours d'eau, zones humides, nappes souterraines et milieux côtiers,
- limiter les risques de pollution diffuse agricole et urbaine par le maintien ou la restauration de zones tampons permettant l'infiltration et l'épuration des eaux (haies, fossés, noues...),
- favoriser le lien entre zone urbaine et cours d'eau en réfléchissant aux connexions piétonnes ou cyclables.

L'ensemble de ces orientations concourt à répondre à certaines menaces qui s'exercent sur ce site (pression touristique, aménagements pour la prévention du risque inondation allant à l'encontre du fonctionnement naturel des écosystèmes aquatiques et pollution diffuse urbaine et agricole).

En outre, de nombreuses orientations du DOO visent à pérenniser la ressource en eau et relaient le SAGE Tech Albères, désormais approuvé, qui édicte dans son règlement de ne pas augmenter le volume global prélevé sur le Tech en période d'étiage.

Ainsi, les orientations et objectifs du SCOT et de son chapitre individualisé valant SMVM engendrent des incidences légèrement négatives sur le site Natura 2000 « Le Tech ». Néanmoins, ces incidences s'exprimeraient en l'absence de SCOT puisque les projets routiers énoncés ci-dessus sont portés par le Département et les collectivités territoriales. En outre, elles sont atténuées par des orientations du SCOT visant la préservation des milieux aquatiques.

2.4. La partie terrestre du site « Embouchure du Tech et grau de la Massane »

Cette partie du site correspond à l'embouchure du Tech, au linéaire sableux d'Argelès-sur-Mer et aux zones humides rétro-littorales du Tamariguer.

La représentation spatiale des modalités d'application de la loi Littoral (espaces remarquables, coupures d'urbanisation, bande des cent mètres et espaces proches du rivage) concourt grandement à la protection du site face aux pressions liées aux extensions urbaines, nouvelles constructions ou nouveaux aménagements. En effet, la quasi intégralité du site est classée en espace remarquable, et le reliquat est couvert par une coupure d'urbanisation.

Cependant, sur la commune d'Argelès-sur-Mer, pôle structurant identifié dans le SCOT, la mise en œuvre des politiques relatives à la structuration et l'organisation des zones urbaines ainsi qu'au projet de développement économique peut engendrer des pressions sur le site (augmentation de la fréquentation humaine, accentuation des phénomènes de ruissellement...). Deux projets se localisent à proximité du site Natura 2000 : le projet urbain stratégique « Port quartier-Port jardin » et l'extension limitée « Les Paganes », tous deux sur la commune d'Argelès-sur-Mer. Le conditionnement des extensions urbaines au bon fonctionnement du parc épuratoire et à la bonne gestion des eaux pluviales contribue à minimiser les incidences. Il est à souligner le retrait du projet d'extension du bassin portuaire d'Argelès-sur-Mer entre le précédent SCOT et celui-ci ; ce retrait peut être considéré comme une mesure d'évitement d'incidences environnementales potentiellement notables.

En outre, le projet de création d'un barreau routier assurant la liaison entre la RD914 et la RD81, bien que situé hors du site Natura 2000, pourrait s'accompagner d'une augmentation de la fréquentation de ces espaces

Afin de limiter les incidences sur les écosystèmes littoraux, une exigence environnementale élevée est requise pour tous travaux et aménagements sur les plages et le trait de côte autorisés au titre du chapitre individualisé valant SMVM. Tout projet, non autorisé au titre du chapitre individualisé valant SMVM, participant à l'accentuation de l'artificialisation du rivage est proscrit en l'absence de réelles mesures réductrices et/ou compensatoires.

La pression touristique (sur-fréquentation, dégradation, pollution...) durant la période estivale constitue la principale menace pour les habitats naturels et espèces présents sur ce site. De nombreuses orientations inscrites au sein du chapitre individualisé valant SMVM vise à répondre à cette problématique :

- au sein des espaces naturels littoraux, l'identification et le balisage, par le biais d'aménagements adéquats, des cheminements piétons les plus fréquentés afin de canaliser les usagers (accès aux plages, promenade) ainsi que la limitation des stationnements « sauvages » par des aménagements des zones de stationnement et des bas-côtés des voies carrossables,
- la relocalisation de certains parkings de plage en rétro-littoral,
- la mise en place de politiques communales et supracommunales de stationnement, et notamment l'interdiction de création de parking majeur,

- l'objectif de réalisation de schémas d'aménagement de plage sur des secteurs à enjeux et usages multiples,
- sur la partie nord d'Argelès-plage, la pose de ganivelles ou autres aménagements légers de même type contribue à la restructuration de l'arrière-plage sablonneuse, à la préservation des écosystèmes dunaires et à la diminution des pertes en matériaux.

Ainsi, les orientations et objectifs du SCOT et de son chapitre individualisé valant SMVM n'engendrent pas d'incidences notables sur la partie terrestre du site Natura 2000 « Embouchure du Tech et grau de la Massane ».

2.5. Les sites maritimes « Posidonies de la côte des Albères », « Cap Béar - Cap Cerbère » et la partie maritime du site « Embouchure du Tech et grau de la Massane »

En termes de superficie, ces sites couvrent 93% de l'espace maritime compris au sein du périmètre du chapitre individualisé valant SMVM.

La sauvegarde des fonds marins et le maintien de la qualité des eaux sont indispensables à la préservation de la grande diversité de ces sites en termes d'habitats et d'espèces ; cette diversité est notamment représentée par les habitats naturels remarquables suivants : herbiers de Posidonies, coralligène, gravelles à Amphioxus et trottoir à Lithophyllum. La pression touristique (dérangement, pollution, dégradation des fonds) ainsi que les pollutions d'origine portuaire et terrestre constituent les principales menaces auxquelles ces sites sont soumis.

Malgré les nombreuses orientations du DOO et du chapitre individualisé valant SMVM en faveur de la préservation du milieu marin, l'accroissement démographique et le développement économique du territoire du SCOT constituent inévitablement une source de pressions pour le milieu marin (les eaux littorales constituant le réceptacle des pollutions d'origine terrestre). Néanmoins, celles-ci sont largement atténuées par la mise en œuvre du SCOT, qui permet d'harmoniser, d'encadrer et d'accompagner le développement à l'échelle supracommunale relativement à une situation sans SCOT dans laquelle l'accueil de population et d'activités se poursuivrait sans cet encadrement.

Dans le DOO, les nombreuses orientations visant à maintenir ou restaurer le fonctionnement écologique des milieux aquatiques contribuent largement à réduire les pollutions d'origine terrestre affectant le milieu marin.

Le chapitre individualisé valant SMVM appuie et précise cette volonté par des orientations portant sur les espaces littoraux et maritimes. Limiter les impacts des activités humaines sur le milieu marin, garantir la qualité de l'eau et favoriser la sauvegarde des richesses naturelles marines constituent en effet des objectifs « cadres » portés par le chapitre individualisé valant SMVM. L'atteinte de ces objectifs passe notamment par la mise en œuvre des orientations suivantes, visant à :

- limiter les pollutions d'origine terrestre, en respectant les orientations du DOO liées à la problématique des pollutions diffuses agricoles et urbaines, en encourageant une réflexion spécifique sur la gestion des eaux pluviales et en assurant un suivi particulier des systèmes d'assainissement collectif et non collectif,
- limiter les pressions et pollutions d'origine portuaire et maritime, en visant une haute qualité environnementale des services portuaires, en encadrant le développement de la plaisance, en envisageant une mutualisation des moyens de lutte contre les petites ou moyennes pollutions maritimes accidentelles de type nappe d'hydrocarbures, en excluant la possibilité de réaliser toute opération de clapage, et de manière générale, en requérant une exigence environnementale élevée pour tous aménagements, travaux ou activités pouvant avoir un impact négatif sur le fonctionnement et la préservation des écosystèmes marins, notamment pour ceux qui touchent directement au trait de côte (réhabilitation des équipements portuaires, opération de réensablement des plages,...),
- conduire une stratégie d'accessibilité coordonnée depuis la mer vers la terre en en identifiant de nouvelles zones de mouillages organisés limitant le mouillage forain.

De plus, la volonté affichée de mener une réflexion sur l'identification d'une trame bleue marine participent à la préservation de la biodiversité marine.

Par ailleurs, l'installation d'éoliennes en mer n'est pas autorisée au sein du périmètre du chapitre individualisé valant SMVM. Cette mesure est favorable à la sauvegarde de la grande diversité de l'avifaune présente sur ces sites.

Ainsi, les orientations et objectifs du SCOT et de son chapitre individualisé valant SMVM engendrent des incidences positives sur les sites Natura 2000 « Posidonies de la côte des Albères », « Cap Béar - Cap Cerbère » et la partie maritime du site « Embouchure du Tech et grau de la Massane ».

2.6. Synthèse des incidences

Les sites Natura 2000 présentent des enjeux de conservation modérés à forts, sans qu'il soit aisé de les hiérarchiser. En effet, tous les sites présentent plusieurs habitats et espèces d'intérêt communautaire et sont soumis à des risques liés au développement urbanistique lié à la croissance démographique et à l'afflux touristique saisonnier.

De façon générale, une urbanisation et un développement des activités y sont permises, mais doivent respecter un caractère économe en espace et se déployer de la manière la plus réfléchie possible au regard des enjeux naturalistes. La fragmentation par l'urbanisation et l'implantation d'éoliennes sont proscrites, cette dernière interdiction étant issue de l'application des orientations de protection des unités paysagères sensibles.

Le PADD et le DOO, en définissant sur l'ensemble du territoire du SCOT, des orientations et objectifs de densification et de renouvellement urbain, mais aussi de meilleure protection des milieux aquatiques, d'offre d'espaces de nature en ville, ou encore de maintien d'espaces agricoles et naturels de proximité, contribuent à réduire l'impact de l'accueil à venir de population et d'activités sur le territoire et de fait sur les espaces Natura 2000.

Néanmoins, certaines orientations du SCOT se déploient dans l'emprise des sites Natura 2000. Il s'agit des orientations de réhabilitation et de requalification de certains équipements portuaires, de certains projets d'extensions d'urbanisation limitée, de création et de requalification de trois franchissements aériens du Tech et enfin de création d'un barreau routier reliant la RD81 et la RD 914 et de la modernisation de la RD914. Ces projets sont stratégiques pour le territoire et ont été calibrés après avoir évité et réduit des scénarios de projets plus impactants (extension de bassin portuaire, extensions d'urbanisation plus étendues...).

Le SCOT Littoral Sud présente des incidences mitigées sur le réseau Natura 2000. Il est délicat de distinguer les incidences de la mise en œuvre du SCOT sur le territoire car certains projets sont portés par ailleurs, c'est le cas des projets routiers et portuaires. En outre, les extensions d'urbanisation s'accompagnent de potentielles incidences directes et indirectes légèrement négatives, néanmoins, en l'absence de SCOT, les communes pourraient porter des projets d'extension plus gourmands et non harmonisés.

Enfin, il est à noter que le SCOT propose un cadre de développement, toutefois, la réalisation des projets sera conditionnée aux résultats de leurs études d'impacts.

A. Indicateurs de performance du SCOT

B. Indicateurs spécifiques au CI-SMVM

C. Indicateurs de l'état environnemental du territoire

IV. Dispositif de suivi environnemental du SCOT et de l'état du territoire

Afin d'évaluer l'efficacité de la mise en œuvre du SCOT sur l'état environnemental du territoire, différents indicateurs peuvent être retenus. Aucun indicateur ne présente toutes les qualités recherchées à la fois en termes de capacité à refléter la réalité, de robustesse, de simplicité d'acquisition et de compréhension.

Par ailleurs, le SCOT n'est qu'une des politiques mises en œuvre parmi d'autres et il est difficile voire impossible de distinguer ses effets des conséquences d'autres politiques sectorielles ou géographiques, et d'interventions de collectivités, d'entreprises ou de particuliers.

Aussi, est-il proposé ici une longue liste d'indicateurs, comme un épais faisceau d'indicateurs, répartis en trois catégories : les indicateurs de performance du SCOT, qui traduisent l'efficacité de la mise en œuvre du SCOT, les indicateurs spécifiques au CI-SMVM, qui traduisent l'efficacité de la mise en œuvre du CI-SMVM, et les indicateurs de suivi de l'état environnemental du territoire, qui peuvent témoigner d'autres politiques ou interventions, mais qui restent intéressants en tant qu'outils de veille et d'alarme sur le territoire.

Tous les indicateurs ne pourront vraisemblablement pas être renseignés, le Syndicat Mixte du SCOT, devra, une fois le SCOT approuvé, opérer un tri parmi ces différents indicateurs, en fonction des moyens dont il se dotera. De ce fait, il est fait état en suivant des **indicateurs prioritaires**, qui apparaissent dans des cases blanches, tandis que les indicateurs moins importants apparaissent dans des cases en couleur. Les sources de données sont annoncées à titre indicatif.

La performance du SCOT sera évaluée à partir de son approbation.

A. Indicateurs de performance du SCOT

1. Les indicateurs de suivi de l'occupation des sols

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|--|---|----------------------|
| Surface de la tache artificielle et progression relative, sur l'ensemble du territoire et par secteur géographique | Photos satellitaires / Orthophotos traitées / BDD Majic | Selon disponibilités |
| Evolution de l'occupation des sols par catégorie d'occupation des sols (agricoles, naturelles et forestières, urbanisées ou artificialisées) | Données d'occupation du sol | Selon disponibilités |
| Progression de la tache artificielle rapportée à la construction et à la démographie | Photos satellitaires / BDD Majic / BDD DGFI | Selon disponibilités |
| Evolution des surfaces naturelles, agricoles, à urbaniser, et urbaines au titre des POS/PLU | Généralisation POS/PLU (DDTM) | Tous les 3 ans |

2. Préservation des espaces naturels et agricoles

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|---|--|----------------------|
| Densités urbaines observées en extensions urbaines sur le territoire du SCOT et sur les SPUS | BDD Majic BD parcellaire | Tous les 3 ans |
| Densités économiques et foncières dans les parcs économiques territoriaux et de proximité (nombre d'emplois à l'hectare de zone d'activité économique, nombre de constructions à l'hectare) | BDD Majic BDD DGFIP | Selon disponibilités |
| Nombre de documents d'urbanisme locaux identifiant une trame verte et bleue | Analyse des documents d'urbanisme locaux | Tous les 3 ans |
| Nombre de documents d'urbanisme locaux définissant des franges urbaines | Analyse des documents d'urbanisme locaux | Tous les 3 ans |
| Indicateurs de perturbation du marché agricole (IPMA) sur l'ensemble des communes du SCOT | Requêtes SAFER Occitanie | selon moyens |

3. Qualité paysagère

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|---|--|----------------|
| Respect des coupures d'urbanisation dans les documents d'urbanisme locaux | Analyse des documents d'urbanisme locaux | Tous les 6 ans |
| Suivi des écarts urbains à contenir et des zones d'habitat diffus à canaliser | Occupation des sols | Tous les 6 ans |
| Intégration des objectifs et orientations en faveur de la qualité paysagère dans les PLU(i) | Analyse des documents d'urbanisme locaux | Tous les 6 ans |
| Qualité du traitement architectural des zones économiques (existence d'un volet architectural et paysager dans les cahiers des charges des opérations, et observations in situ post-opérations) | EPCI SM SCOT | Tous les 6 ans |

4. Mobilité/énergie/air/climat

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|---|--------------------------|----------------|
| Part de l'utilisation de la voiture particulière chez les actifs pour les déplacements domicile – travail | INSEE | Tous les 3 ans |
| Taux de fréquentation des transports collectifs | Région Occitanie SNCF | Tous les 3 ans |
| Nombre de pôles d'échanges multimodaux (majeurs et secondaires) et d'aires de covoiturage réalisés | Communes / EPCI / CD66 | Tous les 3 ans |
| Nombre d'OAP thématiques « déplacements » réalisées | Analyse des POS / PLU | Tous les 3 ans |
| Linéaire d'aménagements cyclables créé (notamment en sites propres) | EPCI / CD66 / Pays PM | Tous les 3 ans |

5. Prévention et gestion des risques naturels

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|---|--|----------------|
| Surface urbanisée et urbanisable exposée aux risques d'inondation | PPR/PSS / PGRI documents d'urbanisme locaux AZI / OTRI | Tous les 6 ans |
| Surface de parc d'activité économique ou de site d'implantation périphérique exposée aux risques d'inondation | PPR/PSS BDD Majic - AZI | Tous les 6 ans |
| Part de la population résidant au risque inondation/submersion | INSEE /OTRI | Tous les 6 ans |
| Nombre de communes possédant un schéma directeur d'assainissement intégrant l'assainissement pluvial | CD66 (SATESE) EPCI | Tous les 6 ans |

B. Indicateurs spécifiques au CI-SMVM

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|--|---|----------------|
| Evolution du nombre et de la capacité des zones de mouillages organisés | DDTM - DML PNM GL | Tous les 6 ans |
| Evolution des services portuaires (en termes de qualité environnementale) | Capitaineries Communes PNM GL | Tous les 6 ans |
| Intégration des risques littoraux dans les PPR | DDTM | Tous les 6 ans |
| Nombre de PCS | Communes DDTM | Tous les 6 ans |
| Elaboration d'une charte paysagère et touristique | Communes EPCI | Tous les 3 ans |
| Intégration des objectifs et orientations en faveur de la qualité paysagère dans les documents d'urbanisme locaux) | Analyse des documents d'urbanisme locaux | Tous les 6 ans |
| Suivi du trait de côte (littoral sableux et côte rocheuse) | Observatoire du trait de côte + sous réserve d'études | Tous les 6 ans |
| Nombre de plans locaux de déplacement | SM SCOT /EPCI | Tous les 3 ans |
| Evolution du nombre de véhicules/jour sur la RD914 en période estivale | CD66 | Tous les 3 ans |
| Nombre de schémas d'aménagement de plage | Communes DDTM | Tous les 3 ans |
| Nombre d'accès piétons à la mer traités | Communes /EPCI | Tous les 3 ans |
| Nombre de cales de mise à l'eau | Communes/ DDTM | Tous les 3 ans |
| Nombre de parkings de plage relocalisés | SM SCOT / Communes | Tous les 3 ans |

C. Indicateurs de l'état environnemental du territoire

L'ensemble des indicateurs énoncé ci-dessous permet de suivre l'état environnemental du territoire, et non d'analyser les résultats de l'application du SCOT sur le territoire. Ils sont donc proposés à titre indicatif.

1. L'agriculture

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|---|--|-----------------|
| Evolution de la SAU | RGA - DRAAF | Tous les 10 ans |
| Evolution de la surface du vignoble | Occupation du sol Ou études spécifiques | Tous les 6 ans |
| Suivi de l'importance et de la localisation des friches, sous réserve d'études globales ou ciblées sur certains secteurs | Orthophotos (SM SCOT) | Tous les 3 ans |
| Espaces agricoles et/ou naturels faisant l'objet de protection au titre des PAEN, des ZAP ou d'autres démarches volontaristes | CD 66 DDTM EPCI | Tous les 3 ans |

2. L'eau

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|--|--|------------------|
| Volumes prélevés pour l'AEP pour alimenter le périmètre du SCOT (dans les nappes plio-quaternaires du Roussillon et la nappe d'accompagnement du Tech) | SM des nappes plio-quaternaires du Roussillon SMIGATA AE RM&C ARS | Tous les 3 ans |
| Evolution du niveau piézométrique de la nappe pliocène à Argelès-sur-Mer | SM des nappes plio-quaternaires du Roussillon | Tous les 3 ans |
| Etat écologique et chimique des eaux littorales (DCE, REPHY,...) | AE RM&C IFREMER | Tous les 3 ans |
| Nombre de captages pour l'AEP montrant des teneurs en pesticides supérieures à la norme | SM des nappes plio-quaternaires du Roussillon ARS | Tous les 3 ans |
| Qualité des eaux souterraines captées : choix de captages représentatifs ou emblématiques à opérer | SM des nappes plio-quaternaires du Roussillon ARS | Tous les 3 ans |
| Qualité des eaux superficielles (SEQ eau, matières phosphorées) | AE RM&C SMIGATA CD66 | Tous les 4-6 ans |

| | | |
|---|----------------------------|----------------|
| Capacité du parc épuratoire | AE RM&C SMIGATA CD66 | Tous les 3 ans |
| Qualité des eaux de baignade | ARS | Tous les 3 ans |
| Nombre de STEP conformes à la réglementation | DDTM CD66 (SATESE) | Tous les 3 ans |
| Nombre de jours où le débit du Tech est inférieur au Débit Moyen Biologique (850l/jour) à Argelès-sur-Mer | DDTM SMIGATA | Tous les 3 ans |
| Nombre de communes dont le rendement du réseau d'eau potable est inférieur au rendement imposé par la réglementation en vigueur | EPCI DDTM | Tous les 3 ans |

3. La qualité de l'air

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|--|--------------------|----------------|
| Qualité de l'air (points et durée de dépassement aux seuils) | ATMO | Tous les 3 ans |

4. Le sol et le sous-sol

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|--|--------------------|----------------|
| Taux de recyclage des déchets du BTP | UNICEM DREAL | Tous les 6 ans |
| Volume de matériaux extrait | DREAL | Tous les 6 ans |
| Nombre de sites et surfaces autorisés pour les extractions | DREAL | Tous les 6 ans |

5. Le bruit

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|---|--------------------|----------------|
| Enquête satisfaction des usagers : secteurs et époques à sélectionner | SM SCOT | Tous les 6 ans |

6. Les risques naturels

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|--|--------------------|----------------|
| Couverture du territoire par des documents de prévention : PPRI ou PSS valant PPRI, PPRI | DDTM | Tous les 3 ans |
| Couverture du territoire par des PPR PGRI-compatibles | DDTM | Tous les 3 ans |
| Nombre de PCS | DDTM | Tous les 3 ans |

7. Les risques technologiques

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|--|-----------------------|----------------|
| Population exposée aux risques technologiques | Sous réserve d'études | Tous les 6 ans |
| Nombre de sites pollués ou potentiellement pollués | BASOL (MEDDE) | Tous les 6 ans |

8. L'énergie

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|--|---------------------------------|----------------|
| Emissions de Gaz à Effet de Serre par secteur, et notamment pour les secteurs résidentiel, tertiaire et déplacements de personnes | EPCI - Pays PM | Tous les 6 ans |
| Bilan production / consommation énergétique, par EPCI | EPCI- Pays PM | Tous les 3 ans |
| Puissance installée en éoliennes | DREAL / DDTM | Tous les 6 ans |
| Puissance installée en photovoltaïque de plein champ | DREAL /DDTM | Tous les 3 ans |
| Puissance installée en photovoltaïque sur les toitures des bâtiments publics, des parcs d'activités économiques et des sites d'implantations périphériques | DREAL /DDTM | Tous les 6 ans |
| Puissance installée en photovoltaïque sur les serres agricoles | DREAL /DDTM | Tous les 6 ans |
| Evolution du solaire thermique individuel | EPCI DREAL | Tous les 6 ans |
| Nombre de chaufferies au bois et réseaux de chaleur (puissance installée) | EPCI- Pays PM – Bois Energie 66 | Tous les 3 ans |
| Nombre de communes engagées dans une démarche COE | EPCI- Pays PM | Tous les 3 ans |

9. Les déchets

| Indicateur | Source des données | Pas de temps |
|---|--------------------|----------------|
| Quantité de déchets ménagers produits par habitant | SYDETOM 66 | Tous les 6 ans |
| Part du recyclage sur la quantité de déchets produits | SYDETOM 66 | Tous les 6 ans |
| Taux de saturation des différents équipements | SYDETOM 66 | Tous les 6 ans |

A. Nature de l'exercice

B. Scénario tendanciel et
analyse des incidences

C. Résumé du dispositif de
suivi des incidences

V. Résumé non technique de l'évaluation environnementale

A. Nature de l'exercice

L'évaluation environnementale est un exercice imposé par le Code de l'Urbanisme et consiste à questionner les décisions que les porteurs de projet sont susceptibles de prendre au regard de leurs incidences sur l'environnement. Cette réflexion récurrente permet aux décideurs de s'assurer que leurs choix s'inscrivent dans la recherche du meilleur compromis entre les enjeux de développement du territoire et les enjeux de préservation de l'environnement.

L'évaluation environnementale comporte plusieurs volets. Elle étudie l'articulation du SCOT avec les autres documents d'urbanisme, les plans et programmes, dont la liste est précisée par la réglementation. Elle analyse les incidences notables négatives et positives que l'on prévoit avec la mise en œuvre du SCOT, en comparant l'évolution du territoire attendue en présence d'un SCOT, et cette évolution en son absence. Elle rappelle les mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation retenues en réponse aux incidences environnementales attendues. Un zoom est fait sur les incidences prévisibles sur les sites Natura 2000. Une réflexion spécifique est également portée sur la consommation des sols observée au cours de la décennie passée et les objectifs d'économie des sols affirmés par le SCOT. Enfin, une batterie d'indicateurs de mesure de la performance du SCOT sur l'environnement et de suivi de l'état environnemental du territoire est proposée.

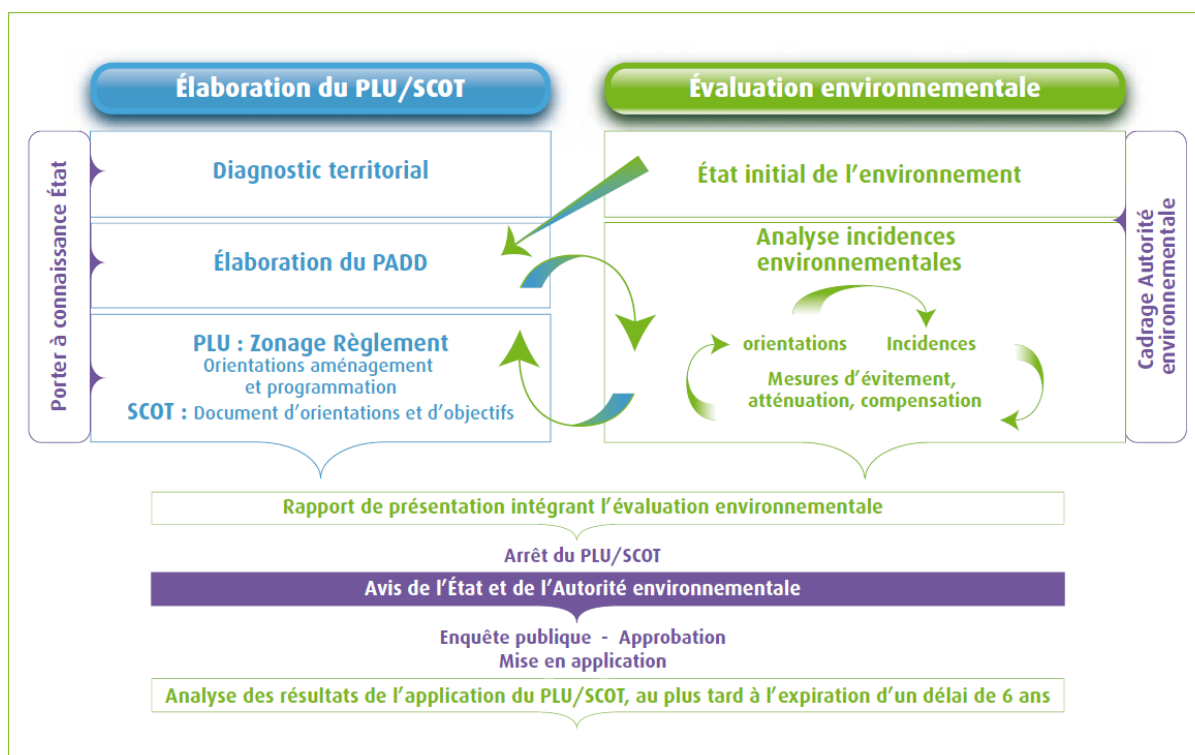


Figure 23. La démarche de l'évaluation environnementale expliquée schématiquement (Commissariat Général au Développement Durable)

La démarche retenue ici propose d'interroger les objectifs et orientations du SCOT de chacun des quatre chapitres du Document d'Orientations et d'Objectifs au regard de l'environnement. Les incidences prévisibles sont décrites pour chacune des neuf thématiques ou composantes environnementales du territoire. Pour chacun des chapitres du DOO, un tableau synthétique, un graphique et une synthèse permettent de disposer d'une vision globale des incidences du schéma sur les différentes composantes environnementales, et de cerner les incidences cumulatives des mesures sur chacune des composantes environnementales.

Cette démarche a permis d'ajuster les choix des élus et d'amender les orientations dans une perspective de moindre coût environnemental.

B. Scénario tendanciel et analyse des incidences

Le territoire du SCOT Littoral Sud a connu ces dernières décennies un développement important, résidentiel et dans une moindre mesure économique, qui a conduit à une consommation non orientée et insuffisamment maîtrisée des sols et à une augmentation des pressions sur l'eau et les milieux aquatiques mettant en péril la satisfaction des besoins futurs des populations en eau. L'étalement urbain et le développement de zones d'habitat diffus engendrent une augmentation du trafic routier global et un accroissement des consommations énergétiques ainsi que des dégradations de la qualité de l'air. Le paysage s'en trouve également endommagé, et les espaces agricoles, naturels et boisés fragilisés, dans leur structuration comme dans leur fonctionnement.

Pour faire face à ces menaces, un infléchissement des modes d'urbaniser et de consommer est apparu nécessaire aux élus. L'attractivité du territoire et la qualité du cadre de vie ont ainsi été placées au cœur des réflexions et processus décisionnels.

Les élus se sont prononcés en faveur d'un scénario de développement ayant pour principale caractéristique le rééquilibrage de la croissance sur le territoire.

Le parti pris d'aménagement repose sur un rééquilibrage de l'accueil des populations et des activités économiques et commerciales vers l'amont de la vallée, en faveur de la redynamisation des pôles de Céret et du Boulou, avec pour effet induit un report du dynamisme sur le Haut Vallespir et le Vallespir. Il repose également sur la confirmation de l'existence de quatre polarités, Céret et Le Boulou à l'ouest et Argelès-sur-Mer et Elne à l'est.

Ce parti d'aménagement permet la structuration et l'organisation des zones de développement urbain, à destination d'habitat, d'économie, de commerce et d'équipements.

Il permet ainsi de lutter contre les menaces qui pèsent sur les espaces agricoles et naturels et sur l'environnement.

1. Incidences notables prévisibles sur l'environnement

Le SCOT attache une **importance capitale aux espaces agricoles, naturels et boisés, mais également aux ressources naturelles, à la prévention des risques et des nuisances et à la qualité des paysages.**

A l'issue d'un travail qui a rassemblé différents partenaires, le SCOT identifie des **espaces agricoles** à fort potentiel qu'il protège. Il liste un ensemble d'orientations permettant d'éviter ou d'atténuer les impacts de l'urbanisation sur l'espace agricole, naturel et boisé et les activités qui y sont liées. Ainsi, il prône l'arrêt du mitage des espaces agricoles, la protection et la valorisation des espaces agricoles et naturels dans les PLU ou PLUi, l'identification des acteurs de la forêt et de la terre et de leurs besoins. Il encourage également les collectivités à contribuer au développement des filières agricoles, sylvicoles et pastorales, en facilitant l'installation d'agriculteurs ou en tissant des partenariats avec les acteurs économiques.

Les **milieux d'intérêt écologique prioritaires et secondaires, ainsi que les continuités écologiques**, sont cartographiés et doivent être préservés. Leur fragmentation doit être évitée. Certaines pratiques, bénéfiques au fonctionnement de ces milieux, sont encouragées, comme les méthodes douces de prévention des risques, la limitation de l'artificialisation des berges, le maintien d'obstacles naturels pour limiter les risques de pollution diffuse, ou encore la création de bassins d'orage paysagés. Le SCOT cartographie les principales continuités écologiques, qui doivent être déclinées et protégées dans les documents d'urbanisme locaux.

Les **ressources naturelles**, et notamment l'eau, font l'objet d'orientations ambitieuses, en relais des schémas d'aménagement et de gestion des eaux notamment. Le développement de l'urbanisation est ainsi conditionné au bon fonctionnement du parc épuratoire ou la bonne gestion des eaux pluviales. De nombreuses orientations sont données pour limiter les incidences négatives du développement de l'urbanisation et de l'accueil de populations et d'activités sur les ressources. Citons la nécessité d'adapter le développement urbain aux ressources mobilisables et de ne pas augmenter le volume global prélevé sur le Tech en période d'étiage, ou encore la nécessité d'atteindre le rendement de réseau pour l'alimentation en eau potable imposé par la réglementation. Les documents d'urbanisme locaux devront désormais intégrer les espaces de bon fonctionnement nécessaires aux milieux aquatiques et localiser les canaux d'arrosage, identifier leurs vocations afin de préserver leur fonctionnement.

En termes d'**énergie**, le SCOT promeut la mixité urbaine et la densité pour limiter les déplacements à la source. Il encourage les formes urbaines compactes, une meilleure conception des bâtiments et la réhabilitation du bâti existant, pour réduire les dépenses énergétiques. Il recommande de développer les pistes cyclables, les voies piétonnes, et favorise le développement du végétal dans les espaces urbanisés. En matière d'énergie renouvelable, le recours au bois énergie et la production de chaleur et d'électricité d'origine solaire sont privilégiés. Le photovoltaïque de plein champ est toutefois proscrit dans les milieux d'intérêt écologique et dans les espaces agricoles à fort potentiel. L'ensemble de ces dispositions contribue à atténuer les

dépenses énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre du territoire et à produire des énergies vertes, tout en évitant de porter atteinte aux paysages, à la biodiversité et aux espaces agricoles les plus riches.

La limitation de l'imperméabilisation des sols, la mise en œuvre de mesures de gestion des espaces agricoles et boisés, l'identification des zones d'expansion de crues ainsi que la priorisation de l'urbanisation en dehors des zones à risques sont autant de leviers pour **prévenir et gérer les risques naturels**.

Par ailleurs, le SCOT appelle les communes à identifier les contours urbains des bourgs ou zones bâties, à respecter les coupures vertes ou d'urbanisation entre les bourgs et à éviter l'urbanisation linéaire le long de des routes.

Les **paysages** font l'objet de nombreuses orientations. Certaines visent à minimiser l'impact visuel de l'urbanisation, en appelant à freiner l'étalement urbain et stopper le mitage de l'espace, à préserver la singularité des villages et des villes par l'identification de coupures vertes, et à maîtriser la qualité des parcs d'activités et des bâtiments économiques. D'autres entendent marquer l'attachement aux paysages urbains historiques et ruraux, en valorisant les silhouettes villageoises et urbaines, en garantissant la qualité paysagère des extensions urbaines et des entrées de ville, ou encore en tissant des liens de qualité vers le paysage rural.

En défendant une croissance qualifiée de raisonnée, en proposant une ventilation de la production de logements par communauté de communes, en favorisant un urbanisme de proximité et une localisation plus polarisée du développement, le SCOT contribue à **structurer et organiser le développement**.

Pour autant, l'afflux de population et d'activités prévu par le SCOT engendrera des incidences prévisibles sur l'environnement, en termes de consommation des sols, en termes de prélèvements des ressources naturelles, notamment en eau, en termes de rejets sur les milieux naturels (déchets ménagers, eaux pluviales, eaux usées...), mais aussi en termes de fréquentation des espaces parfois sensibles ou d'exposition des biens et des personnes aux risques naturels. Certains projets de développement, identifiés par le SCOT, peuvent se montrer nuisibles pour le maintien de certaines fonctionnalités écologiques ou agricoles. Pour minimiser ces incidences, le SCOT prévoit de nombreuses mesures d'évitement ou d'atténuation.

Ainsi, en rapprochant les populations des zones d'emploi et de consommation, le SCOT participe à **réduire les déplacements individuels**, à favoriser le recours aux modes doux de déplacements et aux transports en commun.

En outre, la densification des opérations d'urbanisation, préconisée à l'échelle de l'ensemble du territoire et imposée sur les 5 secteurs de projets urbains stratégiques et les 5 quartiers autour des gares voyageurs en fonctionnement, permettra d'**économiser le foncier** et contribuera à limiter la pression foncière ailleurs.

Des coupures d'urbanisation et des espaces agricoles à fort potentiel à protéger de l'urbanisation marquent autant de frontières à la pression foncière excessive et

participent de la **lutte contre les attentes spéculatives** qui gèlent les cessions et les locations de terres agricoles. Par voie de conséquences, l'activité agricole devrait être facilitée et contribuerait ainsi à la **prévention des risques naturels** et notamment des risques d'incendie et des risques d'inondation.

Au sein des villes et villages, le réinvestissement urbain, le développement de modes doux de déplacement, ainsi que la création de liens vers l'espace rural et les paysages environnants doivent participer à l'amélioration de la qualité de vie et à l'atténuation des effets de l'urbanisation sur l'environnement. L'introduction de la nature en ville participera à la **lutte contre le changement climatique** dans l'adaptation comme dans l'atténuation, en limitant les îlots de chaleur urbains et en constituant des puits de carbone. La mise en œuvre progressive de bâtiments à haute performance énergétique, via le recours à des démarches de type constructions bioclimatiques ou éco-quartiers contribueront à la **maîtrise des consommations énergétiques** et à la **réduction des émissions de gaz à effet de serre**.

Les **parcs d'activités économiques, les sites d'implantation périphérique et les équipements** font l'objet d'orientations précises.

Les commerces de proximité sont localisés exclusivement dans les tissus urbains, tandis que les commerces de plus de 300 m² doivent s'implanter dans les polarités commerciales reconnues par le SCOT ou dans les 8 Sites d'Implantation Périphérique (zones commerciales) précisément identifiées. Celles-ci sont déjà existantes et leur développement est subordonné à un certain nombre de modalités, notamment en matière de limitation de la consommation foncière, d'accessibilité et de stationnement. En outre des objectifs de haute performance énergétique, de qualité architecturale, environnementale et d'insertion paysagère leur sont assignés.

Dans le même esprit, le SCOT identifie les possibilités d'extension et de création des parcs d'activités économiques, en distinguant les parcs de proximité, destinés à satisfaire la localisation de l'équipement artisanal au sein d'un bassin de proximité, et les parcs structurants, à fort potentiel de rayonnement. Toute création ou extension de parcs d'activité est subordonnée à un raccordement au réseau numérique très haut débit, à la mise en place d'éléments permettant de viser la performance environnementale et énergétique et pour les parcs d'activités structurants, à la desserte par les transports collectifs. En outre, deux enveloppes foncières sont prévues, et la deuxième ne pourra être commercialisée que si la première est consommée ou que les besoins ne peuvent y être satisfaits.

Les équipements de proximité sont à implanter de façon privilégiée en continuité ou au sein des espaces urbanisés et cherchent à participer à la revitalisation des centres-villes.

Ainsi, la création et l'encadrement d'un réseau de parcs d'activités et de sites d'implantation périphérique se traduiront par une optimisation des parcs d'activités existants et futurs, par une **moindre consommation d'espaces**, par des **progrès** en matière de consommation **énergétique** mais aussi de production d'énergies

renouvelables, par une meilleure prise en compte des **risques naturels**, par une diminution des altérations de la **qualité de l'air et de l'eau**, par une meilleure **intégration paysagère**, et par la facilitation de la **collecte** et de la **valorisation des déchets ménagers ou industriels** banals, spéciaux ou toxiques.

L'implantation privilégiée des équipements en tissu urbain et sur les centralités urbaines les plus importantes conduira principalement à une **rationalisation des déplacements** et à une **moindre fragmentation des espaces**. Par ailleurs, la **collecte** et la **valorisation des déchets** seront facilitées ainsi que l'**adduction d'eau potable et l'assainissement**.

La réalisation de projets stratégiques pour le développement économique du territoire est conditionnée au **respect de critères environnementaux**. Ceux-ci sont autant de mesures d'évitement ou d'atténuation des incidences parfois négatives de ces projets sur la consommation foncière, la fragmentation des milieux ou les altérations paysagères générées par les projets.

Face aux enjeux que constituent la lutte contre le changement climatique, mais aussi la facture énergétique des populations ou les menaces qui pèsent sur la qualité de l'air, le SCOT hiérarchise le **réseau routier** afin d'en optimiser l'usage. La modernisation des infrastructures existantes est recherchée, ce qui permet d'**éviter la création de nouvelles voiries**. En outre, le développement volontaire des transports collectifs, ferroviaires et routiers, mais aussi la mise en place d'un véritable maillage de voies douces sont vivement encouragés.

Le recours à ces transports alternatifs, facilité par la mise en place de pôles d'échanges multimodaux, par l'élaboration d'OAP thématiques sur les déplacements, mais aussi par le maintien et la valorisation des voies ferroviaires contribuera à l'effort national de **maîtrise des consommations énergétiques et réduction des émissions de gaz à effet de serre**. La densification des zones urbaines bien desservies par les transports en commun est prévue. Ainsi, la fréquentation des transports en commun devrait s'accroître, ce qui induira une hausse de leur fréquence de passage, rendant le service plus attractif.

Certaines voiries verront néanmoins le jour, pour la desserte des futures zones d'urbanisation, et pour la finalisation du schéma routier existant. Des mesures d'atténuation sont proposées, afin de **limiter les nuisances sonores**, et afin de limiter les éventuels obstacles aux **continuités hydrauliques, écologiques ou agricoles**. Par ailleurs, le non-franchissement des voiries de contournement par l'urbanisation est requis, afin d'éviter que la route soit le point de départ d'une nouvelle urbanisation.

Le territoire du SCOT présente la particularité d'être en grande partie concerné par les lois Littoral et Montagne. De ce fait, le SCOT intègre un chapitre spécifiquement consacré aux **modalités de déclinaison de la loi Littoral et de la loi Montagne**.

Ainsi, sur le littoral comme en montagne, le SCOT définit les entités urbaines en continuité desquelles l'urbanisation est possible.

Sur le littoral, il précise et cartographie les espaces remarquables, les coupures d'urbanisation, les espaces proches du rivage et la bande des 100 mètres. Il identifie les facteurs limitants la capacité d'accueil et ainsi les leviers à actionner pour concilier pression urbaine, maintien des activités, préservation des écosystèmes et maintien de l'attractivité. Il clarifie les extensions d'urbanisation au sein des espaces proches du rivage, en appréciant leur caractère limité au regard du périmètre du SCOT, en les localisant et en les canalisant.

En montagne, aucune Unité Touristique Nouvelle structurante n'est créée. Des orientations en faveur de la diversification de l'offre touristique, du développement du numérique et de la préservation des espaces et des activités agricoles et sylvicoles sont formulées.

L'ensemble de ces dispositions est globalement favorable à la préservation de l'environnement.

Sur la bande littorale du territoire, une démarche spécifique est engagée. Il s'agit du **Chapitre Individualisé valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer (CI-SMVM)**. Celui-ci vise principalement trois objectifs : l'attractivité de la façade maritime et de la frange littorale, la détermination des vocations de l'espace afin de concilier les différents usages, et la préservation et la mise en valeur des espaces maritimes et littoraux.

La requalification ou réhabilitation des infrastructures portuaires d'Argelès-sur-Mer, de Port-Vendres et de Banyuls-sur-Mer, et la création d'un barreau routier reliant la RD 81 à la RD 914, constituent, avec l'amélioration de la RD 914 les principaux projets de développement portés par le CI-SMVM.

Ces projets présentent des incidences prévisibles sur l'environnement, notamment en termes de consommation des espaces, prélèvements associés, rejets et nuisances générés. Afin d'atténuer ces incidences, de nombreuses orientations sont développées pour encadrer la réalisation de ces projets.

Ainsi, une stratégie globale d'accessibilité coordonnée et multimodale est déployée. Elle repose sur le recours à la ligne ferroviaire pour la desserte saisonnière du littoral, la modernisation de la RD 914 pour favoriser les transports collectifs routiers, la mise en place de plans locaux de déplacements, la réalisation de parkings de plage le plus en amont possible, la promotion des transports maritimes de passagers ou encore l'aménagement de pôles d'échange multimodaux. L'ensemble de ces orientations concourt à rationaliser les déplacements et à minimiser les **dépenses énergétiques**, et les émissions **de gaz à effet de serre**.

Pour protéger les **milieux aquatiques** et le **milieu marin**, l'on cherche à éviter ou réduire les pressions et pollutions d'origine terrestre, portuaire ou maritime. Le développement

de nouveaux sites de mouillage ou l'amélioration de la qualité environnementale des services portuaires sont autant d'orientations qui permettent de relever ces défis.

En outre, sur le périmètre du CI-SMVM, correspondant, côté terre, au périmètre des espaces proches du rivage, le CI-SMVM règlemente strictement l'occupation du sol. Il protège le territoire au travers de 6 coupures d'urbanisation et de plus de 1 180 ha d'espaces remarquables. L'**espace agricole**, les **milieux naturels** et la **qualité des paysages** y supportent là des incidences positives.

Le CI-SMVM cherche à encadrer la fréquentation des sites par une série d'orientations, comme le balisage des cheminements piétons, l'aménagement adéquat des zones de stationnement, l'interdiction de créer des parkings majeurs, la relocalisation rétro-littorale de certains parkings de plage ou encore la mise en place d'aménagements légers de type ganivelles. Ceci contribue à la **préservation de la biodiversité** et des milieux naturels.

Sur le plan paysager, l'attractivité touristique des paysages littoraux et la qualité des paysages urbains constituent des préoccupations lourdes, auquel le CI-SMVM apporte des réponses en énonçant de nombreuses orientations. Le CI-SMVM, au travers de nombreuses orientations, prévoit l'insertion paysagère des différents projets et de certains équipements ou espaces existants, comme les ports et les campings existants. Il interdit l'implantation d'éoliennes en mer et garantit ainsi la préservation des **paysages marins** et des **habitats naturels maritimes**. De nombreux sites emblématiques doivent être réinvestis.

La prise en compte des **risques littoraux** et de leurs évolutions prévisibles au vu du changement climatique dans l'aménagement du littoral constitue un des principaux objectifs du CI-SMVM. Il s'agit de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes, notamment en intégrant ces risques au PPR, en généralisant les plans communaux de sauvegarde, en confortant les ouvrages de protection existant, en agissant sur des secteurs prioritaires pour répondre à la problématique d'érosion et en privilégiant la prévention via les méthodes douces d'intervention.

Ainsi, **les incidences sur l'environnement de l'ensemble des orientations et objectifs du SCOT sont globalement positives**, par rapport à un scénario en l'absence de SCOT qui verrait se concrétiser un accueil de population et d'activités sans encadrement harmonieux.

2. Analyse de la consommation des sols et objectifs de réduction

La loi Grenelle 2 a introduit l'obligation pour les SCOT d'analyser la consommation foncière qu'a connue leur territoire sur les 10 années précédant l'approbation du schéma, et d'afficher des objectifs de réduction de cette consommation.

Le territoire du SCOT Littoral Sud a vu sa tache artificielle, c'est-à-dire l'emprise de son enveloppe urbaine, augmenter d'environ 435 hectares les dix années précédant l'approbation du SCOT.

Avec la mise en œuvre du Schéma, les communes s'engagent à infléchir leurs modes d'urbaniser, en proposant des formes urbaines plus compactes et donc plus économes en espace. Ainsi, sur les 10 années à venir, la production de 6 742 logements supplémentaires et des réseaux, voiries et équipements associés ne consommera pas plus de 256 hectares. Les espaces dédiés aux activités économiques, commerciales et touristiques sont plafonnés à 101 hectares, et sont soumis à un phasage (ouverture d'une seconde enveloppe qu'après commercialisation de la première).

Une économie d'au moins 79 hectares sera donc réalisée, sur la période début 2019 - fin 2028, dans le cas du scénario démographique dynamique et de l'urbanisation des deux enveloppes à vocation économique. Cette économie peut atteindre 146 ha, dans le cas du scénario démographique moins dynamique et de la seule urbanisation de la première enveloppe à vocation économique. Dans tous les cas, ces économies sont minorées car le réinvestissement urbain permet de gagner 28,4 ha supplémentaires par le comblement en dents creuses, auquel s'ajoute la mobilisation des logements vacants.

Au-delà des économies générées grâce au SCOT, la mise en œuvre du schéma préserve les espaces agricoles à fort potentiel ainsi que les milieux d'intérêt écologique et permet de maintenir des coupures d'urbanisation entre les bourgs.

3. Incidences prévisibles sur les sites Natura 2000

Le territoire du SCOT Littoral Sud est écologiquement très riche, par sa situation de carrefour entre différentes influences climatiques et d'interface entre des milieux naturels variés. Il compte 7 sites Natura 2000.

Le SCOT met cependant l'accent sur les risques potentiels d'atteinte aux milieux naturels par les nouvelles constructions et infrastructures, en particulier sur l'espace littoral.

En effet, ces espaces cumulent projets de développement et fortes potentialités écologiques.

Les sites Natura 2000 du SCOT Littoral Sud sont identifiés en tant que « milieux d'intérêt écologique » qu'il convient de préserver. Le SCOT affiche un ensemble d'orientations afin d'assurer cette préservation. Des projets routiers (création du barreau reliant la RD 81 et la RD 914, amélioration de la RD 914 et franchissements aériens du Tech), de requalification ou de réhabilitation portuaire (dont la réalisation est programmée sur des sites déjà artificialisés) et certains projets d'extensions d'urbanisation limitée des communes présentent des incidences potentiellement négatives sur certains sites Natura 2000. Les documents d'urbanisme locaux doivent de ce fait chercher à

garantir une bonne intégration paysagère et environnementale de l'ensemble de ces projets, ce qui va atténuer leurs incidences.

De manière générale, une certaine vigilance est demandée afin de préserver la fonctionnalité écologique des versants boisés, des espaces littoraux, et des rives et embouchure du Tech.

Le SCOT vise à conserver voire améliorer le fonctionnement écologique du territoire (protection des principales continuités écologiques, demande aux documents d'urbanisme locaux de préciser et protéger les continuités présentes sur leur territoire, etc.).

C. Résumé du dispositif de suivi des incidences

Afin de suivre l'état environnemental et d'évaluer les impacts de la mise en œuvre de ce schéma sur l'environnement, un certain nombre d'indicateurs sont retenus. Leur renseignement doit permettre de suivre l'évolution du territoire, afin de réajuster le cas échéant les orientations du SCOT lors de sa future mise en révision.

Le SCOT n'est qu'une des politiques publiques parmi d'autres, et de ce fait 3 catégories d'indicateurs sont distinguées :

- Les indicateurs de performance de la mise en œuvre du SCOT : évolution de l'occupation des sols, densités foncières, densités économiques, identification des trames vertes et bleues, ou encore développement des mobilités douces et des pôles d'échanges multimodaux ;
- Les indicateurs spécifiques au Chapitre Individualisé valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer : évolution des services portuaires, intégration des risques littoraux dans les Plans de Prévention des Risques Naturels, évolution du nombre et de la capacité des zones de mouillages organisés...
- Les indicateurs de suivi de l'état environnemental, auquel contribue indirectement le SCOT : qualité des eaux, de l'air, évolution du trait de côte, gestion des déchets...

Table des illustrations

| | | |
|------------|--|-----|
| Figure 1. | Vue sur l'anse de Banyuls-sur-Mer. | 11 |
| Figure 2. | Vue sur l'emblématique Canigou depuis Céret. | 23 |
| Figure 3. | Pâturage bovin sur la commune de l'Albère | 27 |
| Figure 4. | Tableau récapitulatif des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du 1er chapitre du DOO | 30 |
| Figure 5. | Cumul des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du 1er chapitre du DOO | 30 |
| Figure 6. | Habitat diffus sur la commune de Céret | 37 |
| Figure 7. | Ombrières photovoltaïques sur une aire de stationnement | 44 |
| Figure 8. | Tableau récapitulatif des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du second chapitre du DOO | 46 |
| Figure 9. | Cumul des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du second chapitre du DOO | 46 |
| Figure 10. | Tableau récapitulatif des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du 3 ^e chapitre du DOO | 52 |
| Figure 11. | Cumul des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du 3 ^e chapitre du DOO | 52 |
| Figure 12. | Vue sur le port et le centre-ville de Port-Vendres | 57 |
| Figure 13. | L'anse de Cerbère | 63 |
| Figure 14. | Tableau récapitulatif des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du CI-SMVM | 64 |
| Figure 15. | Cumul des incidences notables prévisibles sur l'environnement des orientations et objectifs du CI-SMVM | 64 |
| Figure 16. | Progression de la tache urbaine résidentielle sur le territoire du SCOT entre 1950 et 2010 (Source : DREAL Occitanie – DGfip 2014) | 66 |
| Figure 17. | Evolution annuelle de la tache urbaine résidentielle par secteur entre 1950 et 2010 (source : DREAL OCCITANIE – DGfip, 2014). | 66 |
| Figure 18. | Evolution de la tache urbaine entre 1999 et 2010 sur le territoire du SCOT (source : DREAL OCCITANIE - DGfip, 2014). | 67 |
| Figure 19. | Progression de l'urbanisation résidentielle et économique sur le territoire du SCOT au cours des périodes 2004-2014 et 2007-2017 (source : AURCA – Dgfiip, 2018) | 68 |
| Figure 20. | Progression de l'urbanisation résidentielle et économique sur le territoire du SCOT au cours de la période 2007-2017, par secteur (source : AURCA – DGfip, 2018) | 69 |
| Figure 21. | Vue sur « Les Chartreuses » et la plaine du Tech | 72 |
| Figure 22. | Les sites Natura 2000 sur le territoire du SCOT | 74 |
| Figure 23. | La démarche de l'évaluation environnementale expliquée schématiquement (Commissariat Général au Développement Durable) | 100 |

REALISATION - MAITRISE D'OUVRAGE



Syndicat mixte du SCOT Littoral Sud

3, Impasse de Charlemagne
BP 90103
66704 ARGELES-SUR-MER Cedex
Tél.: 04 68 81 63 77 – Fax : 04 68 95 92 78
E-mail : scotlittoralsud@gmail.com

PARTICIPATION AUX ETUDES - CONCEPTION GRAPHIQUE



Agence d'Urbanisme Catalane

19, Espace Méditerranée – 6^{ème} étage
66000 PERPIGNAN
Tél.: 04 68 87 75 52 – Fax : 04 68 56 49 52
E-mail : agence.catalane@aurca.org



Projet arrêté en Comité Syndical du 27/05/2019 (Mission C15)
Tous droits réservés.